

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



BRÉSIL, FRANCE : le combat de la classe ouvrière

Le combat du peuple noir aux États-Unis

N° 90

Nouvelle série (n° 696) - juin 2016 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa

rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **BRÉSIL : le combat des trotskystes
contre le coup d'Etat et pour une politique indépendante
de la classe ouvrière** p. 3
- **DOSSIER EUROPE : deux contributions** p. 13
 - La portée européenne du combat engagé
par la classe ouvrière française
pour le retrait de la loi El Khomri p. 13
 - La Grande-Bretagne à quelques semaines
du référendum européen p. 22
- **« FREEDOM NOW », (« La liberté maintenant »)** p. 27
 - Présentation de Lybon Mabasa :
« Le peuple noir aux Etats-Unis » p. 27
 - « *La nouvelle étape dans le combat pour l'émancipation
des Noirs et les tâches du SWP* »,
adopté par la convention du SWP en 1963 p. 30
- **PORTUGAL :**
42 ans de révolution et de contre-révolution p. 51
- **RÉPRESSION ANTISYNDICALE**
en Guadeloupe et en Espagne (un document du Cicr) .. p. 59

Erratum : Dans notre précédent numéro (n°89, page 63), une malencontreuse erreur de montage a supprimé la dernière ligne de l'article de tribune libre sur le Japon. Il fallait lire : « *Nous sommes avec vous. Avançons ensemble.* » Avec toutes nos excuses.



Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Brésil : le combat des trotskystes contre le coup d'Etat et pour une politique indépendante de la classe ouvrière

EN ce moment même, le palais présidentiel du Planalto est occupé par le gouvernement putschiste dirigé par le vice-président de Dilma Rousseff, Michel Temer (PMDB) (1).

Le combat se poursuit contre ce coup d'Etat. Les organisations de la classe sont debout et elles ont la responsabilité d'amplifier la résistance intacte, pour la défense de la démocratie, du respect et de la souveraineté du vote populaire et des droits, en particulier en organisant la classe ouvrière dans la perspective d'une grève générale en mesure de mettre le coup d'Etat en échec. Pendant ce temps, l'usurpateur occupe le siège de la présidence de la République, mais le dénouement est à venir. La classe ouvrière n'a pas encore dit son dernier mot.

C'est l'heure du combat pour la victoire de la classe. Mais au feu de la lutte, il est déjà possible de tirer un premier bilan nécessaire : dans quel cadre l'offensive putschiste a-t-elle prospéré ?

La marche au putsch, au Brésil, s'est réalisée dans le cadre de l'offensive de l'impérialisme pour récupérer le terrain perdu sur le continent. Plusieurs gouvernements, qui sont eux aussi la cible de l'escalade impérialiste, ont condamné le coup d'Etat, et deux d'entre eux, le Venezuela et l'Equateur, ont rappelé leur ambassadeur.

Le courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale, en développant son combat sur une ligne de

front unique anti-impérialiste et de défense des organisations des travailleurs, tirait la sonnette d'alarme, avec Dialogue et Action pétiste (DAP) (2), en juin 2015, lors du V^e Congrès du PT :

« Nous, nous ne pensons pas que le manifeste de fondation ait vieilli (...).

La crise qui menace aujourd'hui le PT est au contraire liée à l'abandon des bases lors de la fondation (...). L'exploitation et l'oppression sont toujours là. Les inégalités au Brésil sont profondes. Et ce n'est que par la lutte que les travailleurs s'émanciperont. Pour cela, ils ont besoin d'un parti. Trois questions, à notre avis, concentrent les problèmes actuels, qu'aucune couardise politique ne permet d'ajourner plus longtemps : pour la Constituante pleinement souveraine et contre le sabotage de la réforme politique. Non au plan d'ajustement de Levy ! Reconstruction du PT ! » (3).

De fait, l'offensive impérialiste sur le continent a prospéré au Brésil dans le sillage de la politique de la direction du PT et du gouvernement, politique de soumission à l'impérialisme, d'adaptation aux

(1) Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), parti bourgeois, membre de la coalition gouvernementale. Temer est son principal dirigeant.

(2) Regroupement politique dans le PT, auquel participe le courant *O Trabalho*, pour la défense d'une politique indépendante, sur le mot d'ordre « Agir comme le PT agissait ».

(3) Plan d'ajustement structurel du ministre Levy, nommé par Dilma avec le soutien de Lula, qui a imposé des sacrifices à la majorité du peuple travailleur.

institutions pourries, avec une politique d'alliances qui a peu à peu dénaturé le PT. L'offensive pour détruire le parti fait son chemin depuis l'action pénale 470 – qui a condamné, sans preuves, quatre dirigeants du PT – sans que la direction du parti à l'époque fasse quoi que ce soit. Le Tribunal fédéral suprême, qui a jugé l'AP 470, est, historiquement, complice et instigateur de coups d'Etat. Cela s'est passé ainsi en 1964, et cela se répète en 2016.

Aujourd'hui, c'est l'opération *Lava Jato*, commanditée par un juge en étroite relation avec le département d'Etat américain, qui est le principal bras juridique du putschisme, sous prétexte de combattre la corruption.

Treize années de politique de conciliation de classes – et en particulier en 2015, avec l'application du plan d'ajustement –, après l'élection la plus polarisée des quatre qui ont porté le PT au gouvernement fédéral, ont laissé fermenter la marche au coup d'Etat. L'usurpateur du mandat de 2014, Temer, était investi, par le sommet du PT, jusqu'en mars 2016 – moment où il a annoncé la rupture avec le gouvernement –, en tant que « garant » de la gouvernabilité.

Le gouvernement illégitime installé après la suspension du mandat de la présidente Dilma comporte six ex-ministres des gouvernements de Lula et de Dilma.

Ces éléments de bilan commencent à se développer à la chaleur du combat qui se poursuit et qui, pour sortir victorieux, met encore plus en lumière la ligne sur laquelle les trotskystes combattent dans les pays arriérés soumis à l'oppression impérialiste.

Dans la situation de contre-révolution déclenchée par l'impérialisme sur tous les continents, comme l'a analysé le IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (février 2016), dans sa déclaration finale :

« Dans les pays dominés, les partis ouvriers ou ceux qui se réclament de "l'anti-impérialisme" et qui se sont développés dans la lutte pour défendre la nation (et qui ont survécu) sont confrontés à un dilemme face à la nouvelle offensive lancée par l'impérialisme : ou bien survivre et se développer, en aidant à réunir la nation sous la direction de la classe, en réalisant les tâches démocratiques nationales, pour les dresser contre les prétentions de l'impérialisme et de ses agents oligarchiques, ou bien disparaître. »

Nous récapitulons ici, à travers des documents et des articles du journal *O Trabalho*, le combat de la section brésilienne de la IV^e Internationale au sein des organisations ouvrières (PT et CUT, en particulier) et dans la lutte de classe directe depuis juin 2015. Ce mois-là, le V^e Congrès du PT s'était tenu. L'offensive putschiste – qui a commencé au lendemain de la proclamation de la victoire du PT à l'élection présidentielle d'octobre 2014 – avançait sur la voie tracée par l'application de l'ajustement fiscal, qui imposait d'immenses sacrifices à la classe ouvrière. Le combat qui se poursuit maintenant dresse l'exigence de rupture avec la bourgeoisie, ce qui se traduit aujourd'hui par : aucune coexistence institutionnelle avec les putschistes, reprise de la part du PT et de la présidente Dilma des engagements envers la majorité opprimée de la nation.

Misa Boito,

22 mai 2016

Documents et articles de *O Trabalho*

DOCUMENT 1

Depuis le 13 mars, des mobilisations dirigées par la CUT, pour la défense des droits, rejetaient la politique d'ajustement appliquée par le gouvernement (plan Levy) et exigeaient de Dilma l'application du programme approuvé par les urnes en 2014. Le sommet du parti, soumis à la politique du gouvernement, ne s'est pas engagé dans ces mobilisations. La poli-

tique d'attaques contre les travailleurs, l'ajustement fiscal, écartait la base qui avait assuré la victoire électorale.

« *Le mieux est que le PT dise NON au plan Levy* », titrait l'éditorial du journal *O Trabalho*, n° 767 (vendu dans le V^e Congrès du PT). La même édition publiait le Manifeste de syndicalistes de la CUT et du PT – que

nous avons aidé à construire – « *Le PT de retour vers la classe travailleuse* », adressé aux délégués du congrès.

« (...) Il y a à peine huit mois, la réélection de Dilma n'a eu lieu que parce que la majorité avait rejeté la politique anti-ouvrière et contre la nation du PSDB, celle-là même que Levy impose avec désinvolture.

(...) Un manifeste de dirigeants de la CUT et membres du PT est maintenant rendu public, qui constitue une véritable aide au congrès du PT : "*Nous considérons que la politique d'ajustement fiscal régressif et récessif, inaugurée avec la nomination de Joaquim Levy au ministère*

des Finances, place le PT contre la classe ouvrière." Le mieux ne serait-il pas que le PT écoute cet avertissement ?

(...) Le mieux que le congrès du PT ait à décider, c'est qu'il dise "*Non au plan Levy*" et se joigne à la lutte qui va continuer, pour la défense des intérêts des travailleurs et de la nation.

Ce combat que nous avons développé (...) dans les luttes concrètes, nous le mènerons au congrès du PT avec les déléguées et les délégués qui s'identifient dans Dialogue et Action pétiste. Un combat qui va se poursuivre, aux côtés des travailleurs. »
(Juin 2015)

DOCUMENT 2

Manifeste de syndicalistes au congrès du PT "Le PT de retour vers la classe travailleuse"

Le 11 juin, a été publié ce manifeste de syndicalistes de la CUT et membres du PT, adressé au V^e Congrès du PT avec plus de 400 signatures.

Avec à sa tête le président de la CUT, Vargas Freitas, et tous les membres de l'exécutif national de la centrale, il synthétise des positions qui ont été défendues publiquement depuis le début de l'année :

« Nous, syndicalistes membres du PT et de la CUT, nous nous adressons aux déléguées et délégués du V^e Congrès national du PT (...), parce que nous considérons que la situation de notre parti en ce moment est très grave (...). Nous considérons que la politique d'ajustement fiscal régressif et réces-

sif inaugurée avec la nomination de Joaquim Levy au ministère des Finances oriente le PT contre la classe travailleuse et les couches populaires, qui ont été ses principales bases de soutien.

(...) Il est de notre devoir, comme dirigeants syndicalistes du PT, de défendre la classe travailleuse. Nous n'abdiquons jamais cela, même s'il doit y avoir conflit de positions entre nous, le parti et le gouvernement (...).

C'est dans cet esprit que nous voulons intervenir dans le V^e Congrès : nous voulons que le PT retourne à la classe ouvrière ! »

(Juin 2015)

DOCUMENT 3

Avec Dialogue et Action pétiste, le courant *O Trabalho* a déposé une thèse soumise au V^e Congrès du PT, dans laquelle il a fait connaître le manifeste ci-dessous (extraits).

« *Le PT naît de la décision des exploités de lutter contre un système économique et politique qui ne peut résoudre leurs problèmes, car il n'existe que pour le bénéfice d'une minorité de privilégiés* » (Manifeste de fondation du PT, 1980).

« Dialogue et Action pétiste se présente pour la première fois au congrès du parti sur la thèse "*Sauvegarder le pétisme dans*

le PT". Nous ne pensons pas que le manifeste du PT ait vieilli ou qu'il n'est pas adapté à la globalisation.

La crise qui menace aujourd'hui le PT est au contraire liée à l'abandon des bases lors de sa fondation (...). Trois questions, à notre avis, concentrent les problèmes actuels, qu'aucune couardise politique ne permet d'ajourner plus longtemps :

1. Lutter pour la Constituante souveraine à même de mener à bien la réforme politique.

C'est indispensable pour ouvrir la voie aux réformes populaires. Impossible avec ce congrès ! Cette lutte participe aussi du combat contre le carriérisme rampant et contre le crétinisme parlementaire. Ou bien nous modifions ce système, ou bien ce système finira par modifier le PT (...).

2. Non au plan d'ajustement de Levy !

(...) Nous ne voulons pas répéter la tragédie des partis socialistes qui, une fois au gouvernement, ont trahi leur programme et ont été balayés. Nous voulons : la baisse des taux d'intérêt et le contrôle des changes, l'abandon de l'équilibre budgétaire, investissement public et renationalisation, la réindustrialisation et la protection du commerce, la réforme de la fiscalité avec l'établissement d'un impôt sur l'héritage et sur la fortune.

3. Reconstruction du PT

Nous sommes pour l'abandon de l'infâme PED (4) et pour le retour aux rencontres démocratiques de base, où les délégués discutent les yeux dans les yeux, délibèrent sur l'orientation et élisent leurs dirigeants.

(...) Les économistes et les intellectuels amis du PT condamnent cette politique d'ajustement fiscal. Les dirigeants des mouvements populaires (...) et les organisations de jeunesse critiquent et combattent les coupes budgétaires.

Et les dirigeants de la CUT réclament avec force le changement de politique économique. Enfin, il y a eu plus de 500 000 licenciements cette année. Assez du plan Levy, pas un mois de plus avec cet ajustement !

Camarades,

Nous sommes venus au congrès pour discuter avec tous d'une issue.

Nous ne détenons pas une vérité toute faite. Nous ne prétendons pas non plus avoir une direction infaillible ou de grands leaders géniaux.

L'issue doit être trouvée collectivement, sur le terrain du PT.

Oui, la construction d'un front est nécessaire, pour faire face à la réaction reliée aux centres impérialistes.

Mais il ne va pas remplacer le Parti des travailleurs — plus que jamais le PT est nécessaire ! (...)

Pour la défense du PT ! A bas le plan Levy ! Arrêt du PED et retour aux rencontres ! Constituante souveraine à même de modifier le système politique. »

**(10 juin 2015,
Dialogue et Action pétiste)**

(4) Processus d'élections directes (PED), qui a éliminé la discussion interne dans le parti.

DOCUMENT 4

O Trabalho : "Le Brésil et le PT que le V^e Congrès n'a pas entendus"

« (...) Le manifeste des syndicalistes, la majorité d'entre eux s'identifiant au courant majoritaire (Construire un Brésil nouveau), est la marque la plus visible d'un processus qui prend de l'ampleur, où des secteurs de tous les courants cherchent à résister au cours imprimé, ce qui montre la contradiction entre la politique du parti et sa base sociale.

Ce processus peut indiquer une recomposition dans le parti, cherchant à renouer avec ses engagements originels, seule issue positive pour un parti des travailleurs. Le courant *O Trabalho*, partie constitutive

du PT, aux côtés des camarades de Dialogue et Action pétiste, continuera à aider à mener ce bon combat.

Face à un PT désarmé, l'offensive réactionnaire s'amplifie.

Mais la lutte de la classe travailleuse, à laquelle le sommet du parti reste sourd, ne va pas s'arrêter parce que le V^e Congrès en a décidé ainsi.

Aux côtés de la classe travailleuse, nous allons poursuivre la lutte pour une autre politique économique, pour la défense de la nation et des travailleurs.

Aux côtés de Dialogue et Action pétiste, nous allons aider, dans ce processus de recomposition qui s'annonce, les militants d'origines les plus diverses qui cherchent

à rester fidèles aux engagements pris il y a 35 ans à l'égard de la majorité opprimée du peuple brésilien. »

(Editorial, n° 768, fin juin 2015)

DOCUMENT 5

O Trabalho : "Unité pour la défense de la démocratie, des droits, et contre l'ajustement fiscal de Levy"

Le congrès national de la CUT a réuni 2 300 délégués du 13 au 16 octobre 2015.

« Dès son ouverture au soir du 13 octobre, le XII^e Congrès national de la CUT a pesé sur la conjoncture de crise politique et économique aiguë que connaît le pays. Dès le début de la cérémonie, la réunion plénière était déjà emplie de cris tels que *"Je veux la Dilma que j'ai choisie, dehors Cunha, et qu'il emmène Levy !"* (...).

Dilma a tenu un discours ferme contre *"les moralistes sans morale"* qui œuvrent à son *impeachment*, en affirmant qu'elle défendra le mandat qu'elle a reçu du peuple contre toute tentative de coup d'Etat (*"Il n'y aura pas de coup d'Etat !"*, a répondu la rencontre plénière), mais elle n'a rien dit sur la politique économique de son gouvernement, qui érode sa base de soutien populaire, et elle s'est retirée avant d'entendre les autres orateurs.

Lula, dans un discours bien senti, a dit : *"Nous ne pouvons rester encore un mois ni même une semaine à parler de suppressions, il nous faut de la croissance, de la gestion d'entreprise et de la redistribution des revenus."*

"Il n'y a pas un pays qui ait réalisé un ajustement et qui ait amélioré l'économie", a-t-il poursuivi.

Dans la présentation du rapport d'activité, réalisée par des dirigeants des forces présentes à la direction de la CUT, Julio Turra a affirmé : *"Les dix derniers mois concentrent, non seulement un bilan d'activité positif, mais aussi un bilan historique de la place de la CUT, attachée à la défense de la classe travailleuse, indépendante des patrons et des gouvernements — y compris de ceux qu'elle a aidé à élire —, et autonome face aux partis — y compris de celui dont la majorité de ses militants sont membres. C'est ce qui a permis à la CUT d'être l'axe de la résistance contre l'offensive de la droite, en rassemblant les mouvements populaires dans la rue, dans une situation de paralysie et de crise du PT, et d'application par le gouvernement d'une politique contraire à sa propre base sociale. C'est cette position que nous devons maintenir dans la difficile et complexe période à venir."*

"Ce fut le congrès de la CUT du : Dehors Levy", a commenté un délégué (...). »

(n° 775, octobre 2015)

DOCUMENT 6

Le 19 octobre 2015, le comité national de Dialogue et Action pétiste (DAP) s'est réuni. Après que 45 % des délégués au congrès du PT et 100 % des délégués au congrès de la CUT ont exigé l'arrêt de la politique d'ajustement fiscal, et en l'absence d'un signe de changement de politique de la part du gouvernement, le DAP a adopté un manifeste.

Manifeste d'alarme

« Un an après la victoire de Dilma et du PT au second tour, la situation est alarmante.

L'engagement de faire avancer des réformes populaires (...) a été laissé de côté.

La situation sociale se dégrade avec l'ajustement fiscal du ministre Levy visant à rétablir l'équilibre budgétaire pour résorber la dette et payer les banques (...).

Le gouvernement est menacé d'*impeachment* par l'opposition putschiste (PSDB, DEM, etc.), qui instrumentalise les tribunaux (TCU, TSE) et s'appuie sur le président de la Chambre, Cunha (PMDB), et d'autres secteurs du PMDB de Temer et de Renan, qui jouent double jeu.

Ainsi, plus le gouvernement "cède", plus le marché "exige". Plus on laisse de terrain au PMDB et compagnie au ministère, plus ils exercent un chantage contre le gouvernement dans le Congrès. C'est la voie du désastre ! (...)

Nous avons atteint la limite !

Pas besoin d'attendre l'élection de 2016 pour savoir ce qui se passera, si ça continue comme ça.

Dilma, dans le même congrès de la CUT, a appelé les travailleurs à contrer l'*impeachment*. Les 2 000 délégués n'ont pas hésité à défendre son mandat ("*Il n'y aura pas de coup d'Etat !*", scandaient-ils) ni à exiger le changement de politique économique : "*Dehors Levy !*", répétaient-ils.

C'est ce que pensent (...) tous ceux qui ont élu Dilma au second tour (...).

Une autre politique

Pour notre part, Dialogue et Action pétiste, nous allons agir comme le PT agissait !

Nous renforcerons la lutte pour une autre politique, avec la fin de la politique d'équilibre budgétaire, et pour avancer vers la réforme politique que doit réaliser une Constituante ouvrant la voie aux réformes populaires.

Dans cette voie, le gouvernement du PT dirigé par Dilma peut encore recouvrer le soutien populaire. Ce n'est pas facile, certes, mais la voie actuelle est un désastre annoncé, comme en Grèce ou dans d'autres pays où des gouvernements de gauche qui ont appliqué l'ajustement de la droite ont perdu leur base sociale et se sont perdus.

Nous devons poursuivre dans la rue, comme le faisait le PT, en soutenant les mobilisations et les grèves revendicatives, comme nous le faisons depuis l'historique journée de la CUT du 13 mars, "*pour la défense de Petrobras, des droits et de la réforme politique*" (...). »

(Octobre 2015)

DOCUMENT 7

Le 16 décembre, plus de 1,3 million de personnes ont manifesté contre le coup d'Etat et pour une autre politique économique, pour la défense des droits et des emplois. Le 18, Dilma renvoyait le ministre Levy.

O Trabalho : "A bas l'ajustement fiscal !"

« L'année 2015 a été marquée par la mobilisation des organisations (...), qui a atteint son point d'orgue le 16 décembre, avec des milliers dans la rue contre le putsch et l'ajustement fiscal (...).

L'ajustement fiscal est dans l'intérêt des putschistes qui veulent la destitution

En 2015, la politique économique du gouvernement de concession aux intérêts du capital financier a servi à apporter de l'eau au moulin des putschistes en sacrifiant les intérêts de la majorité nationale, en attaquant les droits des travailleurs et les conquêtes sociales, pour alimenter les rapines du capital international spéculatif. La CUT a raison de proposer une grande mobilisation à Brasília au mois de mars (...). Il n'est pas possible, au cours

du quatrième mandat du PT, durement conquis par la mobilisation de ceux qui veulent avancer, et non pas reculer, vers les conquêtes sociales, que les richesses continuent à être drainées vers les poches des spéculateurs.

Toutes les forces doivent être engagées pour mettre à bas l'ajustement fiscal. Dialogue et Action pétiste débute l'année en réunissant ses groupes de base, préparant sa rencontre nationale en mars, afin de renforcer la lutte pour le changement de la politique économique (...).

Les putschistes vont cependant revenir en 2016, dans le cadre d'une offensive générale sur le continent, dont le point culminant est la situation au Venezuela.

Seule la mobilisation de la base sociale qui a élu Dilma peut arrêter les putschistes. C'est pour cette base sociale que Dilma

doit gouverner. A bas l'ajustement fiscal ! »

(Editorial, n° 779, 14 janvier 2016)

DOCUMENT 8

Le 26 février, le directoire national du PT s'est réuni. Pour la première fois en 13 ans, la direction du parti a proféré des critiques virulentes contre la politique du gouvernement et a proposé un « programme d'urgence ». Encore qu'avec des mesures limitées, c'était un programme allant à l'inverse de la politique d'ajustement fiscal. Dans *O Trabalho*, n° 781, Markus Sokol rend compte de cette réunion.

“A l'heure de la décision : Dilma va-t-elle entendre son parti ?”

« Le 19 février, le gouvernement de Dilma, par le biais du ministre Nelson Barbosa, a annoncé une série de mesures correspondant aux exigences établies par le Fonds monétaire international, parmi lesquelles la mise en place du plafonnement des dépenses du gouvernement, ce qui peut compromettre le salaire des fonctionnaires, les dépenses pour les programmes sociaux et la politique de revalorisation du salaire minimum.

Après l'annonce de sa détermination à accomplir la réforme de la Sécurité sociale, c'est une nouvelle claque assenée contre la base sociale qui a assuré sa réélection et qui, à travers ses organisations, a fait face à la tentative dirigée par le PSDB (5) d'expulser Dilma de la présidence.

Le 24 février, Dilma a donné son aval à l'accord inacceptable réalisé par le PSDB pour l'approbation au Sénat du projet de loi révisant le système de répartition du pré-salifère, qui est un petit pas, mais un pas important dans la voie de la souveraineté de la nation, dans le contrôle de ses richesses (...). Le gouvernement ne désarme pas la réaction, et il irrite chaque jour davantage sa base sociale.

Cette base sociale résiste (...) et elle fait pression sur les directions de ses organisations, pression qui ne peut rester ignorée ne serait-ce que pour une question de survie.

Le 26 février, le directoire national du PT a adopté un programme d'urgence qui se démarque de la politique économique (...).

La rencontre nationale de Dialogue et Action pétiste discutera de cette nouvelle situation et maintiendra sa disposition à continuer à agir comme le PT agissait, en

accord avec les engagements originels du parti. Dans cette perspective, à partir de la réunion des groupes qui préparent cette rencontre, la préparation du 31 mars, notamment de la marche à Brasilia, est à l'ordre du jour (...).

La question posée dans le “Manifeste d'alarme” de Dialogue et Action pétiste se repose maintenant avec plus d'acuité encore, après le directoire national : si Dilma ne change pas, le PT doit rediscuter ses relations avec le gouvernement, car il ne peut pas continuer à valider un gouvernement qui tourne le dos à la base qui l'a élu (...).

Le PT présente un programme d'urgence

Réuni à Rio de Janeiro, pour le 36^e anniversaire du PT, le directoire national (DN) a pris des décisions qui — si elles sont suivies d'effet — peuvent être historiques.

Avec l'adoption d'un « programme national d'urgence » (6), le PT en vient à disposer d'une plate-forme distincte de

(5) Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB).

(6) Parmi les mesures du programme national d'urgence :

- réduire fortement le taux de base des intérêts (...), augmenter l'investissement public, empêcher l'augmentation des taux de change, réduire le coût du crédit et inciter à la reprise de la croissance ;
- utiliser une partie des réserves internationales pour un Fonds national du développement et de l'emploi, destiné à des travaux d'infrastructure, d'assainissement, de logement, de rénovation énergétique et de mobilité urbaine ;
- amplifier le programme « Ma maison, ma vie » ;
- reprise de la réforme agraire, avec une priorité immédiate à la distribution de terres pour les travailleurs qui occupent des terres ;
- taxation des revenus sur le capital propre (...).

celle du gouvernement, pour la première fois en 13 ans. Le DN a décidé d'une campagne pour la défense du pré-salifère, menacé par le projet approuvé au Sénat avec le soutien du gouvernement, et il a aussi adopté une motion pour le veto de Dilma à la loi anti-terrorisme.

Puis, lors de la commémoration de l'anniversaire, Lula s'est pratiquement lancé comme candidat à la présidence en 2018, défiant ainsi les juges, les procureurs et les médias. Il a réaffirmé quelques-uns des engagements envers le peuple et la souveraineté, et il a conclu ainsi : *"Désormais, c'est le pain, le pain, le fromage, le fromage. Le cher Lula ne va plus être le cher Lula de paix et d'amour !"*

La presse et l'opposition ont réagi avec rage (...). L'éditorial de l'*Estadão* (1^{er} mars) a jugé qu'ainsi *"Lula abandonne d'un coup la prétention de servir de pont entre le capital et le travail"*.

Un pas en avant

C'est une situation extrême et dramatique. Le gouvernement élu par le PT s'en prend à sa base sociale, dont les conditions de vie empirent. L'opposition a commencé à voter certains des projets du gouvernement, mais elle poursuit les rassemblements pour l'impeachment. Les sondages montrent la chute de crédit du PT.

C'est dans ce cadre que la direction du PT a réagi par un pas en avant limité, mais important. Il aide à organiser la résistance

– la CUT, avec les fronts et les organismes, appelle à une marche sur Brasília le 31 mars, de fait contre la politique économique – et ouvre un débat fondamental en convoquant avec un programme d'urgence une "Conférence sur la politique économique".

Il est important aussi que la résolution sur la conjoncture affirme que *"la lutte sérieuse contre la corruption institutionnelle et sa propagation requiert un changement en profondeur du fonctionnement des institutions de l'Etat, par une réforme politique démocratique qui devrait être l'objet d'une Constituante spécifique"* (...).

Les 22 mesures proposées sont un programme de levée de fonds pour investir, favoriser l'emploi et la consommation. Non pour réaliser un bénéfice budgétaire afin de payer des intérêts aux banques.

Il a encore besoin d'être développé pour tenir debout.

(...) Il y a 5 mois, Dialogue et Action pétiste a lancé un manifeste d'alarme : ou bien Dilma change de politique économique, ou bien le PT doit changer ses relations avec elle. Elle n'a pas encore changé. Mais il semble que les relations ont commencé un peu à se modifier. »

Markus Sokol
(Février 2016)

DOCUMENT 9

Le 17 avril, la Chambre fédérale juge recevable la demande d'impeachment, et la transfère vers le Sénat. Le 11 mai, le Sénat vote l'admissibilité de la demande et suspend la présidente Dilma, pour un délai allant jusqu'à 180 jours, durée maximale d'ici le jugement.

O Trabalho : "Le coup d'Etat ne passera pas ! Il est temps de faire avancer la lutte !"

Il est temps d'organiser le blocage contre le coup d'Etat et pour les droits

« Les 367 canailles du PMDB, du PSDB, du DEM, du PP, du PSD, du PPS, etc., ont montré leur vrai visage : le Congrès de la République est une bande de corrompus, d'inculpés ou d'accusés, de traîtres à leur patrie et de tortionnaires élus par les patrons, une honte nationale !

Les canailles ont voté, encadrés par le pouvoir judiciaire – le *Lava Jato*, les procureurs et le Tribunal suprême fédéral (STF) – et sous le contrôle des grands médias. Elles ont voté une destitution sans crime de responsabilité, donc un coup d'Etat contre la souveraineté populaire.

Sous la direction de Cunha, elles espèrent s'en tirer ainsi (...). C'est lui, enfin, qui a levé le bras des 367 canailles !

L'histoire ne les absoudra pas. Personne n'oubliera les gauchistes et les indécis qui se trouvaient du mauvais côté de la barricade (...).

C'est aujourd'hui et maintenant !

Les comités contre le coup d'Etat, qui commencent déjà à se former, doivent à présent couvrir tout le pays pour aider à lever et organiser la force qui va mettre à bas le coup d'Etat.

Dilma est présidente, elle doit adopter les mesures urgentes pour indiquer à tout le peuple ce qui est en jeu : elle doit baisser les taux d'intérêt, utiliser les réserves pour créer des emplois, accroître les programmes sociaux, la réforme agraire et le programme "Ma maison, ma vie" (MCMV), comme le propose le "programme d'urgence" du PT. C'en est assez de l'ajustement fiscal, que ce soit version Levy ou version Barbosa.

Il est impossible de réaliser l'union nationale ou un accord, même provisoire, avec ceux qui veulent vendre les gisements pré-salifères, réduire les droits et détruire nos organisations. C'en est assez de courir après ceux qui n'en ont que faire du peuple. L'union qui est nécessaire, c'est celle de tous les secteurs politiques et sociaux qui sont contre le coup d'Etat, qui ont voté contre la destitution.

Aucun crédit ne doit être donné au pouvoir judiciaire qui manœuvre contre le peuple et qui, au Brésil, a toujours servi les élites (...).

Le courant *O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, est entré dans cette lutte, conscient de ce qui est en jeu. Dans le monde entier, les autres sections se sont engagées aux côtés de l'Entente internationale des travailleurs dans des manifestations et des délégations en direction des ambassades en solidarité contre le coup d'Etat – notre destin fait partie du destin des peuples.

Au Brésil, le courant *O Trabalho* appelle ses militants à discuter dans les prochains jours, à tirer le bilan des erreurs – l'adaptation aux institutions pourries, avec la politique d'alliances sans conditions – et également des divers résultats positifs, et des responsabilités de ceux qui les posent.

Mais surtout, nous invitons tous les membres du PT à se regrouper autour de Dialogue et Action pétiste pour agir comme le PT agissait, aux côtés des milliers d'autres membres du PT, y compris des cadres et dirigeants du PT, pour récupérer le retard et surmonter toute hésitation. C'est nécessaire et c'est possible.

Nous avons peu de temps, c'est pour quoi il n'y a pas une minute à perdre ! »

(18 avril 2016)

DOCUMENT 10

O Trabalho : "L'heure de la résistance a sonné ! Dehors Temer !"

« La majorité de plus des deux tiers du Sénat, comme l'avaient fait auparavant plus des deux tiers de la Chambre, a validé l'*impeachment* de Dilma, sans crime de responsabilité, ce qui est un coup contre la démocratie.

C'est là la volonté des politiciens corrompus et vénaux, à l'instigation de l'appareil judiciaire, sur procuration des banquiers, des grands propriétaires terriens et des multinationales, en collusion avec les médias.

Mais ce n'est pas la volonté souveraine des 54 millions qui, quand ils ont été

consultés par voie démocratique, ont élu Dilma, qui est donc la seule présidente légitime du Brésil.

Dans son discours au moment de quitter sa charge pour 180 jours – durée du procès –, Dilma a dénoncé le coup d'Etat réalisé avec le sabotage du gouvernement. Et elle a accusé les putschistes de vouloir liquider le programme élu en 2014. C'est correct. Mais c'est ce qu'avaient commencé à faire les ministres Levy, d'abord, et Barbosa, ensuite, avec l'ajustement fiscal. Cette grave erreur avait affecté la base populaire du gouvernement.

Aujourd'hui, Dilma a réaffirmé son attachement aux droits sociaux et contre toute répression contre le peuple. Elle s'est déclarée prête à lutter jusqu'au dernier jour pour le mandat et elle a appelé le peuple à rester uni et mobilisé, en l'appelant à la résistance.

Le président du PT, dans une note, a dit que *"nous n'aurons de cesse tant que la présidente de tous les Brésiliens, élue dans des élections libres et directes, ne sera pas retournée aux commandes de l'Etat, comme c'est la volonté souveraine et constitutionnelle du peuple brésilien. Non au coup d'Etat ! Dehors Temer ! Nous reviendrons !"*

La CUT, ainsi que le MST, la CMP, l'UNE et le MTST ont déclaré Dilma unique présidente légitime, et Temer illégitime (...).

Grève générale, dehors Temer !

L'heure a sonné pour que les organisations du peuple travailleur et de la jeunesse organisent – et nous avons moins de 180 jours pour cela – une véritable **grève générale contre le coup d'Etat, pour la défense des droits, pour "Dehors Temer !"**. Il n'y a pas d'autre moyen d'arrêter l'impeachment.

Le 10 mai, journée d'action pour bloquer le pays, a été une répétition, en raison de l'engagement seulement partiel de dirigeants syndicaux qui hésitent (...).

Toutes les organisations doivent s'engager. Gauchistes et hésitants porteront une lourde responsabilité s'ils continuent à accompagner les putschistes.

On ne peut aucunement se fier aux institutions corrompues et manipulées. On ne peut accepter aucun accord de collaboration ou de coexistence avec les putschistes ou leur programme – il n'y a pas de "moindre mal". Les groupes parlemen-

taires, à tous les niveaux, les gouverneurs et les maires du PT doivent s'engager dans cette lutte.

Rien n'est plus important que de mettre le coup d'Etat en déroute !

(...) Il faut une Assemblée constituante souveraine qui réalise la réforme politique de l'Etat de haut en bas, ouvrant la voie à des réformes populaires jamais accomplies – agraire, fiscale, urbaine, renationalisations, etc. C'est ce que Dilma doit diriger, une fois reconduite au palais du Planalto.

Et le premier pas pour cela, incontournable, c'est l'expulsion de l'usurpateur Temer du gouvernement (...).

Luttez avec nous !

Le courant *O Trabalho* du PT s'est engagé dans la lutte contre le coup d'Etat, comme section brésilienne de la IV^e Internationale, qui, avec les camarades de l'Entente internationale des travailleurs, par des délégations aux ambassades, des réunions et des manifestes, a aidé à construire le large front mondial de condamnation du coup d'Etat au Brésil.

Le courant *O Trabalho* du PT a aidé avec détermination à mettre en place le premier acte de la résistance, le 13 mars 2015. Depuis lors, nous avons aidé à doter la CUT et le PT des mots d'ordre nécessaires à la résistance contre l'ajustement et contre le coup d'Etat – en particulier aux côtés des camarades de groupes Dialogue et Action pétiste. C'est avec plus de détermination encore que nous nous disposons maintenant pour aider à réunir les forces en vue de la bataille décisive.

Courant *O Trabalho* du PT, nous présentons aux camarades, militants, jeunes et syndicalistes un drapeau sans tache et nous les invitons tous à s'engager avec nous. »

(13 mai 2016)

Dossier Europe : deux contributions

1 . La portée européenne du combat engagé par la classe ouvrière française pour le retrait de la loi El Khomri

AU moment où cet article est écrit (24 mai), la bataille fait rage aux portes des raffineries en grève, où les barrages organisés par les grévistes pour interdire la sortie du carburant ont été violemment attaqués par des détachements de CRS.

En réplique à la décision prise par le gouvernement de faire intervenir brutalement les forces de l'ordre contre les piquets, les appels à la grève lancés par les directions syndicales CGT/CGT-FO/SUD se sont immédiatement multipliés : à la RATP, à la SNCF, à EDF, dans les arsenaux, dans l'industrie nucléaire, dans le transport aérien... les motions intersyndicales affluent de tout le pays pour manifester leur solidarité avec les grévistes des raffineries.

Les informations provenant des instances syndicales indiquent que dans la majorité des départements, la huitième journée d'action prévue le 26 mai se prépare activement. Tout comme la manifestation nationale interprofessionnelle appelée en commun par les organisations CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL et UNL, qui se fixe de faire converger des dizaines de milliers de manifestants à Paris le 14 juin pour exiger une nouvelle fois du gouvernement qu'il retire sa loi, au moment où le Sénat en commencera l'examen.

L'attitude provocatrice du gouvernement a produit exactement l'effet inverse de ce qu'il escomptait. Les travailleurs ont immédiatement manifesté qu'ils n'étaient pas décidés à reculer et qu'ils faisaient corps avec leurs organisations pour exiger le retrait de la loi.

A ce point de la situation, personne ne peut prédire – à commencer par le gouvernement – comment va se conclure le bras de fer qui a encore gagné en intensité ces derniers jours.

Tout reste ouvert... y compris, bien entendu, le retrait effectif de la loi, l'objectif pour lequel des forces nouvelles continuent à s'agréger gagnant chaque jour un peu plus l'appui de l'immense majorité de la population (70 % selon les sondages).

Mais si nous ne pouvons sérieusement prévoir comment la situation va se dénouer, nous pouvons, en revanche, dire – sans risque de nous tromper – que cette formidable mobilisation, qui s'est développée et qui s'est patiemment consolidée durant ces trois mois au sein de la classe ouvrière française, a d'ores et déjà ébranlé jusque dans ses fondements un pouvoir qui a choisi de reprendre à son propre compte les exigences les plus meurtrières des cercles dirigeants du capital financier, qui plongent chaque jour un peu plus l'humanité dans le chaos à l'échelle mondiale.

Nous pouvons ajouter – là encore sans risque de nous tromper – que cette mobilisation a d'ores et déjà capté l'attention de larges secteurs de la classe ouvrière des principaux pays européens et de dizaines de milliers de cadres des organisations syndicales de leurs pays respectifs.

Si tout est fait, de tous côtés, pour réduire la signification de ce qui a mûri durant ces trois mois sur le terrain direct de la lutte des classes en France aux particularités nationales d'un pays « épisodiquement sujet à de brusques poussées de fièvre », personne ne pourra, en revanche, empêcher que les travailleurs d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique, d'Italie ou de Grande-Bretagne... confrontés à la même offensive de la part de leurs gouvernements, ne voient dans la bataille qui fait rage en France comme dans la position adoptée par les principales organisations syndicales appuyées par la masse des travailleurs et de la population, un puissant écho aux débats qui se développent dans leurs propres pays. Un lien d'autant plus solide qu'il ramène chacun au cœur de ce qui fonde la lutte des classes : l'offensive débridée des monopoles impérialistes décidés à détruire toutes les conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière inscrites dans les législations des différents Etats nationaux, au premier rang desquelles les derniers vestiges de la démocratie politique.

LA NATURE DE L'OFFENSIVE EN COURS

Le gouvernement socialiste Hollande-Valls, en décidant de s'attaquer au Code du travail, qui représente la clé de voûte de toutes les relations sociales établies en France depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a déclenché une véritable réaction en chaîne.

En inscrivant dans sa loi – comme aucun des gouvernements précédents n'avait osé le faire avant lui – « l'inversion de la hiérarchie des normes » pour faire prévaloir les accords d'entreprises sur les accords de branches, il décidait purement et simplement de faire voler en éclats la protection collective des salariés, garantie jusqu'à aujourd'hui par ces mêmes accords de branches.

Sous couvert d'adaptation du cadre juridique réglementant le « marché du travail » à « l'économie du XXI^e siècle », il décidait de s'affranchir de toutes les réglementations s'opposant à l'individualisation totale des droits des salariés. Il décidait d'effacer ce qui codifie les relations entre salariés et patrons arrachées par les deux grandes vagues révolutionnaires de 1936 et 1945 et inscrites dans l'arsenal juridique de l'Etat bourgeois. Rien que cela !

En s'attaquant au cadre juridique réglementant les relations de travail dans la société bourgeoise, Hollande-Valls-Macron remettent directement en cause l'existence des organisations syndicales indépendantes, chargées – entre autres – de défendre quotidiennement, par l'action collective organisée des salariés, les droits des travailleurs arrachés par la lutte des classes et inscrits dans la loi de la République (Code du travail).

Il est possible qu'ils n'aient pas mesuré ce que cette menace fait peser sur l'équilibre des relations politiques et institutionnelles qui fournissent depuis la guerre les bases d'un fonctionnement « pacifique » de l'Etat bourgeois.

En décidant de s'attaquer à ce qu'aucun de leurs prédécesseurs n'avait osé faire, ils se sont publiquement ralliés à l'appel lancé par Kessler (ex-responsable du Medef) à « effacer 1945 et le programme du CNR » (1). Ils ont, à coup sûr, sous-estimé la force des symboles qui cristallisent pour la classe ouvrière et le peuple de ce pays toute la mémoire de décennies de luttes des classes héroïques.

Bref, sous la pression directe des exigences du capital financier, Hollande s'est risqué, en fin de mandat, à mettre la barre très, très haut.

LA QUESTION DÉCISIVE DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Porté au pouvoir en 2012 en profitant du rejet qui frappait la politique de Sarkozy,

(1) Allusion de ce dirigeant du patronat français au Conseil national de la résistance (CNR) et aux conquêtes sociales arrachées alors par la vague révolutionnaire de 1945.

Hollande est devenu le soir même de son élection – pour les cercles dirigeants du capital financier qui n'attachent pas une grande importance au « clivage droite-gauche » – celui qui devait désormais réussir les « réformes » que Sarkozy n'avait pas osé entreprendre.

Il revenait à Hollande d'élaborer au plus vite une stratégie qui lui permette, s'appuyant sur sa majorité de « gauche », de paralyser le mouvement ouvrier pour interdire toute résistance sérieuse de la classe ouvrière aux « réformes » exigées par le FMI et l'Union européenne, bras armés du capital financier.

Toute la stratégie de ce gouvernement a consisté à chercher, autour du thème du « dialogue social », à « réorganiser » le mouvement ouvrier autour du « syndicalisme rassemblé », dont la CFDT devait devenir l'axe dans le but de franchir un pas décisif dans la voie de l'instauration d'un ordre corporatiste, prolongement logique des institutions bonapartistes de la V^e République.

Mais voilà, Hollande s'est heurté au mur de la dure réalité de la lutte des classes.

Au sein des organisations indépendantes de classe, sommées de scier la branche sur laquelle elles étaient assises, les militants et les cadres, qui s'étaient préparés dans un combat ininterrompu de mois et d'années pour la défense de l'indépendance de leurs organisations et contre le « syndicalisme rassemblé », se sont mobilisés pour rejeter le coup de force contenu dans la décision de faire adopter la loi El Khomri. Expriment le sentiment des syndiqués et, plus largement, de la masse des travailleurs, ils se sont disposés pour faire en sorte que les instances dirigeantes de leurs organisations se prononcent clairement et nettement pour le retrait de la loi.

Leur combat – cela mérite d'être souligné – a surmonté relativement facilement les résistances qui s'opposaient à une formulation claire et nette de l'exigence de « retrait ». Ils ont su intelligemment s'appuyer sur le sentiment – partagé jusque dans les sommets – que les organisations jouaient leur peau dans cette affaire pour pousser leurs directions à aller le plus loin possible dans cette direction. Tout particulièrement – compte tenu de leur histoire – dans la CGT et la CGT-FO, qui se sont dis-

posées pour former l'axe de la mobilisation dont la classe ouvrière avait besoin pour se mettre en mouvement. Cela ne veut, bien évidemment, pas dire qu'à la prochaine étape (peut-être plus proche que prévu) les directions, soumises à la pression et au chantage au chaos de la part de l'Etat, ne chercheront pas, pour éviter le choc – conformément aux orientations politiques et aux liens qui sont les leurs –, à accompagner une stratégie de « retour au calme ». Mais ils savent qu'ils aborderont cette nouvelle étape en pouvant s'appuyer sur le sentiment de confiance dans leurs propres forces qu'ont acquis les travailleurs et les militants durant ces trois mois de combat mené avec leurs syndicats.

Le gouvernement « socialiste » de Hollande, en portant cette attaque contre les bases matérielles de l'organisation de la classe ouvrière comme classe, a déclenché un processus d'une profondeur inédite, dynamitant (notamment en décidant d'avoir recours au 49-3) sa majorité politique après avoir perdu l'essentiel de la base sociale qu'il prétendait représenter.

Il a, dans le même mouvement, redonné toute son actualité à une vieille discussion qui n'a cessé – certes, avec des hauts et des bas selon les périodes – de se développer au sein du mouvement ouvrier. Une discussion qui puise ses racines dans les débats qui ont présidé à la naissance des organisations syndicales dans ce pays et qui pousse aujourd'hui les deux branches issues de la vieille CGT historique, la CGT et la CGT-FO, à se rapprocher face à la menace corporatiste incarnée par le « syndicalisme jaune » issu des organisations confessionnelles créées par l'Eglise pour s'opposer au développement de la vieille CGT afin d'étouffer la diffusion dans la classe ouvrière des idéaux du socialisme révolutionnaire.

La résurgence de ce débat contribue à façonner les traits politiques des développements qui sont en cours dans ce pays.

La rupture qui s'est opérée avec la constitution d'un large front CGT, CGT-FO, FSU et Solidaires, qui a refusé de céder et persisté, envers et contre tout, à exiger le retrait de la loi, a renforcé la confiance des travailleurs dans leur capacité à se saisir de leurs organisations pour se rassembler dans un large front unique face à l'offensive déchaînée qu'ils subissent.

Cette rupture claire et nette avec un «syndicalisme» qui s'est, de façon provocatrice, solidarisé avec le gouvernement jusqu'à applaudir la répression des grèves et des blocages aigüise les contradictions et contribue à libérer les travailleurs et les militants des entraves qui, au nom d'une conception frauduleuse de l'«unité», cherchaient à les enchaîner au «syndicaliste rassemblé».

Elle a ouvert des voies dans lesquelles différents secteurs ont commencé à s'engager et qui se dirigent vers un heurt – qu'il s'agisse des chemins de fer, des secteurs de l'énergie ou de la chimie... – avec le mur des exigences des monopoles capitalistes engagés dans une offensive de démantèlement, de pillage et de privatisation de tous les services publics.

Au moment où cet article est écrit, la grève s'étend. Quel que soit le résultat de cette extension, qu'elle se transforme, ou non, en grève générale, elle gagne de proche en proche de nouveaux secteurs, de nouvelles entreprises, elle établit dans l'action des connexions qui s'inscrivent ouvertement dans le cadre de la préparation du choc que de plus en plus de travailleurs ressentent comme inévitable.

UN NOUVEAU PAS EST FRANCHI DANS LA VOIE DE L'OUVERTURE D'UNE CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

«L'impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée», une des conditions objectives de l'ouverture d'une crise révolutionnaire, formulée par Lénine, semble d'ores et déjà réalisée.

Quant à *«l'accentuation marquée de l'activité des masses qui, en période de "paix", se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le "sommets" lui-même vers une action historique indépendante»*, elle semble être sérieusement en train de mûrir.

La situation qui se développe en France, sous la pression directe d'une mobilisation puissante de la classe ouvrière – au moment où, dans toute l'Europe, tous les gouvernements, toutes les institutions de l'Union européenne s'enfoncent dans la

crise – devient pour les défenseurs de l'ordre impérialiste sur tout le continent un enjeu majeur et, de ce fait, un facteur de la politique intérieure de chaque pays.

En 1934 (dans *Où va la France ?*), au début d'une vague révolutionnaire qui allait culminer en juin 1936, Trotsky écrivait :

« Le capitalisme a porté les moyens de production à un tel niveau qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires, ruinées par le même capitalisme. Par cela même, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Le capitalisme non seulement ne peut donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même seulement de petites aumônes, il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée dans une période de contre-réformes économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses est provoquée non par les caprices de la réaction, mais par la décomposition du système capitaliste. C'est le fait fondamental qui doit être assimilé par chaque ouvrier, s'il ne veut pas qu'on le dupe avec des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent leurs forces l'un après l'autre dans toute l'Europe. »

Ces lignes semblent avoir été écrites en 2016. Quatre-vingts ans se sont écoulés, l'histoire a connu de multiples rebondissements... quel intérêt y a-t-il à les rappeler ?

Certes – nous dira-t-on –, la vague révolutionnaire qui a déferlé en 1936, paralysée par les directions du Front populaire, n'a pu porter le fer jusqu'au bout contre les bases du régime d'exploitation capitaliste. Elle a néanmoins – répondrons-nous aux sceptiques – contraint la bourgeoisie, menacée de tout perdre, à concéder un socle de *réformes sociales* qui continuent à vertébrer la classe comme classe.

C'est un fait, désarmée par ses directions, la classe ouvrière a été exposée à la contre-offensive engagée dès 1937 par la bourgeoisie. Elle a été défaite après l'échec de la grève générale de novembre 1938. Elle n'a pu empêcher la guerre... Ses organisations ont été interdites. Mais, six ans plus tard, elle s'engouffrait à nouveau dans les brèches ouvertes par l'effondrement du régime de Vichy, elle reconstruisait ses organisations de classe et rétablissait, par

son action de classe, le socle des *réformes sociales* qu'elle avait arrachées au gouvernement de Front populaire en juin 1936. Elle y ajoutait un « détail » : la Sécurité sociale...

Une nouvelle fois, les directions politiques de la classe ouvrière, la SFIO et le PCF, sauvaient l'Etat bourgeois en l'aidant à se reconstruire. Mais – ajouterons-nous, à nouveau, à l'adresse des sceptiques – malgré la contre-offensive permanente de la bourgeoisie et de ses agents pour mettre en œuvre le vaste plan de *contre-réformes économiques et politiques* dont parle Trotsky, malgré les coups portés pour amputer et dénaturer ces conquêtes, ils n'ont pas réussi à détruire le socle de ce qu'on appelle « les conquêtes sociales de 36 et de 45 », et qui forme le cœur de la classe ouvrière.

S'il y a une leçon à tirer de toute cette histoire, c'est que la préservation de ce socle est à mettre au crédit du combat quotidien multiforme et acharné mené jusqu'à aujourd'hui par la classe ouvrière et par ses organisations de classe (aussi réformistes soient-elles) pour défendre des acquis qui la structurent comme classe et qui font de ses organisations des organisations de classe.

Un combat qui a intégré – selon les développements de la situation politique et ses possibilités – tout l'arsenal d'actions allant des simples négociations régulières avec le patronat et le gouvernement aux grèves et aux manifestations qui ont épisodiquement ponctué la vie politique de ce pays.

Difficile de donner une expression plus éclatante, dans une société de classe, de la permanence de la lutte des classes, qui n'a cessé de se manifester – y compris dans les périodes qui n'ont pas été marquées par de grandes secousses comme celles de 1953, 1968, 1995, 2003, 2010... pour ne citer que quelques dates.

Une permanence qui – en dépit des sévères défaites politiques subies – s'incarne dans la préservation du socle des principales *réformes sociales* arrachées par deux vagues révolutionnaires, et préservé depuis. Un socle dont la défense concentre tout le combat des masses pour s'ouvrir, face à la *décadence* et à la *décomposition* du système, une issue politique conforme à leurs aspirations et à la démocratie.

En ce sens, la référence à la citation de Trotsky n'est pas une simple référence lit-

téraire. L'actualité du combat pour préserver ce socle des acquis de 36 et 45 ouvre une voie qui va inévitablement poser, à nouveau, à la classe ouvrière la question de la solution des tâches historiques que les directions lui ont interdit de régler lors des deux précédentes vagues révolutionnaires.

L'offensive engagée par le gouvernement « socialiste » conduit, quels qu'en soient les rythmes, à cette confrontation.

En pointe dans la coalition guerrière qui s'est formée pour intervenir au Moyen-Orient sous le commandement de l'impérialisme américain, le gouvernement Hollande a décidé de « brûler ses vaisseaux » et de se porter en avant-garde de la mise en œuvre, en France, de toutes les exigences du capital financier formulées en directives par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne...

Il ne s'agit plus d'une bataille pour amputer tel ou tel des acquis de la classe ouvrière, c'est la « totale » qui est à l'ordre du jour. Hollande s'est engagé, auprès des principaux représentants des monopoles impérialistes – qui s'impatientent –, à faire sauter le verrou que représente, pour toute l'Europe, la « résistance de la France » aux « réformes » – ou, pour être plus exact, de sa classe ouvrière.

Il le fait au moment précis où doivent être effacées toutes les traces du « compromis » concédé par l'impérialisme à la fin de la guerre pour sauver son système d'exploitation et reconstruire des Etats bourgeois dans une Europe dévastée.

TOUT LE CADRE DES RELATIONS POLITIQUES ÉTABLIES APRÈS LA GUERRE SUR LA BASE DE LA RECONSTRUCTION D'ÉTATS NATIONAUX BOURGEOIS A VÉCU

Sur le champ de ruines de l'Europe dévastée par la guerre, le camp des vainqueurs impérialistes a dû concéder dans les années 1945-1950, pour sauver l'ordre bourgeois, la reconstruction d'Etats nationaux. Il a dû, face à la vague révolutionnaire qui commençait à déferler en France, en Italie, en Grèce..., intégrer dans le cadre juridique des Etats nationaux en reconstruction des conquêtes sociales totalement contradictoires avec les exigences

des monopoles capitalistes, et donc, à plus ou moins long terme, avec le cadre même des Etats qui venaient d'être reconstruits.

Ce « compromis » a vécu. La guerre sans pitié que se mènent aujourd'hui, sur un marché mondial en voie d'effondrement, les états-majors des monopoles impérialistes pour une reconquête permanente des marchés, des sources de matières premières, des voies de communication permettant d'acheminer marchandises et matières premières, ainsi que pour la formation de coalitions militaires leur permettant d'imposer leur loi..., disloque les bases de toute économie nationale comme de tous les Etats nationaux souverains qui avaient été chargés, à l'issue de la guerre, de garantir l'ordre impérialiste sur le continent.

Tous les subterfuges qui ont consisté à « réformer » les accords de Bretton-Woods pour adapter les règles financières, adoptées au sortir de la guerre, aux nouveaux rapports entre puissances, tout ce qui a été entrepris dans le domaine de la déréglementation du système financier mondial (à partir de la déclaration de Nixon, en août 1971) pour tenter de repousser les limites de la crise sans issue que traverse le système de production capitaliste... arrivent à échéance. La politique qui a consisté à faire inonder par les banques centrales (planche à billets) le marché de milliards de milliards de dollars a atteint ses limites. Et ce, de l'aveu même des « sommités économiques » qui alertent en pure perte les autorités « compétentes » en la matière. L'heure de vérité a sonné. Toutes les contradictions du système capitaliste atteignent un degré de tension explosif.

Bolloré, Pouyanné (Total), Mittal, Frérot (Veolia), Mestrallet (Suez)... se moquent de l'économie nationale et des millions d'emplois qu'elle est censée générer, le monde est leur terrain de chasse et l'échelle au-dessous de laquelle ils ne peuvent descendre sans se condamner. La seule chose qui compte se réduit au taux d'exploitation de la main-d'œuvre salariée.

En conséquence, tout ce qui a été concédé en Europe à la classe ouvrière, sous la pression directe de la lutte des classes (quelle que soit la forme dont ces acquis ont été inscrits dans les législations nationales), doit disparaître au nom de la prétendue préservation de la compétitivité de l'industrie et des services de chaque pays.

LA CLASSE OUVRIÈRE DE TOUS LES PAYS D'EUROPE VIT À LA MÊME HEURE

Tout doit disparaître, en France comme en Allemagne, pour ne prendre l'exemple que de ces deux pays dans lesquels les principales conquêtes de la classe ouvrière ont été intégrées, du fait de leur histoire, sous des formes éminemment différentes. S'il n'est pas nécessaire de revenir plus longuement dans cet article sur le rapport entre les conquêtes de 1945 en France et la vague révolutionnaire (confisquée) de 1945-1947, la question de l'Allemagne, qui occupe une place déterminante en Europe aujourd'hui, mérite en revanche un court développement.

Après que toute tentative de la part des masses de se dresser contre la restauration de l'ordre impérialiste (restauration conduite par les vainqueurs en s'appuyant sur les débris « récupérables » de l'appareil d'Etat nazi) a été matée par les forces d'occupation alliées et soviétiques, pour faire payer aux vaincus le prix de la « responsabilité collective du peuple allemand », la classe ouvrière allemande, amputée d'une partie de ses forces par la division de l'Allemagne, a néanmoins réussi à rassembler ses forces dans un difficile combat pour reconstruire, pas à pas, ses organisations de classe détruites par les nazis en 1933.

Elle l'a fait dans une période où l'impérialisme américain était arrivé à la conclusion qu'il ne pouvait éviter – du fait des exigences stratégiques imposées par la guerre froide – de rétablir l'Allemagne dans ses prérogatives d'Etat souverain inséré dans la division internationale du travail. Avec toutes les conséquences qu'une telle reconnaissance entraînait sur le plan des relations entre les classes à l'intérieur du pays.

Même si les principales conquêtes de la classe ouvrière allemande garanties par le système des conventions collectives en vigueur dans le pays – étendu à toute l'Allemagne après la réunification – l'ont été dans le cadre de relations institutionnelles dites de « cogestion » (Mitbestimmung) avec toutes ses restrictions (notamment dans l'exercice du droit de grève), même si elles portent la marque du cadre politique qui les a vu naître, les cercles

dirigeants de l'impérialisme mondial exigent qu'elles soient complètement remises en cause. Ils exigent que la déréglementation des relations de travail soit poursuivie bien au-delà de ce que Schröder a engagé en 2003 avec son Agenda 2010.

A l'image de ce qu'il se passe dans toute l'Europe, c'est à un gouvernement de grande coalition ravagé par une crise sans précédent que revient ce travail. Tout le système institutionnel reposant (pour citer Trotsky) sur la collaboration de partis démocratiques (qui) *se décomposent et perdent leurs forces l'un après l'autre dans toute l'Europe*, en l'occurrence les deux grands partis SPD et CDU, est menacé, et avec lui tout le fonctionnement des institutions de la République fédérale fondée en 1949.

L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE DE MASSE

La classe ouvrière de tous les pays d'Europe vit à la même heure : celle de l'organisation de la résistance de masse à la politique de démantèlement des bases matérielles et politiques des nations européennes par les monopoles impérialistes et par les gouvernements qui leur sont soumis.

En ce sens, la situation qui se développe en France ne constitue pas une « heureuse exception », elle est la partie visible (qui vient en avant-garde) d'un processus de mûrissement qui s'étend à toute l'Europe, comme en témoignent les récents développements en Belgique, en Espagne, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, où les puissantes grèves et manifestations d'avertissement appelées par les syndicats dans le cadre des négociations tarifaires ont pris une dimension inhabituelle.

Un processus nourri par la crise qui secoue l'Union européenne et ses institutions, et qui est l'expression de l'incapacité des cercles dirigeants de l'impérialisme à substituer, dans cette situation de crise aiguë, aux Etats nationaux défaillants et rejetés par leurs peuples une « gouvernance supra-nationale » capable de garantir l'ordre indispensable pour s'attaquer à ce qu'il faut bien appeler une contre-révolution.

La chaîne qui se fixe d'entraîner des millions de travailleurs vers un avenir de mi-

sère et de déchéance s'apprête à craquer dans toute l'Europe. Elle s'apprête à craquer précisément à l'endroit où se concentrent les contradictions, à l'endroit où les gouvernements sont chargés de garantir le pouvoir du système d'exploitation capitaliste : les gouvernements des Etats nationaux dans ce que Rumsfeld appelait « *la vieille Europe* ». Des gouvernements qui sont entrés dans un processus irrémédiable de décomposition, quelles que soient les formes qu'il a pris : bonapartiste en France, parlementaire en Allemagne et en Grande-Bretagne, monarchique en Espagne... Car ce sont eux qui sont chargés de mettre en œuvre pratiquement cette politique de destruction et c'est contre eux que se dressent légitimement les masses exploitées dans chaque pays, et non contre l'abstraction d'un combat désincarné pour la rupture avec les institutions communautaires mené à coups de pétitions et de proclamations de tribunes. C'est la défaite des gouvernements nationaux qui fera sauter ces institutions et leurs traités, qui n'agissent que dans la mesure où elles sont relayées par les gouvernements nationaux.

« *L'ennemi est dans notre propre pays* », comme nous l'ont enseigné Liebknecht et Lénine !

LA PLACE RESPECTIVE DES PARTIS ET DES SYNDICATS DANS LA CRISE QUI S'OUVRE EN EUROPE

Durant les trois mois qui viennent de s'écouler en France, le levier de la mobilisation de la classe ouvrière – comme d'ailleurs de la majorité du peuple français – a spectaculairement été fourni par les grandes confédérations syndicales, alors que les partis qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs et de la démocratie (le PS et le PCF), empêtrés dans les compromissions qui les lient au gouvernement « de gauche » et aux échéances institutionnelles qui garantissent le fonctionnement de l'Etat bourgeois dont l'élection présidentielle de 2017 reste la pièce maîtresse, sont apparus totalement hors de course.

Il n'y a rien d'accidentel dans ce positionnement. Il nous ramène à la nature de la crise qui mine les fondements de tous les gouvernements en place en Europe.

La décadence des partis démocratiques dont parle Trotsky est liée à l'inéluctable destruction, par les monopoles impérialistes, des bases productives des Etats nationaux (lointains vestiges des progrès réalisés dans la construction d'économies nationales durant la période ascendante du capitalisme), et par voie de conséquence de leur cadre juridique et institutionnel.

La seule force sociale capable, du fait de sa place de classe qui n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes dans la société capitaliste ; la seule force capable de s'opposer – en défendant son existence de classe dont la survie est antagonique à tout l'ordre politique en place – à la destruction des forces productives de la nation, c'est la classe ouvrière organisée, donc la classe ouvrière appuyée sur ses organisations de classe. Elle seule peut les réorganiser sous son contrôle à l'échelle du continent (Etats-Unis socialistes d'Europe).

Il n'est donc pas fortuit qu'au moment où l'offensive destructrice de l'impérialisme se concentre dans la tentative de dépouiller la classe ouvrière de tous ses droits, les organisations de classe aient joué, en France, le premier rôle, tandis que les partis politiques engagés dans un débat fumeux sur l'adaptation des lois de la République aux prétendues exigences de la « nouvelle économie », sur une juste répartition des richesses dans cette société, ou bien sur la démocratisation des institutions de la V^e République..., étaient rejetés.

Cela fait-il disparaître ce qui a différencié pendant 150 ans les syndicats des partis ouvriers ?

Ou pour poser la question autrement : le bilan que nous tirons du positionnement respectif des syndicats et des partis dans la première étape de cette confrontation majeure doit-il nous amener à conclure qu'un processus est engagé qui justifierait une substitution de l'organisation syndicale de classe aux *partis démocratiques* défaillants ? Absolument pas !

Devant les échéances qui s'avancent, la classe ouvrière a plus que jamais besoin, dans sa lutte émancipatrice, d'une organisation de classe capable de rassembler en masse les travailleurs pour combattre l'exploitation, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Le respect de l'indépendance de l'organisation syndicale à l'égard des différents partis ouvriers, imprimé par les fondateurs de la vieille CGT pour la soustraire à l'influence des parlementaires socialistes, conserve toute son actualité.

Le respect de ce principe ne fait pas, pour autant, disparaître le fait que l'organisation de classe est traversée, face aux enjeux politiques historiques auxquels elle se trouve (et va se trouver) confrontée, de courants et d'opinions politiques diverses.

Le débat qui s'engage sur les moyens d'action à mettre en œuvre dans la lutte des classes, sur la stratégie à adopter..., exige des militants révolutionnaires qu'ils aident, dans le respect de l'indépendance de l'organisation de classe, l'avant-garde qui vient de se porter aux premiers rangs à s'engager dans la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin pour s'ouvrir, par elle-même, la voie d'une issue politique conforme à ses besoins et au rétablissement de la démocratie.

« Les réformes partielles et les rafistolages, écrit Trotsky, ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisives où seule l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles réactionnaires et poser les fondements d'un nouveau régime (...).

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme – et cette catastrophe est devant nos yeux –, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production.

Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à se rendre compte de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent. » (Le Marxisme et notre époque, 2 février 1939).

C'EST DANS L'ÉCHANGE POLITIQUE VIVANT AU SEIN DES ORGANISATIONS DE CLASSE QUE SE NOUENT LES RELATIONS DE CONFIANCE DANS LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE EN CONSTRUCTION

« L'existence déterminant la conscience... », c'est dans l'échange politique vi-

vant qui se développe entre militants et cadres au sein des organisations de classe engagées dans la mobilisation pour le retrait de la loi El Khomri que se nouent en France, dans ce qui n'est encore que la première étape d'une confrontation frontale avec le pouvoir et l'Etat, les liens et les relations de confiance dans le parti révolutionnaire en construction.

C'est pour toutes ces raisons que les militants de la section française fondent de grands espoirs sur le succès de la conférence nationale de militants organisée le 4 juin à Paris. Une conférence dont la proposition avait été faite au V^e Congrès du POI, reprise depuis par de nombreux militants ouvriers de toutes origines politiques et syndicales qui se sont engagés dans sa préparation. Cette conférence est appelée à rencontrer un large écho auprès de milliers de cadres qui se mettent en mouvement dans les principaux pays européens.

Une gigantesque secousse se prépare en Europe. Le processus de maturation des conditions de ce choc se développe sur tout le continent.

Quelle forme prend-t-il dans chaque pays ? Comment va se combiner la résistance qui se dessine au sein d'organisations de classe – aussi engagées qu'elles aient pu être dans les débuts de la mise en

œuvre de cette politique de déréglementation et de destruction imposée par l'impérialisme – au moment où il apparaît au grand jour, jusque dans les sommets de ces organisations, qu'on leur demande de scier purement et simplement la branche sur laquelle ils étaient assis, avec les formes nouvelles qu'est en train de prendre, dans la dernière période, la résistance des larges masses ?

C'est ce qu'il revient aux militants des sections de la IV^e Internationale en Europe d'établir avec la plus grande précision, pour, tirant les premières leçons des développements politiques en cours, s'attacher à fournir les premières pistes d'une action politique coordonnée dans le but d'aider au développement de ces processus.

Gageons que les prochains développements de la situation en France, avec toutes les questions politiques qu'ils soulèveront, seront observés avec la plus grande attention à l'échelle du continent. La première responsabilité de la IV^e Internationale consistera à fournir à ces militants toute la dimension des débats dans lesquels sont engagés les militants et les travailleurs à la veille d'une nouvelle étape – sachant qu'ils annoncent leur propre avenir.

Marc Gauquelin



DR

Le Havre, le 19 mai 2016.

2 . La Grande-Bretagne à quelques semaines du référendum européen

LA Grande-Bretagne n'échappe pas à la crise qui touche de plein fouet tous les gouvernements d'Europe, qui menace de disloquer toutes les institutions mises en place dans le cadre de l'Union européenne. La bourgeoisie britannique a dû, pour protéger sa place mondiale, porter un coup décisif au mouvement ouvrier. Elle le fera en 1985 en réprimant dans le sang la grève des mineurs, répression préparée pour briser le puissant syndicat des mineurs, le NUM, et ouvrir la voie à la destruction de tous les droits ouvriers.

Trente ans de gouvernements conservateurs entrecoupés par la période de Tony Blair et du « New Labour » (la tendance de droite du Labour Party aujourd'hui Progress) représentant au sein du Labour Party la bourgeoisie britannique. Sa politique poursuivie par Gordon Brown constituera un recul objectif par la destruction des droits, ainsi qu'un recul subjectif : départ de milliers d'adhérents du Labour Party, reflux de la syndicalisation, désaffiliation de syndicats importants du Labour.

Cela aboutit en mai 2015 à une défaite historique du Labour Party aux élections, qui donnent la majorité absolue aux conservateurs, alors que le Labour était dans l'opposition depuis 2010.

L'ÉLECTION DE CORBYN : UNE EXPRESSION DE LA POUSSÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE BRITANNIQUE

La défaite de mai 2015 ouvre une crise dans le Labour Party, elle suit la déroute de 2011 aux élections en Ecosse et le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en 2014, symptômes de la crise des institu-

tions monarchistes auxquelles est liée la direction du Labour. Ed Miliband, alors chef du parti, démissionne, et des élections internes sont organisées. Jeremy Corbyn, député de la gauche du Labour Party depuis 40 ans, mais jamais associé ni à sa direction ni à un gouvernement, peut se présenter à la primaire du parti. Corbyn obtient 49,5 % de voix chez les adhérents, 84 % chez les sympathisants. Le *Guardian* titre au lendemain de l'élection : « *Le blairisme est mort et enterré.* »

Le « New Labour » aurait pu changer profondément le lien du parti avec la classe ouvrière britannique, mais l'élection de Corbyn a montré qu'il reste encore organiquement le parti des Trade Unions, regroupant des militants de toutes tendances. C'est le lien organique avec les syndicats qui fait que la décennie Blair-Gordon n'a pu le détruire en tant que parti ouvrier. De juin 2015 à novembre 2015, 200 000 adhésions ont été enregistrées, permettant d'atteindre 600 000 adhérents. Si la résistance n'a pas pris à ce stade la forme d'une lutte de classe ouverte, c'est que celle-ci reste encamisolée par les lois Thatcher et le compromis entre la direction du TUC et le gouvernement.

LE SPECTRE DE LA GRÈVE DES MINEURS DE 1984-1985 REVIENT HANTER CAMERON

La situation politique connaît un tournant majeur. Le gouvernement Cameron ne s'y trompe d'ailleurs pas, puisqu'il a présenté en octobre 2015 un projet de loi antisyndical, adopté en mai 2016 (1).

(1) Ce projet prévoyait le rehaussement des seuils lors des référendums pour organiser une grève, la restriction des droits syndicaux...

A l'été 2015, pour poursuivre le démantèlement du système de santé public, le NHS, le ministre de la Santé a engagé des négociations avec le syndicat des médecins, la British Medical Association – BMA, non affiliée au TUC – pour augmenter le temps de travail des internes en médecine. Au sein de la BMA, le Comité national des internes a pris position contre le nouveau contrat, dont ils dénoncent la dangerosité pour les patients en supprimant les limites d'heures supplémentaires existantes. En quelques mois, le taux de syndicalisation des internes en Angleterre est passé de 50 % à 90 %, la BMA a organisé un référendum pour la grève (depuis Thatcher, la grève doit être décidée par un référendum des syndiqués) avec 78 % de participation et 98 % pour. Depuis janvier 2016, les internes ont fait huit jours de grève, dont deux jours de grève totale, en refusant d'assurer les urgences, fait sans précédent dans l'histoire du NHS.

Dans une situation de blocage de la lutte des classes, mais de résistance, la grève des médecins est devenue le centre de l'attention de tous les militants syndicaux et politiques. Des centaines d'instances syndicales et de comités du Labour Party ont apporté leur soutien aux médecins, en visitant les piquets de grève devant les hôpitaux, en votant des motions, en récoltant un soutien financier. C'est là l'expression de la recherche d'une lutte unie de la classe ouvrière pour la défense du NHS.

Les enseignants, confrontés au projet de privatisation de l'enseignement, ont aussi décidé lors du congrès national de leur syndicat, le NUT (affilié au TUC), d'organiser un référendum pour la grève. Lors de ce congrès, un responsable des internes de la BMA apportait une lettre de soutien signée par 2000 médecins. Le NUT décidait alors d'organiser des actions communes avec les internes. Rappelons qu'en Grande-Bretagne, les grèves politiques et les grèves coordonnées sont interdites. Le NUT et la BMA ont organisé le 26 avril, au soir du premier jour de la grève totale des internes, une manifestation à Londres appelée dans un tract commun. 5000 personnes ont défilé. Parmi elles, il y avait Jeremy Corbyn et John McDonnell, son bras droit, marchant dans le cortège de la BMA de manière contradictoire au refus de la direction du Labour Party de soutenir

la grève. Comme à chaque mouvement de la lutte des classes en Grande-Bretagne, les questions non résolues de la grève des mineurs de 1984-1985 resurgissent : comment faire pour que la grève ne soit pas isolée ? Comment organiser l'action unie de tous les syndicats y compris par la grève, dans la mesure où les lois Thatcher, maintenues par le Labour, perdurent ? La référence à la grève de 1984-1985 surgit dans les discussions qui ont lieu.

Et les mêmes contradictions resurgissent : lorsque deux fédérations, le PCS (syndicat des services publics) et le FBU (syndicat des pompiers), ont demandé au TUC, au soir de la grève totale des internes, d'organiser une journée de manifestation pour la défense du NHS en soutien aux internes, il y a eu refus de la direction du TUC. La même demande est adressée au Labour Party avec une fin de non-recevoir.

LA CRISE AU SEIN DU LABOUR PARTY

La crise ouverte par les élections de mai 2015 et l'élection de Corbyn est loin d'être refermée. En effet, Corbyn a été élu par la base du parti, mais lui et ses soutiens ont contre eux une majorité des élus parlementaires et dans l'appareil du parti qui restent en place. Ainsi, il a même nommé dans son cabinet des blairistes comme Hillary Benn et Lucy Powell. Le courant de gauche historique du Labour Party, le LRC, se refuse à engager un combat frontal. Corbyn s'appuie sur le groupe de soutien de sa campagne, Momentum, qui, parce qu'il est en partie en dehors du Labour Party, gêne moins. L'objectif de l'appareil est de maintenir en dehors des réunions du parti les milliers d'adhérents nouveaux ou anciens qui sont revenus. Lorsqu'en novembre 2015, Cameron a décidé d'engager le Royaume-Uni dans les bombardements en Syrie, 60 députés du Labour ont voté avec les conservateurs, dont Hillary Benn, contre la base du Labour et contre Corbyn, qui a été à la direction de la coalition anti-guerre « Stop the War ».

Les élections municipales ayant été un succès relatif du Labour Party, les dirigeants ne peuvent se débarrasser de Corbyn sans affronter leur propre base et faire exploser le parti. Ils ont alors lancé une campagne de calomnies, accusant tous les

militants – et même des responsables proches de Corbyn – qui critiquent Israël, d'être antisémites.

LE RÉFÉRENDUM EUROPÉEN PRÉCIPITE LA CRISE DES INSTITUTIONS

Mai 2015 a aussi été une surprise pour Cameron. Après cinq ans de gouvernement réactionnaire formé par une alliance conservateurs-libéraux démocrates, le Parti conservateur a remporté la majorité absolue à la Chambre des communes et a pu constituer un gouvernement sans alliance. La confiance gagnée dans ces élections s'est évanouie en quelques mois. Au centre la crise, la promesse de Cameron de renégocier les termes de la participation à l'Union européenne et la tenue d'un référendum.

Du fait de son statut de premier empire colonial, le Royaume-Uni et sa bourgeoisie ont longtemps été hostiles à l'Union européenne. Mais le déclin industriel et le rôle dominant de la finance ont changé la donne. Les intérêts de la City sont irrémédiablement liés à ceux de l'Union européenne. La City, qui est un paradis fiscal au cœur de Londres, est une porte d'entrée pour les capitaux du monde entier, en particulier américains, dans la zone de libre-échange de l'Union européenne. La City est aussi la première place pour la spéculation sur les devises, en particulier l'euro. Un effondrement économique de l'Union européenne et de l'euro aurait des effets dévastateurs. Cependant, dans le cadre d'une crise de dislocation de l'Union européenne (dette, réfugiés, etc.) et confrontée à sa propre population, la bourgeoisie britannique exige que les autres gouvernements prennent plus en charge le poids de la crise.

Pendant trois mois, trois sommets européens se sont tenus sans que Cameron n'obtienne un accord. L'accord finalement obtenu permet au Royaume-Uni de limiter son accueil des réfugiés et de couper l'accès aux aides sociales aux citoyens européens pendant quatre ans. Ceux, nombreux dans le Parti conservateur, qui voulaient plus font maintenant campagne contre Cameron et pour la sortie de l'Union européenne, et en même temps, cet accord crée un précédent dangereux pour tous les

pays, menaçant l'Union européenne de dislocation complète.

Le 16 mars, le chancelier George Osborne annonçait le budget 2016 : 4 milliards de livres en moins ! Le ministre du Travail, Ian Duncan Smith, a donné sa démission en signe de protestation.

Ceux qui, comme Ian Duncan Smith, sont engagés dans la campagne pour la sortie de l'UE ne veulent pas être associés à un gouvernement haï qui pourrait perdre le référendum. Les coupes sur l'allocation handicapés et quelques autres ont dû être retirées du budget sans être compensées.

Deux semaines après, ce sont les révélations dans le cadre des « Panama Papers », sur la fortune de la famille Cameron investie dans des comptes off-shore : des milliers manifestent devant la résidence du Premier ministre aux cris de « *Cameron dehors !* ». Une semaine après, à Londres, pour la défense des services publics, 150 000 manifestants scandent le même mot d'ordre.

Il y a eu enfin l'annonce d'un plan de privatisation complète de l'enseignement en Angleterre : en quelques jours, des milliers d'enseignants manifestent à Londres et le congrès du NUT décide d'organiser une consultation pour la grève. Alors qu'elle avait annoncé qu'elle serait inflexible, la ministre a finalement reculé partiellement, mais le NUT maintient son appel à la grève pour début juillet.

Enfin, la pression du capital financier, avec l'annonce par le groupe Tata de la revente de toutes ses aciéries en Grande-Bretagne, vient accentuer la crise politique et institutionnelle.

TOUTES LES FORCES SE POSITIONNENT POUR LE MAINTIEN DANS L'UE

Avec un parti divisé (le Parti conservateur ne financera d'ailleurs aucune campagne, pour ou contre la sortie de l'Union européenne), Cameron ne peut gagner seul. L'appui du patronat et du capital financier ne suffit pas, il doit pouvoir s'appuyer sur la direction du Labour, traditionnellement pro-Union européenne. Or Corbyn, même s'il a annoncé que le Labour ferait campagne pour le maintien

dans l'Union européenne quel que soit l'accord obtenu par Cameron, a une image d'opposant à l'Union européenne (il avait voté contre l'adhésion à l'Union européenne lors du référendum de 1975). La gauche du Labour et la base des syndicats sont traditionnellement hostiles à l'Union européenne. Les blairistes soutiennent inconditionnellement Cameron, y compris son accord anti-immigrés, mais ils sont haïs par la majorité des militants qui ont élu Corbyn. L'appareil du Labour pousse Corbyn à s'engager plus dans la campagne pour l'Union européenne, ce que celui-ci fait de bonne grâce, mais sans réussir à convaincre : le grand meeting de lancement de « Labour In » à Londres, le 14 mai, a rassemblé 150 personnes.

A peine élu maire de Londres, Sadiq Khan a déclaré qu'il avait passé un marché avec Cameron pour l'aider à gagner le référendum.

Reste encore le mouvement syndical. La direction du TUC a pris position pour rester dans l'Union européenne, de même que la plupart des fédérations, et fait une campagne honteuse expliquant que tous les droits ouvriers en Grande-Bretagne sont garantis par l'Union européenne.

Mais il sera difficile de faire voter massivement alors que le projet de loi sur les syndicats est en cours de vote. Cameron et Brendan Barber, ancien secrétaire général du TUC, tous deux membres de la campagne officielle pour le oui, « Plus forts en Europe » (qui regroupe des patrons, des responsables conservateurs et du Labour), ont signé ensemble une tribune dans le *Guardian*. La Chambre des Lords a dans le même temps supprimé des articles du projet de loi sur les syndicats avec l'accord du gouvernement.

Un mois avant le vote, Frances O'Grady, secrétaire général du TUC, expliquait :

« D'un point de vue pratique, j'ai parcouru le pays dans tous les sens pour taper sur le projet de loi sur les syndicats, alors que j'aurais préféré passer au moins une partie de ce temps à parcourir le pays à expliquer pourquoi le Brexit fait courir un risque énorme sur les droits des travailleurs et l'emploi. »

Cameron a partiellement reculé en échange du soutien du TUC, notamment pour permettre aux syndicats de financer

« Labour In » – qui serait en difficulté sans ce soutien financier. Mais la direction du TUC a toujours refusé d'organiser une campagne pour le retrait de la loi, se limitant à faire pression sur les parlementaires.

Les articles qui touchaient aux cotisations des syndicats et celles reversées au Labour, ainsi que les restrictions sur l'activité des délégués, les demandes d'autorisation préalable et l'emploi de briseurs de grève ont été retirés, mais les limitations aux consultations pour la grève ou encore le fichage policier des syndicalistes sont maintenus, ainsi que d'autres restrictions, seulement assouplies.

Quant à ceux qui se prononcent pour la sortie de l'Union européenne, tous font campagne avec les conservateurs anti-Union européenne les plus réactionnaires, voire avec l'extrême droite, le UKIP de Nigel Farage. La campagne officielle qui va recevoir 750 000 euros de la commission électorale, intitulée « Voter pour la sortie », rassemble le groupe « Labour Leave », autour du millionnaire John Mills, les conservateurs, comme Johnson, un groupe patronal et le député UKIP Douglas Carswell. Pour de nombreux militants syndicaux ou du Labour, le vote pour la sortie est associé à un vote pour les pires conservateurs et l'extrême droite. Dans tous les cas, il s'agit d'empêcher l'expression indépendante de la classe ouvrière sur le terrain de ses revendications (2).

Une victoire du vote pour la sortie accélérerait la crise des partis et institutions britanniques, et menacerait l'Union européenne. C'est d'ailleurs pour cela que tous les gouvernements européens, mais aussi l'impérialisme américain, avec Barack Obama et Hillary Clinton, appelle les Britan-

(2) Le SWP (groupe se réclamant du trotskysme, mais historiquement sur les positions du « capitalisme d'Etat » concernant l'URSS, qui a une implantation syndicale, ainsi que le RMT (syndicat des cheminots, officiellement pour la sortie de l'Union européenne) ont lancé un comité intitulé « Lexit » (contraction de Left et Brexit, la sortie de l'Union européenne de gauche). Bien qu'ayant formellement un positionnement correct sur l'Union européenne, ils contournent le problème du Labour Party et de sa direction, ce qui n'a rien d'étonnant de la part du SWP, qui a toujours refusé la politique de front unique ouvrier consistant à militer dans le Labour, ni du RMT, qui a une attitude dénonciatrice vis-à-vis du Labour depuis qu'il s'est désaffilié.

niques à voter pour l'Union européenne. Mais la victoire du oui ne ferait que retarder la crise, car l'élection de Corbyn et le cheminement qui s'opère dans le mouvement ouvrier pour s'appuyer sur la grève des médecins et la reliait aux autres secteurs sont l'expression du mouvement pour en finir avec Cameron, les conservateurs et la politique de coupes budgétaires mise en application avec le soutien de l'Union européenne.

La mobilisation unie de la classe ouvrière repose les problèmes non résolus de la grève de 1984-1985 : l'action unie pour rompre l'isolement implique le refus des lois antisyndicales de Thatcher, et donc le combat contre leur acceptation par la direction du TUC et du Labour Party, y compris Corbyn.

L'afflux d'adhérents au Labour et la constitution de Momentum comme un groupe de pression pro-Corbyn à moitié dans le Labour Party posent confusément la nécessité d'un gouvernement du Labour Party qui rompe avec les conservateurs, mais aussi avec les blairistes, un gouvernement qui rétablira les droits et les services publics. Un gouvernement qui devrait rompre avec le capital financier et ses institutions, Union européenne, FMI et Banque mondiale. C'est cette discussion que le bulletin *Labour News*, qui publie son septième numéro, essaie d'avoir avec les militants du Labour Party, des syndicats et de Momentum, pour les organiser dans le Labour Party et regrouper l'avant-garde.

Marius McPherson

Marika Kovács (1932-2016)



DR

Notre camarade Marika est décédée le 5 juin 2016.

Militante de la section française de la IV^e Internationale, elle avait participé activement, lorsqu'elle était étudiante à Budapest, à la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956. C'était la révolution ouvrière, la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne.

Ayant dû quitter la Hongrie face à la sanglante répression stalinienne, elle se retrouva en France, où, quelques années plus tard, en contact avec les militants de la IV^e Internationale et après avoir lu *La Révolution trahie*, elle rejoindra les rangs de la IV^e Internationale. Comme elle l'avait écrit, « *pour rester communiste, je suis devenue trotskyste* ».

Nous rendrons hommage à notre camarade Marika dans le prochain numéro de *La Vérité*.

La rédaction

L'année 1963 marque un tournant dans le combat des Noirs américains pour la défense de leurs droits, pour les libertés démocratiques. Ce tournant, qui culminera le 28 août 1963 par la grande marche sur Washington, allait déboucher sur les tentatives d'un parti noir indépendant, le Freedom Now Party. Le Socialist Workers Party (organisation qui se réclamait du programme de la IV^e Internationale aux Etats-Unis), qui tient alors son congrès en juillet 1963, adopte une résolution qui constitue une référence sur cette question.

En effet, ce texte représente une élaboration et une réflexion approfondies sur la place objective de la question noire dans la lutte des classes aux Etats-Unis, mais surtout sur la place de l'action indépendante des travailleurs noirs dans l'intervention de la classe ouvrière américaine.

Nous publions ci-après ce document, en le faisant précéder d'une présentation que notre camarade Lybon Mabasa, responsable de la SOPA d'Azanie-Afrique du Sud, a rédigée sous le titre « Le peuple noir aux Etats-Unis ».

La Vérité

Présentation

Le peuple noir aux Etats-Unis

EN 1999, la première séance du Tribunal international sur l'Afrique s'est tenue à Johannesburg (Azanie-Afrique du Sud) et la deuxième séance a eu lieu à Los Angeles, aux Etats-Unis. La décision de tenir cette séance aux Etats-Unis n'était pas accidentelle, mais particulièrement liée, intrinsèquement et historiquement, à la lutte des Noirs dans ce pays et à celle du peuple africain sur le continent lui-même.

Le tribunal a été en mesure de mettre l'accent sur ce qui fut à l'origine du cauchemar actuel pour les Noirs aux Etats-Unis et pour ceux du continent, en commençant par l'esclavage, qui, non seulement a dépeuplé le continent africain, mais a détruit des millions de vies dans son sillage, jusqu'aux horreurs de la colonisation et de l'esclavage prolongé de la population noire du fait du racisme blanc avoué ou dissimulé, qui a été institutionnalisé en particulier aux Etats-Unis et en Afrique du Sud.

Cette relation avec la lutte pour la liberté des Noirs en Azanie-Afrique du Sud n'est pas un phénomène nouveau, mais nombre de grands dirigeants respectés, comme le D^r Martin Luther King, Malcolm X et une foule d'autres aux Etats-Unis, ont toujours parlé de ce lien. Le mouvement de libération en Azanie-Afrique du Sud a égale-

ment grandement bénéficié de la riche expérience de la lutte contre le racisme blanc aux Etats-Unis. Cependant, ce qui ne s'est pas perdu, c'est la pleine compréhension du lien symbiotique historiquement construit entre le racisme blanc et l'exploitation capitaliste. Le capitalisme a toujours utilisé le racisme blanc pour créer des colonies de surexploitation des personnes noires et de leur travail. Pour les Etats-Unis, ce pays a grandi par l'exploitation éreintante et atroce des esclaves noirs. De même, la beauté de l'Afrique du Sud blanche s'est également construite dans les mêmes conditions qu'aux Etats-Unis, une situation qui n'a pas beaucoup changé aujourd'hui dans les mines, bien que l'on parle de « démocratie » et de la situation de Mandela.

L'avènement d'un nouvel ordre politique en Afrique du Sud a échoué à supprimer les inégalités séculaires dans notre pays, exactement comme ce qui est arrivé aux Etats-Unis après la célébration du prétendu succès du mouvement des droits civiques, où les Noirs vivent toujours l'enfer malgré la présidence de Barack Obama. En dépit de la disparition formelle et légale de l'apartheid, l'Afrique du Sud a évolué pour devenir l'une des sociétés les plus inégalitaires au monde, avec des Noirs souvent moins bien lotis qu'ils ne l'ont jamais été

auparavant, et cela malgré la richesse incroyable qui a été accumulée par ceux du parti au pouvoir.

Steve Biko, le père fondateur et la figure de proue du Mouvement de la Conscience noire, disait que la Conscience noire était le mot d'ordre le plus positif émanant du monde noir depuis très longtemps parce qu'il s'agissait d'un appel aux personnes noires à se définir elles-mêmes et leur condition, et à choisir elles-mêmes les armes appropriées pour lutter contre le racisme blanc selon leurs propres modalités et conditions, sans la tutelle et le paternalisme du monde blanc. Si cela a été le cas aux Etats-Unis, cela nous paraît tout aussi vrai en Azanie-Afrique du Sud, où des mots d'ordre similaires ont été lancés.

En Azanie-Afrique du Sud, nous avons eu à définir pour nous-mêmes ce qu'était le peuple noir et ce qui nous a fait tels, afin de nous définir en ces termes, et je crois que cette définition est dans une certaine mesure applicable même aux Etats-Unis. Le terme « Noir », selon la philosophie de la Conscience noire, a d'abord été utilisé comme un terme politique décrivant des personnes qui vivent et éprouvent certaines conditions politiques, sociales et économiques, de la même manière que le terme « Blanc » en Afrique du Sud et dans le monde est couramment utilisé. Les Blancs se sont toujours représentés eux-mêmes comme un groupe homogène avec les mêmes intérêts, surtout dans la manière de traiter les Noirs.

De même, donc, le terme « Noir » ne se réfère pas principalement à la couleur de la peau, la texture des cheveux ou même la couleur des yeux, ou encore la quantité de mélanine dans la peau, mais il est devenu un terme politique qui vise tous ceux qui ont été discriminés par la loi et la tradition, exploités économiquement et socialement rabaissés, et qui, en tant que groupe, ont vu « La solidarité noire » comme la première étape de la lutte contre l'apartheid raciste défendu par le régime de la minorité blanche. Dans le procès SASO-BPC, Biko a longuement expliqué pourquoi il était nécessaire pour les Noirs de mener une lutte indépendante, surtout face à l'impitoyable domination du racisme blanc.

En Afrique du Sud, les Blancs avaient réalisé cette unité en exploitant des Noirs,

donc peu importait qu'ils fussent des huguenots français (1688), des colons britanniques (1820) ou les colons néerlandais de 1652. Leurs tribus et leurs origines étaient moins importantes que leur blancheur. Beaucoup de personnes d'ascendance européenne sont venues s'installer en Afrique du Sud sur le simple fait d'être « Blancs » et prêts à accomplir le programme complet du racisme blanc. Quant à la position et l'état des Noirs, les Blancs étaient tous d'accord et unis, et même ceux censés être progressistes ne pouvaient au fond d'eux-mêmes se considérer comme égaux aux Noirs. Certains ont même proposé des droits spécifiques pour le peuple noir inférieur. Ils étaient unis, malgré le fait qu'il y ait eu des exceptions. Il y a toujours des exceptions à toute règle. Cependant, le bon sens et la science nous informent que les exceptions n'annulent pas la règle; au contraire, elles la renforcent du fait même que ce sont des exceptions.

Cette approche a réuni tous ceux qui se trouvaient du mauvais côté de l'apartheid, indépendamment des privilèges accordés à certains d'entre eux. Les soi-disant métis furent faits citoyens de seconde classe, les soi-disant Indiens, citoyens de troisième classe, et les Africains étaient la classe inférieure. Le problème n'a jamais été avec le bénéficiaire d'un privilège, mais avec le dispensateur, qui utilise ces privilèges pour susciter des divisions et des protections. C'est ce racisme institutionnalisé qui déterminait la position de chacun en relation avec les moyens de production. Ainsi, l'aspirant capitaliste qui n'était pas classé blanc était en dessous même d'un clochard blanc, qui, par le choix d'exercer son droit de vote, pouvait décider de la qualité de vie de tous les exclus du système.

La philosophie de la Conscience noire est devenue la philosophie de la construction d'une nation qui réunissait toutes les personnes socialement rabaissées, exploitées économiquement et politiquement – la majorité noire – autour de leurs luttes communes et de leurs expériences. Et ce qui est devenu encore plus clair, c'est qu'il y avait parmi nous ceux qui n'étaient pas Blancs, mais qui faisaient des courbettes et s'efforçaient de se « blanchir » parce que la « blancheur » représentait le pouvoir, et ainsi, ils ne pouvaient pas faire cause commune avec nous et ceux qu'on appelait

« non-Blancs », bien que certains d'entre eux étaient de la peau la plus noire. C'est un peu comme l'explication de Malcolm X sur le « nègre domestique », dont la vocation est de rendre heureux le maître, quel que soit tout le mal fait aux autres esclaves.

C'est pourquoi, en tant que SOPA, nous soutenons l'appel pour un Parti indépendant des travailleurs noirs aux Etats-Unis, qui deviendrait une composante du Labour Party, non comme une condition préalable, mais comme une étape nécessaire vers la construction d'une plus grande unité de la classe ouvrière. Les travailleurs noirs et le peuple noir aux Etats-Unis – constitué d'abord de l'histoire de l'esclavage, suivie de l'exclusion raciste, économique et politique – ont la responsabilité de s'organiser eux-mêmes en fonction de la particularité de leur situation et de leurs conditions avant de rejoindre la lutte collective des autres travailleurs dans la création d'un Labour Party. C'est en quelque sorte une lutte séparée, mais similaire à celle des Noirs en Azanie. Des décennies après le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, comme maintenant après vingt et un ans de démocratie en Afrique du Sud, les Noirs de ces deux pays n'ont pas eu de véritable répit, bien qu'ils soient gouvernés par des personnes ou des dirigeants qui ne sont pas Blancs.

Plus que tout autre groupe national aux Etats-Unis, c'est le travail atroce d'hommes et de femmes esclaves qui a aidé à bâtir la nation que sont aujourd'hui les Etats-Unis. Littéralement, ils ont construit ce pays avec leur sueur et leur sang, et en grande quantité. Les Noirs ne peuvent accepter sans broncher des plans qui ont délibérément été mis en place afin de faire d'eux des perdants sur toute la ligne, comme c'est actuellement le cas ; une situation où le taux de chômage dans la communauté noire est généralisé et où les jeunes meurent précocement des horreurs du ghetto, y compris les gangs et la drogue.

C'est pourquoi il était nécessaire que les travailleurs et le peuple noirs se constituent et s'organisent eux-mêmes en un parti politique qui sera chargé du règlement de leur situation et condition particulières avant même de pouvoir penser à se joindre à la grande lutte de la classe ouvrière américaine dans le Labour Party. Travailleurs blancs et noirs doivent s'unir

comme une seule classe dans le Labour Party pour se battre pour leurs intérêts communs en tant que classe. Mais aujourd'hui, à la suite de leur histoire, travailleurs blancs et noirs des Etats-Unis ne sortent pas tous du même pré. Il y a pour les Noirs des dettes politiques nationales qui restent ouvertes et non résolues. C'est aux travailleurs noirs, au peuple noir et à leurs dirigeants politiques d'élaborer un programme pour y remédier.

Nous croyons fermement qu'il sera toujours utile que les Noirs des Etats-Unis se mobilisent et, tout en construisant leur parti ou mouvement indépendant, soient en mesure de présenter des candidats totalement indépendants aux postes politiques à tous les niveaux et qui ne soient aucunement redevables aux deux partis, démocrate et républicain.

Nous, en Azanie-Afrique du Sud, avons toujours besoin d'entendre la voix de Noirs parlant dans l'arène politique des Etats-Unis, se prononçant nettement contre le pillage de notre continent, contre les guerres qui dévastent les peuples et les nations d'Afrique, et contre l'assaut sans précédent contre les travailleurs des Etats-Unis eux-mêmes, particulièrement les Noirs américains et en particulier les jeunes, qui font l'objet au quotidien de meurtres impunis. Nous avons besoin d'entendre les voix de Noirs dans des postes officiels dénonçant les guerres impérialistes et l'occupation de l'Irak, l'Afghanistan, Haïti et la dévastation actuelle du Moyen-Orient, tout cela sous le fallacieux prétexte de la « guerre contre le terrorisme ». Nous n'entendons pas ces voix se prononcer contre l'utilisation de nos fils et nos filles comme chair à canon dans leurs guerres pour le pétrole et la domination impérialiste. Nous avons besoin d'entendre ces voix pour nous donner l'espoir de continuer dans notre propre pays.

Aujourd'hui, notre continent est au bord du gouffre. L'unité de la lutte des Noirs aux Etats-Unis et en Azanie-Afrique du Sud peut être un grand pas dans notre lutte contre l'impérialisme et, d'une façon limitée, nous pouvons commencer à faire changer les choses, de façon à dégager nos propres solutions, toutes choses qui ne sont pas possibles tant que les Noirs se verront refuser la souveraineté politique dans leur propre pays.

Enfin, nous pensons que la position des Noirs aux Etats-Unis est très importante pour toutes les personnes qui luttent contre l'impérialisme américain, mais plus encore pour les Noirs d'Azanie-Afrique du Sud, qui ont partagé une expérience commune du racisme blanc institutionnalisé et se sont vu refuser tous leurs droits dans le pays qu'ils avaient construit. C'est pour cette raison que nous continuons à rechercher des liens plus importants dans nos efforts pour construire un mouvement et un parti cohérents contre l'impérialisme.

Nous confirmons notre volonté d'ouvrir une discussion avec des camarades et personnes noires aux Etats-Unis sur toutes les questions d'intérêts et d'expériences communes, y compris sur la question de candidats noirs indépendants et d'un Parti des travailleurs noirs, composante du Labour Party, sans que ce soit une condition préalable. Nous attendons avec intérêt la poursuite de cette discussion parmi d'autres.

Lybon Mabasa

"Freedom Now" ("La liberté maintenant")

"La nouvelle étape dans le combat pour l'émancipation des Noirs et les tâches du SWP"

Adopté par la convention du Socialist Workers Party en 1963 (1)

I. "LA LIBERTÉ MAINTENANT" : UNE NOUVELLE PHASE

Sous le mot d'ordre « *La liberté maintenant* », la lutte des Noirs (2) pour leur émancipation est entrée dans une nouvelle phase. Son importance est du même ordre que le changement qui s'est produit dans les années 1830, lorsqu'une partie du mouvement abolitionniste, auparavant dominé par l'idée de racheter les esclaves un à un ou de les renvoyer en Afrique, a exprimé la revendication explosive d'une émancipation immédiate et totale.

La caractéristique la plus remarquable de cette nouvelle phase dans la lutte des Noirs, c'est le rejet clair et sans détour du gradualisme (3), qui était le programme et la méthode du libéralisme capitaliste (4). « *La liberté maintenant* » est une revendi-

(1) Ce texte a été initialement publié dans le *Discussion Bulletin* du Socialist Workers Party (SWP), comme une résolution du comité politique soumis à discussion (vol. 24, n° 13, mai 1963, pages 1 à 29), puis, à l'issue de la convention de juillet 1963 qui l'adopta, dans l'organe théorique de l'organisation trotskyste américaine, *International Socialist Review*, automne 1963, volume 24, n° 4, pages 103 à 113.

(2) Dans ce document, dans la traduction française, nous avons employé le mot « Noirs », alors que le texte anglais parle de « Negroes » (Nègres), ce qui était à l'époque la qualification que les organisations révolutionnaires et démocratiques noires employaient pour s'autodésigner, en l'opposant au terme raciste « Nigger », utilisé par les propriétaires d'esclaves. Depuis, ces organisations ont d'abord choisi le terme « Black » (Noir) pour se définir, terme aujourd'hui le plus courant, puis le terme « Afro-Américain ».

(3) Les gradualistes sont partisans de la libération par étapes.

(4) Aux Etats-Unis, les « libéraux » représentent l'aile gauche du Parti démocrate. Le terme « libéralisme » se réfère à cette tendance.

cation fondamentalement radicale et potentiellement révolutionnaire. Elle conduit ses partisans, quelles que soient par ailleurs leurs opinions, à entrer de plus en plus en conflit avec la Maison-Blanche et les démocrates du Sud, avec les directions syndicales et les libéraux, avec tous ceux, qu'ils soient noirs ou blancs, qui préconisent la modération, les compromis et des mesures purement symboliques.

La classe dominante de ce pays ne peut pas satisfaire cette revendication. Elle ne peut pas davantage supprimer ou détourner ce mouvement. C'est pourquoi une lutte conséquente pour son aboutissement produira de profonds changements non seulement dans les relations entre les races, mais aussi dans les relations entre les classes et dans la vie politique des Etats-Unis.

L'aspiration à « *la liberté maintenant* » a de nombreuses causes : l'urbanisation, l'industrialisation et les mouvements de population qui font que les trois quarts des Noirs vivent dans des villes plutôt que dans des zones rurales et la moitié ailleurs que dans le Sud ; l'impact des révolutions anticolonialistes contre la domination impérialiste blanche en Afrique, en Asie et en Amérique latine ; le nombre réduit de mesures, rares et fort modestes, acquises en vue de satisfaire l'exigence d'égalité ; la conviction que les dirigeants de ce pays n'accorderont jamais l'égalité de leur plein gré et sans que des pressions soient exercées, et que leurs difficultés dans la période de guerre froide les rend plus vulnérables aux pressions ; la déception vis-à-vis des dirigeants noirs de la vieille école et des bureaucrates syndicaux. Cette aspiration est stimulée par le développement du sentiment de solidarité et de la conscience d'appartenir à une race, lié à une expérience commune de l'oppression et renforcé par le constat, fourni par l'histoire et l'actualité, que le Noir ne doit d'abord compter que sur lui-même pour réaliser des avancées. Cette aspiration est, dans certains secteurs, confortée par une remise en cause et un rejet des valeurs de la société capitaliste (dominée par les Blancs).

En conséquence, la lutte des Noirs s'est déployée à travers tout le pays, le nombre de militants actifs s'est accru d'une manière significative, en particulier parmi la jeunesse étudiante, qui n'est pas paralysée par l'esprit routinier, le scepticisme et le défai-

tisme de nombre de ses aînés, et insuffle un nouveau dynamisme à la lutte.

Une autre conséquence a été l'affirmation de l'indépendance, accompagnée d'une plus grande confiance en soi et de la volonté affirmée que le Noir soit maître de ses propres objectifs, de sa propre tactique et dirige ses propres luttes. D'autre part, la méfiance et la suspicion envers les Blancs, le vif ressentiment à l'égard du paternalisme sous toutes ses formes, s'expriment maintenant plus ouvertement. De nouvelles revendications et propositions sont formulées, que la plupart des libéraux blancs ne peuvent accepter (que soit accordée une attention particulière ou une priorité à la nécessité pour les Noirs de compenser des siècles d'oppression et de privation, qu'ils soient représentés à tous les niveaux d'une manière appropriée et efficace, le vote groupé, etc.). Cette nouvelle phase a déjà vu une croissance significative du sentiment séparatiste et nationaliste des Noirs, ainsi que l'apparition de nouvelles organisations nationales et de centaines de groupes locaux luttant pour l'égalité. Tout cela fait partie du bouillonnement, de la discussion, de l'expérimentation et de la recherche ardente d'idées, de méthodes et d'un programme pouvant conduire la lutte pour l'égalité à la victoire.

La nouvelle période, dont la bataille de Birmingham en mai 1963 (5) marqua véritablement le début, a été marquée par les caractéristiques suivantes.

1. La lutte acquiert en ce moment un caractère de masse plus important. Elle implique l'activité de centaines de milliers de personnes, allant des étudiants et de la classe moyenne aux habitants des ghettos les plus défavorisés. Ils sont entrés dans l'action en tant que force de masse, dont le nombre et le dynamisme sont sans cesse grandissants.

(5) Cette campagne de Birmingham (Alabama) au printemps 1963 aboutit à des affrontements entre les jeunes Noirs et les autorités municipales blanches, à des manifestations massives contre la ségrégation qui furent violemment réprimées, mais la lutte s'étendit à l'ensemble du Sud et nombre de lois ségrégationnistes furent abrogées. Martin Luther King résuma ainsi la philosophie de cette campagne : « *Le propos de l'action directe est de créer une situation qui soit un tel paquet de crises qu'elle ouvre inévitablement la porte à des négociations.* »

2. L'action de masse dans ses diverses formes a de nouveau traversé la ligne Mason-Dixon (6). Les premiers coups de boutoir furent donnés dans le combat pour l'emploi sur le chantier de construction d'une école à Philadelphie. Il s'est étendu à New York et à d'autres endroits. Le barrage a cédé lorsque 250 000 Noirs ont participé à la « Marche pour la liberté », à Detroit, en juin (7). Ce fut la plus grosse manifestation de ce genre au cours de ce siècle. Dès le début, les revendications du Nord atteignirent un niveau socio-économique plus avancé que celles du Sud, s'attaquant en profondeur à la structure de classes en place.

3. L'impact de ces événements a ébranlé l'administration Kennedy, provoqué une crise politique dans le pays et obligé le gouvernement fédéral, ceux des Etats et des localités, à prendre des mesures qu'ils n'envisageaient même pas avant l'irruption de la révolte noire. L'administration Kennedy n'a aucune intention d'accorder l'égalité. Elle veut contenir cette révolte et si possible acheter la direction en proposant un minimum de concessions afin d'empêcher le mouvement de masse d'aller trop vite et trop loin.

4. Les dirigeants noirs les plus importants se trouvent dans une position encore plus difficile et instable. Ils sont contraints de parler et, dans certains cas, d'agir d'une manière plus militante, car ils craignent la puissance de la révolte dont ils ne sont pas à l'origine et qu'ils ne peuvent pas contrôler. Ils craignent aussi que la classe dominante, sur laquelle ils comptent, n'accorde pas assez de concessions suffisamment vite et que le mouvement de masse continue à déferler en les contournant, en les dépassant et en les forçant à le suivre, alors qu'ils essaient de le ralentir. La profonde insécurité des dirigeants officiels, leur manque de contrôle sur les masses, l'émergence de nouvelles forces et de nouveaux dirigeants potentiels plus audacieux sont des signes positifs d'une révolte qui monte et se radicalise de plus en plus.

5. Dans le Sud, à cette étape, le combat pour les droits civiques a quelques caractéristiques particulières qui le distinguent du reste du pays.

A) A cause des violations manifestes et intolérables des droits démocratiques les plus élémentaires, les combattants de la

liberté dans le Sud sont en mesure de dénoncer et de faire campagne contre les injustices de Jim Crow (8), de gêner constamment le gouvernement fédéral et de faire monter l'indignation contre la ségrégation, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier.

B) Dans certaines parties du Sud où les Noirs constituent une majorité, des actions, comme celle visant à l'élection d'un shérif noir dans le comté de Lafllore, ont un aspect tout à fait explosif, car elles s'attaquent directement à la structure « suprémaciste » (9) blanche, qu'elles mettent ainsi en péril. Les campagnes pour l'inscription sur les listes électorales dans les zones rurales où des candidats noirs intransigeants pourraient devenir maires, juges ou shérifs, sont susceptibles de bouleverser l'équilibre du pouvoir dans ces secteurs.

C) Les événements du Mississippi, de l'Alabama et de la Géorgie ont des répercussions immédiates sur l'état d'esprit du mouvement dans le Nord. Tout acte de brutalité, toute éruption de violence ou toute manifestation, ou conquête notable dans le Sud stimulent les populations noires dans

(6) Depuis la fin de la guerre d'indépendance, la ligne Mason-Dixon était la ligne de démarcation entre les Etats abolitionnistes du Nord et les Etats esclavagistes du Sud. Délimitant les frontières du Maryland avec celles du Delaware et de la Pennsylvanie, cette ligne a été établie entre 1763 et 1767 par deux géomètres britanniques, Charles Manson (1728-1786) et Jeremiah Dixon (1733-1779). Les esclaves noirs qui utilisaient le « chemin de fer » clandestin devaient traverser la ligne Mason-Dixon pour tenter de gagner la liberté (cf. note 32). Même après la guerre, cette frontière est restée un fort symbole de division culturelle entre les Etats du Sud et du Nord.

(7) La marche pour la liberté du 23 juin 1963 à Detroit, dans le Michigan, est considérée comme une des plus puissantes manifestations réalisées alors. On estime à cent cinquante mille le nombre de ses participants. Rappelons qu'à l'issue de la marche, dans un meeting de 25 000 personnes tenu dans le Cobo Hall de Detroit, Martin Luther King employa pour la première fois la formule « *I have a dream this afternoon* » (« J'ai fait un rêve cet après-midi »), qu'il reprendra deux mois plus tard à l'issue de la Marche de Washington, le 28 août 1963.

(8) Jim Crow est le surnom donné à la législation ségrégationniste dans les Etats du Sud. Ces lois Jim Crow (*Jim Crow Acts*) furent prises de 1876 aux années 1960 dans les municipalités des Etats du Sud. Elles furent abolies par le *Civil Right Act* en 1964.

(9) Les suprémacistes sont partisans d'une idéologie raciste qui considère que la race blanche est supérieure aux autres et doit les dominer.

le reste du pays. Ainsi, l'intensification et l'extension de la lutte dans le Sud agissent comme un puissant aiguillon sur le mouvement pour les droits civiques. Inversement, les avancées de la lutte au Nord, comme les actions directes pour l'emploi, tendent à nourrir en retour les luttes du Sud et à les porter à un niveau supérieur.

II. LES TENDANCES ACTUELLES

Les forces combattant pour « *La liberté maintenant* » sont confrontées à la tâche de s'unir dans un mouvement efficace et de se munir d'un programme, d'une philosophie et d'une perspective. Réussir dans cette entreprise dépendra d'une juste appréciation des courants qui s'affrontent sur ce terrain, des intentions de leurs ennemis racistes et des relations entre le mouvement noir et les autres secteurs de la population.

La National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour la promotion des gens de couleur – NAACP) (10) a pendant longtemps été l'organisation dominante dans le combat pour les droits civiques. Mais sa relative influence a décliné et elle est contestée de tous côtés. Sa direction, issue de la classe moyenne et des milieux libéraux, compte principalement sur l'action légale et législative et décourage l'action de masse, les initiatives et la lutte. Craignant d'être dépassée et court-circuitée par des organisations plus militantes, elle a essayé de moderniser son « image », mais la NAACP reste le principal promoteur et le symbole du gradualisme. Les masses noires l'apprécient peut-être en tant que groupe de pression législatif et organe de défense, mais elles ne s'y sentent pas à l'aise et, pour la plupart, n'y appartiennent pas.

Un courant pacifiste a acquis une certaine force et ses dirigeants une notoriété depuis la fin des années 1950. Ses organisations principales sont la Southern Christian Leadership Conference (Conférence de la direction chrétienne du Sud – SCLC), dirigée par Martin Luther King (11), et le Congress of Racial Equality (Congrès pour l'égalité raciale – CORE) (12). Leur prestige provient du fait que, à la différence de la NAACP, ils ont apporté leur soutien et leur

participation à certaines formes d'action directe. Mais le pacifisme de King a aussi l'effet inverse d'empêcher la lutte et les initiatives de masse de se déployer pleinement. Il prêche « l'amour » de l'ennemi raciste et menace d'arrêter les luttes pour les droits civiques chaque fois que les masses se montrent prêtes à se défendre contre la violence raciste. Bien que King utilise le langage de « *La liberté maintenant* », ce n'est pas un hasard si les libéraux le soutiennent, au motif qu'il serait le « dirigeant noir qu'il faut » ou si l'administration Kennedy comprend qu'il peut être utilisé pour empêcher les masses de devenir incontrôlables.

Il existe une différence essentielle entre le pacifisme qui prêche la non-résistance à tout prix et à tout moment, et le pacifisme défensif qu'impose un rapport de force défavorable. Pour le moment, seuls de petits groupes de militants noirs soutiennent ouvertement la nécessité d'une auto-défense organisée contre les gangs suprémacistes blancs et la police. Les dirigeants pacifistes se réclamant de Gandhi (13) sont prêts à faire confiance aux forces militaires gouvernementales, tout en refusant par principe que les Noirs adoptent des mesures d'autoprotection, alors qu'ils

(10) NAACP – Association nationale pour la promotion des gens de couleur fondée en 1909. Sa mission : « Assurer l'égalité des droits politiques, éducatifs, sociaux et économiques de tous les citoyens, et éliminer la haine raciale et la discrimination raciale. »

(11) La Southern Christian Leadership Conference (Conférence de la direction chrétienne du Sud – SCLC) est une organisation américaine des droits civiques créée en janvier 1957. Elle a joué un rôle important dans le mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960. La SCLC a été étroitement associée à son premier président, le pasteur Martin Luther King (1929-1968).

(12) Le Congress of Racial Equality (« Congrès pour l'égalité des races »), ou CORE, est une organisation américaine de lutte pour les droits civiques créée en 1942 à Chicago. Elle a joué un rôle majeur dans le mouvement afro-américain des droits civiques. Le CORE est ouvert à « quiconque croit que tous les hommes naissent égaux ». L'action du CORE s'est principalement concentrée sur la lutte contre la ségrégation raciale institutionnalisée dans le sud des États-Unis par les lois Jim Crow. Dans le Nord, elle a également participé à la lutte contre les discriminations dans les domaines de l'emploi et du logement.

(13) Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948), ou Mahatma Gandhi, dirigeant du mouvement pour l'indépendance de l'Inde, symbolise la non-violence et la désobéissance civile de masse. A inspiré de nombreux militants noirs pour les droits civiques.

sont menacés d'agression par les défenseurs des lois Jim Crow, protégés par l'appareil d'Etat, dont ils font même quelquefois partie.

Le Student Non-Violent Coordinating Committee (Comité de coordination étudiant non violent — SNCC) est un courant distinct de King et du CORE. Il émane de la volonté de militants étudiants de s'engager dans une voie différente de celle des gradualistes. Il ne prêche pas une adhésion sans faille aux principes de Gandhi. Pour ses dirigeants, la non-violence est plus une tactique qu'un dogme ou un principe, et elle n'exclut pas le droit à l'autodéfense. Le SNCC est une sorte de mouvement d'avant-garde centré essentiellement sur l'action directe comme moyen d'organiser les masses du Sud pour une lutte indépendante.

Le Negro American Labor Council (Conseil ouvrier américain noir — NALC) (14) a été formé afin de remplir la mission indispensable de combattre la discrimination dans les entreprises et le mouvement ouvrier. De par leur nombre et leur position stratégique de lien entre le mouvement ouvrier et la communauté noire, les syndicalistes noirs peuvent jouer un rôle vital en s'assurant du soutien syndical aux luttes indépendantes du peuple noir et du soutien des Noirs aux syndicats. Mais, en dehors de quelques villes, le NALC n'a pas à ce jour réussi à recruter beaucoup de travailleurs noirs. Cet échec est en partie dû à la forte emprise exercée sur l'organisation par la direction présidée par A. Philip Randolph (15). La faiblesse du NALC réside dans le fait que la plupart de ses dirigeants doivent leur position syndicale à la bureaucratie syndicale qui les y a nommés et ont peur de la compromettre en lançant des actions audacieuses inacceptables pour les Meany et Reuthers (16).

Les Black Muslims (Musulmans noirs), sous la direction d'Elijah Muhammad (17), constituent la tendance la plus dynamique dans la communauté noire du Nord.

Ils formaient au départ une petite secte religieuse sans influence, puis ils ont recruté des adhérents, essentiellement dans la classe ouvrière, dans les villes du Nord, gagné de nombreux partisans et le respect de millions de Noirs qui sont attirés par leur dénonciation sans détour de l'oppression raciale et leur volonté résolue de se

libérer de la domination blanche. Nationalistes et séparatistes, ils rejettent non seulement le gradualisme et les mesures symboliques de pure forme, mais également le droit des oppresseurs de contrôler et exploiter les Noirs. Ils affirment avec vigueur la capacité et le droit du peuple noir de se gouverner lui-même. Parmi leurs faiblesses marquantes, il y a leur incapacité à comprendre les causes économiques du racisme et le fait qu'ils n'ont pas de programme d'action leur permettant de participer aux luttes partielles, immédiates et transitoires, des masses noires, et d'y exercer une influence. Au cours de l'année passée, les Black Muslims ont commencé à rompre leur isolement par une plus grande souplesse dans leur attitude envers les autres organisations noires. Un pas en avant important et prometteur a été leur récente déclaration en faveur de l'action politique sous la forme d'une campagne électorale visant à élire des représentants noirs.

Les courants les plus radicaux du point de vue de l'orientation sociale et politique ont trouvé leur inspiration dans l'exemple fourni à Monroe (Caroline du Nord) par Robert F. Williams (18). La ville de Monroe a

(14) Le *Negro American Labor Council* (Conseil des travailleurs noirs américains) se constitue pour la défense des revendications et des droits des travailleurs noirs, face à l'apathie des dirigeants de l'AFL-CIO.

(15) Asa Philip Randolph (1889-1979), militant ouvrier afro-américain pour les droits civiques, fonde le premier syndicat noir des Etats-Unis, le NALC. Il reste cependant lié à l'appareil de l'AFL-CIO, ce qui ne contribue pas au développement du syndicat noir. En août 1963, il participe à l'organisation de la marche sur Washington, aux côtés de Martin Luther King.

(16) George Meany (1894-1980) et Walter Reuthers (1907-1970) furent respectivement présidents de chacune des deux grandes centrales syndicales, l'AFL et le CIO, jusqu'à leur fusion dans l'AFL-CIO en 1955. Ils devinrent alors respectivement président et vice-président de la nouvelle organisation AFL-CIO.

(17) Historiquement, mouvement nationaliste noir nord-américain se réclamant de l'islam, fondé en 1930, hostile à l'intégration des Noirs dans la société américaine. Dirigé alors par Elijah Muhammad, de son vrai nom Elijah Poole (1897-1975), d'abord dirigeant de l'organisation religieuse nationaliste noire *Nation of Islam*.

(18) Robert Franklin Williams (1925-1996), militant pour les droits civiques américains à Monroe, dont il est le constructeur d'une section dynamique de la NAACP, partisan de l'autodéfense et de l'organisation de milices. Auteur d'un ouvrage qui résume ses positions, *Negroes with Guns*, en 1962.

apporté une remarquable contribution à la théorie et à la pratique de l'autodéfense. Cependant, le mouvement a été affaibli par la persécution, les machinations et l'exil de son dirigeant.

Dans tout le pays, des groupes récemment formés au niveau des régions et des localités jouent maintenant un rôle décisif dans la lutte contre les théories des libéraux et des partisans du gradualisme.

C'est à partir de ces groupes et courants que sera rassemblée et unifiée la direction noire qui mènera une lutte réelle pour l'égalité. Mais il faut ajouter qu'à l'étape actuelle, aucun de ces courants, y compris les plus importants, ne peut se réclamer d'un nombre de partisans supérieur à un faible pourcentage du peuple noir. Le mouvement « *La liberté maintenant* » se forme, puis se forme à nouveau, apprend, se développe, se prépare, se définit, puis se définit encore. Néanmoins, la grande masse noire, concentrée dans les ghettos du Nord et du Sud, n'est pour l'instant pas impliquée.

III. LE NATIONALISME NOIR AUJOURD'HUI

Les définitions générales du nationalisme ne peuvent suffire à comprendre et expliquer le nationalisme noir aux Etats-Unis aujourd'hui. Bien qu'il ait des traits communs avec le nationalisme marquant les rébellions des pays africains et le nationalisme des minorités opprimées dans l'ancien empire tsariste, le nationalisme noir américain présente aussi des différences à maints égards. De plus, il est encore au début de son développement et subira à coup sûr des transformations à l'avenir. Pour procéder à une analyse définitive, il faudra attendre que le nationalisme noir devienne un mouvement de masse et acquière des caractéristiques plus marquées et plus stables qu'en ce moment. Néanmoins, il est déjà possible de tirer un certain nombre de conclusions à titre indicatif.

Le capitalisme isole les Noirs, les confine dans des ghettos, construit des murs où il les enferme et les lie dans une rancœur commune à l'égard de la discrimination raciale, des interdictions, des privations et des mauvais traitements. C'est sur ce terrain que s'enracine et se développe le nationalisme noir. Il est le produit de ces

conditions, une réaction contre ces dernières, une façon de leur résister et de les combattre. Dans le passé, l'espoir que ces conditions pouvaient être éradiquées a eu tendance à affaiblir le sentiment nationaliste noir et à interrompre son activité. Cependant, l'idée que ces conditions existeront dans ce pays pour toujours ou pour toute une génération, contribue à nourrir, à renforcer et à raviver le nationalisme noir.

L'intensification des tendances séparatistes parmi les Noirs des villes du Nord exprime un rejet de la société de classe américaine de la base au sommet et le désir profond de se libérer des maux de cette société. Ils jugent que la vie en Amérique, l'« *American Way of Life* » qu'ils connaissent actuellement, n'a rien de valable à offrir aux Noirs. En l'absence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire ou d'une avant-garde socialiste puissante, le radicalisme des masses des ghettos noirs passe par les canaux de la conscience d'appartenir à une race, rejetant la société des Etats-Unis comme étant le monde de l'homme blanc. Ce désir de rompre et de se séparer de la structure sociale du capitalisme américain n'est pas très éloigné de celui, sous des formes différentes, d'abolir ce système par la lutte révolutionnaire.

La résolution adoptée par la convention du Socialist Workers Party en 1948 (19) constatait l'apparition et la croissance d'une « *nation noire embryonnaire à l'intérieur de la nation* ». Elle reste à l'état embryonnaire aujourd'hui, mais elle a grandi et mûri. Les sentiments nationaux fondés sur la race ont été nourris et stimulés à l'intérieur du pays par la caricature que constituent les mesures de pure forme en faveur des Noirs, et à l'extérieur par les succès de la révolution coloniale. Le Noir est profondément conscient que, en tant que citoyen de seconde zone, il est citoyen et en même temps n'est pas un citoyen. Il constate que le concept de colonialisme à l'intérieur du

(19) Il s'agit de la résolution sur la question noire au XIII^e Congrès du Socialist Workers Party de juillet 1948. Le rapport de Meyer (pseudonyme de C.L.R. James) est reproduit dans *Fourth International*, vol. 9, n° 8, décembre 1948, et dans l'ouvrage de C.L.R. James, *Sur la question noire – La question noire aux Etats-Unis, 1935-1967*, Editions Sylleps, 2012, pages 179 à 206.

pays est convaincant, car il souligne les nombreuses similitudes entre la façon dont le capitalisme traite le peuple noir et celle dont il traite les peuples colonisés.

Mais les Noirs américains sont dans une situation unique par certains aspects. Ils forment une minorité opprimée, qui n'a pas une base géographique, linguistique ou culturelle qui puisse la différencier de ses oppresseurs. Le nationalisme noir est en gros à cette étape un moyen « d'auto-identification », une méthode pour différencier de ses oppresseurs une minorité opprimée sur des critères de race et de l'unir sur le terrain de l'idéologie et de l'organisation pour qu'elle se libère de l'oppression. Le nationalisme noir joue un rôle qui, par bien des aspects, ressemble au rôle que joue la conscience de classe pour la classe ouvrière.

James Baldwin (20) a essayé de définir le nationalisme, et il peut être utile de s'appuyer sur sa tentative. Selon cet écrivain, il signifie « *qu'un certain groupe de personnes, habitant à un certain endroit, a décidé de prendre son destin en main* ». Appliqué aux Etats-Unis, et telle était l'intention de l'auteur, cela signifie que beaucoup de Noirs ont décidé (et leur nombre va grandissant) qu'ils ne peuvent laisser leur avenir entre les mains des oppresseurs blancs, qu'ils doivent s'unir à d'autres Noirs et décider pour eux-mêmes de ce qu'ils veulent aux Etats-Unis et de la part des Etats-Unis.

Cette prise de conscience est la caractéristique fondamentale du nationalisme noir aujourd'hui. Elle s'exprime de différentes manières : le plus fréquemment, la fierté d'appartenir à une race se renforce, des déclarations d'indépendance s'expriment, ainsi que la méfiance envers les Blancs et le désir qu'existe une direction noire, et que les Noirs contrôlent le combat pour les droits civiques. Elle est également présente, à des degrés divers, dans la plupart des courants noirs, qu'ils soient intégrationnistes ou séparatistes.

Vu sous cet angle, le nationalisme noir tel qu'il existe actuellement ne doit pas être assimilé au séparatisme noir, le courant qui préconise la création d'une nation noire séparée. Les deux concepts sont différents. Tous les séparatistes sont nationalistes, mais tous les nationalistes ne sont pas séparatistes. Le nationalisme exprime

le désir des Noirs de décider de leur destin, y compris, entre autres choses, de leur position sur la question d'une nation séparée. Les nationalistes veulent le droit de décider de leur destin et de créer un mouvement indépendant ; ils veulent aussi qu'existent des conditions leur permettant de décider de leur destin. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas fait le choix d'une nation séparée.

Pour de nombreux Noirs, le nationalisme est envisagé comme une façon d'unir la masse du peuple noir et de forcer les dirigeants du pays à leur accorder l'égalité à l'intérieur des Etats-Unis – et c'est ce qu'il peut contribuer à faire advenir. Ils laissent ouverte la question du séparatisme, qui serait abordée à une étape ultérieure, sans pour l'instant le rejeter ou l'approuver.

La première tâche importante de la lutte des Noirs, c'est la mobilisation et l'unification des masses noires en un mouvement indépendant qui combat pour l'égalité – préalable indispensable à une future alliance révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple noir. Le nationalisme noir est progressiste parce qu'il contribue à la création d'un tel mouvement noir indépendant. Il restera progressiste aussi longtemps qu'il remplira cette fonction, que la lutte soit menée sur une ligne intégrationniste ou séparatiste.

Les socialistes révolutionnaires se félicitent du développement du nationalisme noir et sont prêts à collaborer sans réserve avec ses partisans dans le combat contre nos ennemis communs. Pour nous, le nationalisme noir et le socialisme révolutionnaire ne sont pas seulement compatibles, ce sont des forces complémentaires qui devraient être plus étroitement soudées dans la pensée et l'action. Notre solidarité commune avec la révolution anticolonialiste, le soutien que nous lui apportons, ainsi que notre hostilité envers la domination impérialiste, constituent des liens importants entre les deux mouvements.

Les socialistes révolutionnaires doivent être prêts à entendre ce que les courants

(20) James Baldwin (1924-1987), écrivain américain noir qui, dans ses romans, a mis en scène la vie des Noirs. Parmi ses ouvrages : *Go tell it on the Mountain* (« Va le dire sur la montagne »), paru en 1953, et en français sous le titre *La Conversion*.

militants noirs ont à leur apprendre et à intégrer tout ce qui est progressiste dans leurs positions et leurs idées ; en même temps, il ne faut jamais oublier que, si nous devons nous instruire, nous avons aussi quelque chose à transmettre. Il manque encore aux courants nationalistes un programme d'ensemble réaliste capable de résoudre les problèmes du peuple noir, et beaucoup de nationalistes ont des conceptions confuses. Les socialistes révolutionnaires doivent faire preuve à la fois de fermeté et de patience pour démontrer le bien-fondé et l'actualité du marxisme – conçu et appliqué d'une manière correcte – pour le peuple noir : fermeté, parce que nous avons confiance en la justesse du programme socialiste, patience, parce que nous savons que la logique de la lutte des Noirs les conduit inévitablement sur une voie socialiste.

En lui-même, le nationalisme est un récipient vide qui peut être rempli de contenus extrêmement différents. Le nationalisme de Tchang Kaï-chek (21) est diamétralement opposé à celui d'un révolutionnaire communiste chinois ou à celui d'un Fidel Castro (22). Les militants nationalistes noirs peuvent nourrir des idées fausses et des illusions petites-bourgeoises. Les marxistes noirs doivent insuffler un contenu et une orientation révolutionnaires, scientifiques et anticapitalistes aux aspirations et aux luttes nationalistes de leur peuple.

Les progrès de la révolution anticolonialiste faciliteront grandement leur travail. Les idées du socialisme sont reprises par un nombre sans cesse croissant de peuples colonisés se battant pour la libération sociale et nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La popularité des doctrines, mouvements, gouvernements marxistes et anticapitalistes auprès des races non blanches exercera une influence grandissante sur les éléments d'avant-garde de la lutte noire dans notre pays, ce qui renforcera les positions du SWP.

Les socialistes noirs doivent présenter, pour inspirer et guider les Noirs américains, l'exemple de Cuba, où le renversement du capitalisme par la révolution socialiste a éradiqué la discrimination et instauré une authentique égalité et fraternité entre les citoyens noirs et blancs à cent cinquante kilomètres des côtes des Etats du Sud.

IV. LE SÉPARATISME ET UNE NATION SÉPARÉE

Dans un premier temps, la position théorique du socialisme révolutionnaire sur le séparatisme noir fut élaborée à la convention de 1939 du Socialist Workers Party (23). Maintenant que, sous l'influence des Black Muslims, le séparatisme est pour beaucoup une question politique d'une vibrante actualité, cette position doit être réaffirmée, adaptée aux conditions actuelles et clarifiée sans aucune équivoque.

En 1939, nous prévoyions la possibilité que les Noirs, comme partie intégrante de leur combat pour mettre fin à des siècles d'oppression et d'exploitation, pourraient un jour décider qu'ils voudraient une nation séparée, contrôlée et dirigée par eux-mêmes. Nous disions que, si cela se produisait, cela mettrait fin au long débat théorique pour savoir si oui ou non les Noirs représentent une minorité nationale en même temps qu'une minorité raciale et que nous, en tant que partisans du droit à l'autodétermination, nous apporterions notre soutien à la demande des Noirs pour une nation séparée et nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à l'obtenir.

En prenant cette position, nous ne nous faisons pas les partisans d'une nation séparée, comme le Parti communiste, pas plus que nous ne le sommes maintenant. Ce que nous défendons, c'est le droit des Noirs à décider par eux-mêmes de cette question.

(21) Tchang Kaï-chek (1887-1975), dirigeant nationaliste chinois du Kuo-min-tang, président du gouvernement central de la République de Chine de 1928-1931, puis président de la République de Chine de 1948-1949. Il s'exile à Taiwan dès 1949, où il meurt en 1975.

(22) Fidel Castro (né le 13 août 1926), dirigeant nationaliste cubain, l'un des principaux dirigeants de la révolution cubaine qui renversa la dictature militaire du général Batista en 1959. A la tête du gouvernement de Cuba de 1959 à 2008, il est remplacé depuis pour raisons de santé par son frère Raoul.

(23) Il s'agit de la résolution intitulée « *Le Socialist Workers Party et le travail noir* », adoptée lors de la convention du SWP du 11 juillet 1939, et qui fait suite à de nombreuses discussions des dirigeants du SWP avec Léon Trotsky. Elle est reproduite dans l'ouvrage de C.L.R. James, *Sur la question noire – La question noire aux Etats-Unis, 1935-1967*, Editions Syllepses, 2012, pages 45 à 49.

Nous nous engageons à soutenir leur combat pour aboutir à ce qu'ils ont, eux, décidé, que ce soit l'égalité par l'intégration ou l'égalité par la ségrégation, ou les deux.

En 1939, il nous apparaissait que l'ensemble des Noirs ne s'étaient pas encore exprimés sur ce point, ou ne s'étaient pas exprimés de façon claire. Neuf ans plus tard, dans la résolution adoptée lors de notre convention de 1948, nous observions que le « sentiment » croissant « *de solidarité raciale et nationale chez les Noirs se borne à ce jour à acquérir assez de force et d'énergie pour faire tomber les barrières qui excluent les Noirs de la société américaine et ne semble guère s'orienter vers un séparatisme national* ». Il était clair que dans leur immense majorité, les Noirs étaient intégrationnistes au sens où ils étaient pour l'abolition de tout système et toute institution discriminatoire et ségrégationniste dans ce pays. En 1939 et en 1948, nous pensions que la question restait « ouverte » — que les Noirs pourraient aboutir à une décision différente sur le séparatisme à l'avenir.

En 1963, la situation a considérablement évolué, mais pas de façon décisive. D'un côté, les Black Muslims, les partisans les plus énergiques du séparatisme, ont réalisé des avancées considérables sur le plan organisationnel, et leur influence s'est élargie de façon encore plus considérable. D'un autre côté, avantage de Noirs qu'auparavant se sont activement engagés pour faire tomber les barrières des lois Jim Crow. Si cette activité en fait des intégrationnistes, il faut relever qu'il existe des divisions profondes parmi de nombreux Noirs intégrationnistes. Ils éprouvent pour les Black Muslims des sentiments mitigés, partagés entre l'attraction et la répulsion.

En règle générale, les réflexions et les discussions parmi les Noirs sur le séparatisme et les problèmes qu'il entraîne sont bien plus approfondies qu'il y a quinze ou vingt-quatre ans. Mais l'ensemble des Noirs n'a pas encore pris une position arrêtée sur ces questions et nous devons encore attendre leur décision définitive.

Tant que la masse des Noirs n'aura pas pris de décision, le SWP ne prendra parti ni pour ni contre une nation séparée. Nous défendons le droit du peuple noir à prendre cette décision. Cela signifie que nous défendons le droits des séparatistes à

se réunir, parler, écrire et faire connaître leur opinion, et à être protégés des attaques et des coups montés par le gouvernement ou les groupes de vigiles armés. Cela signifie refuser la calomnie qui veut que les Black Muslims et d'autres séparatistes soient les « homologues » des White Citizens Councils (24) et du Ku Klux Klan (25). Cela signifie agir contre le concept largement répandu, mais erroné, que la séparation, librement choisie par les Noirs, « équivaut » à la ségrégation imposée par les tenants de la suprématie blanche.

Notre attitude à l'égard des séparatistes, y compris des Black Muslims, est amicale. Nous reconnaissons que la simple existence des Black Muslims a eu des effets bénéfiques, en infléchissant les courants noirs vers la gauche et en donnant ainsi une impulsion, y compris à des combats purement intégrationnistes. Nous notons avec intérêt que bien loin d'être une secte obtuse, les Black Muslims ont montré l'année dernière qu'ils pouvaient changer et adopter une orientation plus apte à aller dans le sens des intérêts de tous les Noirs. Cependant, ils n'ont pas encore développé un programme d'action pour les luttes qui se déroulent actuellement.

Là où nous avons des divergences avec eux, ces divergences ne signifient pas hostilité, nous recherchons la collaboration avec eux sur des projets qui soient acceptables des deux côtés. Nous laissons clairement entendre que nous ne sommes pas opposés à la séparation si c'est la volonté de l'ensemble des Noirs. Au lieu de nous attaquer au séparatisme, sous prétexte qu'il serait « utopique », nous cherchons à dégager les implications révolutionnaires de la lutte de masse pour y aboutir et nous demandons à ses partisans de développer des méthodes, des tactiques et des programmes radicaux comme le seul moyen d'y parvenir.

(24) Les *White Citizens Councils* (Conseils de citoyens blancs) formaient une organisation blanche suprémaciste, fondée en 1954, et principalement concentré dans le Sud.

(25) Le *Ku Klux Klan* (abrégié KKK) est une organisation raciste fondée le 24 décembre 1865. L'organisation est à l'origine de nombreux attentats ou agressions envers des Noirs. Très présente dans les Etats du Sud.

Si les Noirs décidaient qu'ils veulent la séparation, nous déclarerions qu'il faut leur accorder cette séparation. En même temps, nous continuerions à nous battre avant, pendant et après toute séparation qui pourrait se produire, pour abolir toutes les inégalités raciales, ainsi que la cause de toutes ces inégalités aux Etats-Unis. En ce sens, nous sommes et demeurerons intégrationnistes, quoi qu'il advienne. Nous sommes convaincus que la lutte révolutionnaire pour le socialisme et l'instauration d'un gouvernement socialiste élimineront les racines de l'antagonisme entre les races et créeront les conditions pour l'égalité et l'intégration de tous dans un nouveau type de vie commune.

V. L'ORIENTATION CAPITALISTE

L'avenir de la lutte des Noirs dépend avant tout de ce qu'en feront les Noirs. Il dépend de ce qu'en feront – ou n'en feront pas – leurs alliés. Il dépend aussi de ce qu'en feront leurs ennemis.

L'ennemi principal des Noirs, ce sont les riches qui dirigent le pays. C'est la classe capitaliste qui a introduit le système de l'oppression raciale dans ce pays, d'abord sous la forme de l'esclavage. Après l'abolition de l'esclavage, ils ont poursuivi cette oppression sous d'autres formes et, aujourd'hui, ils la poursuivent encore. Les riches ont introduit et poursuivi l'oppression raciale parce qu'elle était – et est encore – commode pour exploiter la classe ouvrière, source de superprofits et moyen de diviser la classe ouvrière en perturbant les efforts qu'elle fait pour s'unir contre ses exploiters.

Le fait que ce soit la classe capitaliste qui porte la responsabilité de l'oppression raciale n'est pas contradictoire avec le fait que d'autres secteurs de la population, y compris la classe ouvrière, soient contaminés à des degrés divers par les préjugés et le poison du racisme. S'il n'en était pas ainsi, la ségrégation n'aurait jamais existé. Mais le système capitaliste a instillé ces préjugés chez les ouvriers blancs, les a renforcés en accordant aux travailleurs blancs des avantages et des privilèges aux dépens des Noirs. Ce sont les capitalistes qui sont les principaux responsables, pas les travailleurs qui sont d'accord avec la

discrimination raciale et qui sont eux-mêmes aussi bien les victimes que les bénéficiaires du racisme. Il est également nécessaire de combattre sans cesse les préjugés et les pratiques racistes des travailleurs. Cependant, il faut garder à l'esprit que ce ne sont pas les travailleurs, mais les capitalistes qui possèdent le pouvoir politique et économique dans ce pays et qui contrôlent les appareils de la propagande, de l'information, de l'enseignement et de la police. Il est indiscutable que les capitalistes usent de leur pouvoir pour perpétuer l'oppression raciale, et non pour l'abolir.

Les gradualistes, même quand ils sont obligés de reconnaître ces faits historiques, répondent que les choses sont différentes maintenant ou vont bientôt changer. Ils prétendent que des progrès constants et substantiels ont été faits ces dernières années, que les avancées enregistrées indiquent que ce progrès va continuer indéfiniment jusqu'à l'éradication complète des barrières de race et que ce processus va être accéléré par le gouvernement à cause des nécessités de sa propagande dans la guerre froide. Ces prétentions ne résistent pas à l'épreuve des faits.

En réalité, les progrès sont lents, limités et inégaux. De plus, dans certaines régions, il y a reculé plutôt que progrès. En 1962, le revenu d'une famille noire moyenne représentait 54 % de celui d'une famille blanche, alors que dix ans auparavant, il était de 57 %. Alors que, durant la décennie actuelle, le revenu des deux groupes a augmenté, celui des Blancs a augmenté davantage, et donc l'écart s'est creusé au lieu de se combler. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le taux de chômage des Noirs est le double de celui des Blancs, ce qui représente un déséquilibre plus prononcé que durant la dépression des années 1930. Durant les périodes de récession, l'écart grandit, atteignant deux et demi à trois fois celui des Blancs.

Actuellement, les enfants noirs vont à l'école trois années et demie de moins que les enfants blancs. Cinq fois plus de Noirs que de Blancs vivent dans des logements délabrés ; en moyenne, les Noirs ont toujours sept années d'espérance de vie de moins que les Blancs, la discrimination qu'ils subissent, depuis le berceau jusqu'à la tombe, coûte aux Noirs cette proportion

de leur espérance de vie. Il n'y a pas encore dans ce pays un seul Etat où un Noir ne subisse, à un moment ou à un autre, des humiliations, des insultes ou même pire.

La réalité de la tendance se voit dans la situation des écoles dans le Sud depuis la décision de la Cour suprême en 1954. Le fait qu'elle soit appliquée de façon très restrictive est masqué, car il suffit qu'une école accepte un seul élève noir ou quelques-uns pour se trouver classée « sans ségrégation ». En réalité, neuf ans après, moins de 8 % des enfants noirs du Sud vont dans les mêmes écoles que les enfants blancs. A ce rythme, il faudra encore un siècle pour que le système scolaire du Sud soit ouvert aux Noirs.

Là où l'on enregistre quelques avancées limitées, leur bénéfice n'est pas également réparti. Certains Noirs arrivent à obtenir des emplois dans des secteurs qui leur étaient auparavant fermés (professions libérales, employés, cadres moyens) et parviennent à atteindre le revenu et le statut de la classe moyenne noire (proportionnellement moins nombreuse, avec moins de sécurité d'emploi et moins bien payée que la classe moyenne blanche). A l'autre extrémité, les conditions de vie d'un très grand nombre de Noirs se sont gravement détériorées à cause du chômage et de l'automatisation. Ce sont les travailleurs noirs qui sont le plus touchés par l'automatisation. Dans l'ensemble, si l'on compare ce qu'a gagné la minorité des Noirs qui ont le mieux réussi et l'augmentation de la pauvreté chronique et des privations dont souffre la majorité des Noirs, le bilan est bien négatif.

Quand ils étudient les tendances actuelles à la lumière du passé, les socialistes révolutionnaires concluent que l'oppression raciale peut être abolie aux Etats-Unis seulement si on liquide le système en vigueur, celui du capitalisme, fondé sur le profit, et qu'on le remplace par un système basé sur une production répondant aux besoins. Ceux qui critiquent cette position répondent que l'histoire montre des exemples de pays capitalistes où le racisme n'est pas très présent. Ils en concluent que le racisme n'est pas une composante indispensable de toutes les sociétés capitalistes et, donc, que le capitalisme américain peut être débarrassé de cette caractéristique sans qu'il soit

nécessaire de se débarrasser du capitalisme.

Cette conception est trompeuse, car elle ne se base que sur des généralités. La conclusion du SWP se fonde sur une analyse concrète de la nature et des contradictions de la structure capitaliste spécifique aux Etats-Unis. L'histoire de ce pays est différente de celle d'autres pays capitalistes. Elle a amené le développement de relations économiques et politiques spécifiques, d'où sont issus des intérêts, des besoins et des institutions qui continuent à prospérer. Ce capitalisme particulier, le capitalisme américain, sera peut-être forcé de modifier certains aspects de son système racial. Mais la classe dirigeante ne l'abolira jamais volontairement, car elle a trop intérêt à ce qu'il perdure : elle sait que les tentatives de l'extirper dans le Sud susciteraient une révolution politique régionale qui tendrait à se transformer en révolution sociale.

Le capitalisme américain n'est pas simplement entaché de racisme. Ses racines mêmes sont inextricablement mêlées à l'oppression raciale, et il sait que si l'on éradique cette dernière, on met en danger tout le reste. Bien sûr, la ségrégation gêne vraiment la classe dirigeante américaine dans ses relations internationales et dans ses manœuvres diplomatiques. Mais elle préfère continuer à éprouver cette gêne plutôt que de courir le risque des conséquences d'un effort véritable pour se débarrasser de ce qui cause cette gêne.

Rien n'indique actuellement que les capitalistes ou leur gouvernement aient l'intention d'éradiquer l'oppression raciale dans les années ou décennies qui viennent. Même leurs porte-parole qui déplorent la situation ne croient pas qu'elle sera liquidée au cours de notre siècle. Leur véritable perspective n'est pas d'abolir le racisme, mais de le modifier, de le réformer, de le débarrasser de certains de ses traits secondaires, d'abroger les lois qui le rendent obligatoire – et de le faire si lentement que le processus s'étendra sur plusieurs générations, ce qui le rendra acceptable pour les suprémacistes blancs du Sud.

Tout au plus, l'objectif des capitalistes est d'établir sur tout le pays des relations entre les races ressemblant à ce qui existe dans le Nord – où la ségrégation formelle n'est pas punie ou est même interdite par la loi, mais où, en pratique, existent la

ségrégation la plus flagrante et l'inégalité. Ils espèrent que ce processus de réforme graduelle leur permettra de proclamer que la démocratie américaine améliore la relation entre les races dans le pays, qu'il empêchera des explosions sociales dans le Sud qui pourraient s'étendre vers le Nord et qu'il contiendra le mécontentement et la révolte des Noirs dans le pays.

Ils sont également prêts à accorder à une toute petite couche de la classe moyenne noire quelques positions et quelques avantages supplémentaires dans l'espoir que cela refrénera l'impatience de tous les Noirs. Là où ils ne peuvent pas acheter leurs adversaires, ils font usage du harcèlement, de l'intimidation et de la persécution pour réprimer et briser les groupes noirs qui refusent de se soumettre à la structure de pouvoir du capitalisme. La meilleure perspective d'avenir que le capitalisme américain réserve à la masse des Noirs n'est pas l'égalité au cours de notre génération ni de la suivante, mais la promesse que l'inégalité formelle peut disparaître dans un futur plus ou moins éloigné.

VI. LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LUTTE DES NOIRS

On a démontré historiquement que, plus la direction du mouvement ouvrier organisé est radicale et démocratique, plus elle cherche à effacer les barrières raciales et à intégrer les travailleurs noirs dans les syndicats, afin de se solidariser avec les Noirs en tant que minorité opprimée et promouvoir une alliance de combat entre le mouvement ouvrier et les Noirs contre leurs ennemis communs.

Le contraire est également vrai. Quand des bureaucrates, conservateurs ou tenant un langage libéral, dominant le mouvement ouvrier, leur préoccupation principale, c'est la préservation et l'extension de leurs propres privilèges et de leur propre pouvoir. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour éviter de combattre les capitalistes sur toutes les questions ; ils subordonnent et trahissent les intérêts de la base du syndicat, des travailleurs inorganisés et de tous les groupes opprimés ; et ils sont indifférents ou hostiles à la lutte des Noirs pour l'égalité.

Le rôle du mouvement ouvrier constitue l'une des différences essentielles entre les années 1930 et les années 1960, et cela influe directement sur l'état d'esprit actuel et sur les activités dans la communauté noire.

Les jeunes d'aujourd'hui ont du mal à apprécier la façon dont la constitution du CIO (26) a profondément affecté les rapports entre les races. Cela a amené le premier bouleversement progressiste majeur et la première inversion de ces rapports. Jusqu'alors, la discrimination et la ségrégation s'étaient aggravées et endurcies dans tous les domaines, y compris dans les vieux syndicats de l'American Federation of Labor (AFL), qui avaient toujours tourné le dos aux Noirs. Ensuite, avec l'apparition du CIO, pour la première fois depuis des décennies, le travailleur noir a vu qu'une main puissante se tendait vers lui, l'invitant à entrer dans la maison du syndicat, ou du moins à gravir un étage. Malgré les expériences précédentes avec les Blancs, douloureuses et décourageantes, les travailleurs noirs se sont ralliés magnifiquement aux nouveaux syndicats d'industrie et ils ont joué un rôle clé en détruisant le système de l'*open shop* (27) dans les industries de base. Aucun autre groupe ne s'est montré aussi loyal ni aussi dévoué.

Ce n'était pas parce que le CIO, même dans ses meilleurs jours, remplissait toutes ses obligations envers les Noirs. Mais, contrairement à n'importe quelle autre organisation importante, il accueillait les Noirs. Cela promettait une possible inversion dans les relations de plus en plus défavorables entre les races dans le pays. Bien que les Noirs n'aient jamais gagné l'égalité complète dans les syndicats, grâce à leur propre activité et avec l'aide du CIO, ils ont pu conquérir un point d'appui solide dans les syndicats et dans l'industrie, à partir duquel ils ont pu faire pression pour avancer vers de nouvelles conquêtes. Avant que la stagnation du mouvement

(26) Le CIO (*Committee for Industrial Organization*) avait scissionné de l'AFL en 1935. Ses promoteurs entendaient construire des syndicats d'industrie, alors que l'AFL organisait les salariés en syndicats de métier.

(27) *Open shop* : entreprise dans laquelle les syndicats ne peuvent exercer aucun contrôle sur le recrutement (par opposition au *closed shop*, où le syndicat a le monopole de l'embauche).

ouvrier ne s'installe à la fin des années 1940, le nombre de Noirs à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé avait atteint son imposant niveau actuel (1,5 million). Tout aussi important : le CIO, par son existence même, a servi de bouclier derrière lequel la communauté noire tout entière a pu consolider ses forces, formuler des revendications nouvelles et plus indépendantes, et jeter les bases des luttes d'aujourd'hui et de demain.

Beaucoup de choses ont changé dans ce dernier quart de siècle. Avec l'aide du gouvernement et des employeurs, les bureaucrates syndicaux ont domestiqué la plupart des syndicats et décimé ou détruit l'influence radicale dans les syndicats. Les groupes de militants oppositionnels, qui étaient les alliés les plus proches des Noirs à l'intérieur des syndicats, sont désormais absents ou impuissants. Le mouvement ouvrier est sur la défensive depuis des années. Les bureaucrates à la mentalité capitaliste sont guidés par la collaboration de classe, pas par la lutte de classe. En pratique, cela signifie ne pas se battre contre les employeurs, mais rechercher des accords avec eux – parfois pour préserver les conditions de travail des travailleurs les plus âgés, les plus privilégiés, ceux qui ont la plus grande ancienneté, et toujours au détriment des travailleurs les plus faibles et les plus exploités, dont les Noirs et les autres minorités constituent une large part.

Les bureaucrates ont promis d'éliminer le racisme quand l'AFL et le CIO ont fusionné en 1955. Mais, comme avec toute autre tâche progressiste, ils se sont contentés d'en parler. Ils ont même reproché aux syndiqués de base, plutôt qu'à eux-mêmes, de ne pas l'avoir réalisée. Ils ne peuvent tout simplement pas comprendre pourquoi les Noirs exigent plus du mouvement ouvrier qu'ils ne le faisaient quand ils ont adhéré pour la première fois dans les années 1930. Certains bureaucrates syndicaux affichent des préjugés raciaux, et tous, comme leurs amis libéraux, se rendent coupables de paternalisme. Quand les Meany et les Reuther demandent aux Noirs de se calmer et d'attendre, et que cela ne marche pas, ils répondent à leur exigence d'égalité avec une hostilité déclarée ou des engagements de pure forme. Le seul intérêt qu'ils portent aux Noirs, c'est de

collecter leurs cotisations et de les maintenir sous la coupe du Parti démocrate.

A l'intérieur des syndicats, certains adhérents noirs sont découragés ou démoralisés et ils ont abandonné la lutte contre la bureaucratie, comme l'ont fait certains militants blancs. Les Noirs à l'extérieur des syndicats confondent la bureaucratie avec le mouvement ouvrier en tant que tel. Ils ne parviennent pas à reconnaître que des millions de travailleurs blancs ont également des raisons de haïr les bureaucrates et qu'ils saisiront la première occasion qu'ils trouveront pour débarrasser tous les travailleurs, qu'ils soient noirs ou blancs, de la tutelle des bureaucrates.

Certains nationalistes noirs sont enclins à déclarer que les syndicats sont « morts » et ils les rayent d'un trait de plume. Ils négligent le fait qu'à première vue le mouvement ouvrier apparaissait encore plus mort à la fin des années 1920 et au début des années 1930, peu de temps avant le déferlement du syndicalisme d'industrie. Manifestement, il existe aussi une tendance à opposer l'organisation noire indépendante et une alliance entre les Noirs et le mouvement ouvrier, comme si ces deux solutions étaient contradictoires, voire même à rejeter la volonté et la possibilité d'une alliance entre les militants noirs et le mouvement ouvrier. La mobilisation et la fusion des forces nécessaires pour éliminer le racisme sont considérablement compliquées par ces sentiments et ces idées, dont la bureaucratie syndicale doit être tenue pour responsable au premier chef.

Toutefois, les conséquences de la défaillance de la direction syndicale n'ont pas été entièrement négatives. La prise de conscience qu'on ne peut pas compter sur la bureaucratie syndicale pour défendre les travailleurs noirs ou le peuple noir a renforcé la volonté des travailleurs noirs de chercher leurs propres méthodes pour se défendre et progresser à l'intérieur du mouvement ouvrier. C'est ce qui se reflète dans la constitution du « Negro American Labor Council » (Conseil ouvrier américain noir – NALC) et dans les centaines de regroupements et de clubs noirs, formels ou informels, à l'intérieur des syndicats locaux. En dehors du mouvement syndical, cela a constitué un facteur important pour stimuler le sentiment et l'activité nationalistes, et renforcer en général le

sentiment d'indépendance et la tendance à l'action et à la lutte indépendantes.

Contrairement au capital, la classe ouvrière a été et reste capable de jouer différents rôles en liaison avec la lutte des Noirs, en fonction des forces qui sont à la tête des syndicats. Les socialistes révolutionnaires reconnaissent que le mouvement ouvrier aux mains de sa bureaucratie conservatrice à l'esprit capitaliste s'éloigne de plus en plus de la base et se dérobe honteusement à ses responsabilités envers le peuple noir.

Mais les syndicats n'appartiennent pas aux bureaucrates, qui ont usurpé le pouvoir qu'ils détiennent et qui trahissent les adhérents qu'ils sont censés représenter. Comme cela s'est passé après les années 1920, nous espérons bien que le mouvement syndical se transformera et se radicalisera de nouveau, et à un niveau plus élevé que dans les années 1930, sous l'effet des crises et des contradictions du capitalisme sur la classe ouvrière et comme produit de la faillite des méthodes non radicales pour résoudre les problèmes de l'automation, du chômage, de l'accélération des cadences, de l'inflation, de la précarité et du danger de guerre.

La prochaine radicalisation du mouvement ouvrier s'accompagnera et s'accomplira par la création d'une aile gauche dans les syndicats. Ce ne peut pas être n'importe quelle formation vaguement « progressiste », principalement intéressée par la conquête de positions syndicales, mais un groupe qui se distinguera par une politique fondée sur la lutte de classe, s'orientant vers la construction d'un Labor Party (parti ouvrier) indépendant et apportant son soutien actif à la lutte des Noirs à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats. Les militants noirs apporteront leur contribution à ce grand changement, à la fois en constituant leurs propres groupes dans les syndicats, en aidant une aile gauche à se constituer, à en faire partie, ou en se liant étroitement à elle. S'abstenir sur l'une ou l'autre de ces tâches reviendrait à assurer la continuité de la domination de la bureaucratie syndicale, aux dépens des conditions de vie et des droits des 1,5 million de syndiqués noirs, des 6,5 millions de travailleurs noirs qui veulent se syndiquer et de la population noire tout entière.

VII. L'ACTION POLITIQUE INDÉPENDANTE

La lutte des Noirs est avant tout une lutte politique – c'est-à-dire que sa solution nécessite l'action politique. La prochaine alliance entre les Noirs et le mouvement ouvrier s'opérera dans un grand nombre de domaines et sous de nombreuses formes, mais, avant tout, ce sera une alliance politique. Et c'est pourtant précisément dans le domaine de la politique que, jusqu'à présent, pratiquement toutes les tendances du mouvement noir sont les plus faibles et *les moins indépendantes*, tant en théorie qu'en pratique.

Certains courants ignorent la politique, mais la politique ne les ignore pas. La conséquence de l'abstention politique, c'est de laisser le monopole du pouvoir politique entre les mains des partis capitalistes et des politiciens démagogues qui utilisent ce pouvoir contre les Noirs. D'autres reconnaissent l'importance de la politique et y participent – mais seulement dans les deux partis principaux, qui sont contre l'égalité des Noirs. Parmi les Noirs politiquement actifs, il y en a dont l'intérêt principal est de faire élire des Noirs. Mais ceux-là sont constamment frustrés parce que les Noirs démocrates ou républicains qu'ils contribuent à faire élire se révèlent habituellement être les prisonniers et les défenseurs des appareils politiques capitalistes corrompus, au lieu d'être les porte-parole conséquents des Noirs.

La plupart des courants actuels reflètent, à un degré ou à un autre, la volonté des masses noires de déterminer leur propre destin, d'avoir leurs propres organisations, leurs propres dirigeants, leurs stratégies, leurs tactiques et leurs programmes propres. Mais peu, parmi ces courants, ont exprimé un état d'esprit indépendant similaire dans le domaine essentiel de la politique, en rompant avec les partis de leurs oppresseurs et en s'organisant pour remettre en cause leur monopole politique. Cependant, cette rupture et cette remise en cause sont implicites dans tout ce qui s'est passé jusqu'à présent. Il est contradictoire et contre-productif de parler de « *liberté maintenant* » si l'on accepte le droit des suprémacistes et des gradualistes blancs d'exercer conjointement le pouvoir dans ce pays.

L'idée d'un parti noir, un parti des droits civiques ou un parti de l'égalité des droits, n'est pas une idée nouvelle. Le député Adam Clayton Powell (28) en a parlé de temps à autre au cours de ces dernières années. *Liberator*, le magazine du Liberation Committee for Africa (Comité de libération pour l'Afrique), a écrit sur la nécessité d'un « parti politique afro-américain » au cours de la campagne électorale de 1962. Plus récemment, Elijah Muhammad, dirigeant des Black Muslims, s'est prononcé pour que les Noirs présentent et élisent leurs propres candidats aux élections, parce qu'« il n'y aura pas de liberté véritable pour le soi-disant Noir en Amérique tant qu'il n'élira pas ses propres dirigeants politiques et ses propres candidats ». William Worthy (29) s'est prononcé pour une orientation politique similaire.

Les bases d'un tel parti existent déjà. Des millions de Noirs sont concentrés dans les grandes villes du pays, au Nord et au Sud. Unis dans leur propre parti, ils se situent géographiquement de telle manière qu'ils pourraient remporter les élections pour le Congrès dans des dizaines de circonscriptions électorales. Ils pourraient envoyer à Washington un bloc de Noirs plus important que lors de la Reconstruction (30) et faire élire un nombre appréciable d'élus au niveau des Etats et des grandes villes : pour la première fois, ils ne seraient redevables qu'à la communauté noire et à personne d'autre. Tant au plan national qu'au plan local, ces élus pourraient détenir la clé de l'équilibre du pouvoir législatif et être en position d'obliger les partis dominants à concéder des reculs plus importants. Plus fondamentalement, avec leur propre parti, les Noirs pourraient prendre la tête de la remise en cause et du changement de la structure tout entière du pouvoir.

Les implications immenses d'une telle politique noire indépendante illustrent de façon très vivante la justesse de l'analyse révolutionnaire-socialiste selon laquelle la lutte indépendante des Noirs tend à stimuler, aiguillonner et bouleverser les forces principales dans le pays.

La création d'un parti noir présentant ses propres candidats bouleverserait toute la structure politique jusque dans ses fondements. Cela ouvrirait une crise dans le Parti démocrate. Sans la majorité des électeurs noirs qu'il recueille à présent, il ne

pourrait jamais espérer détenir le pouvoir national. Il ne pourrait que décliner. Le mouvement ouvrier organisé serait également confronté à un horrible dilemme. Sa coalition avec les démocrates se justifie au motif que ceux-ci peuvent « gagner ». Mais s'il devenait évident qu'ils ne peuvent pas gagner, les syndicats seraient obligés de reconsidérer toute leur orientation politique. Les partisans de la rupture avec les anciens partis bénéficieraient d'une audience accrue parmi la base. Et donc, la création d'un parti noir profiterait non seulement aux Noirs, mais aussi à leurs alliés actuels et potentiels.

Le Socialist Workers Party soutient que le racisme, comme le chômage, l'exploitation et la guerre ne peuvent être abolis dans ce pays que par l'action politique indépendante, avec pour objectif de prendre le contrôle du gouvernement en le retirant des mains des capitalistes et de leurs partis. Pour faire un pas dans cette direction, nous menons campagne depuis longtemps pour que les syndicats rompent avec le Parti démocrate et constituent un Labor Party indépendant, qui chercherait à unir politiquement les travailleurs, les paysans et les Noirs, et à faire élire leurs représentants dans des organes de pouvoir. De plus, et pour la même raison, nous avons soutenu l'investiture des représentants de la communauté noire à chaque fois qu'ils se sont présentés à des élections indépendamment des vieux partis ou en opposition à ces partis, même quand ils n'étaient pas socialistes.

(28) Adam Clayton Powell (1908-1972), député démocrate, élu à la Chambre des représentants en 1945 comme représentant du quartier de Harlem, à New York. Il est le premier Afro-Américain à devenir un membre influent du Congrès.

(29) William Worthy (1921-2014), journaliste et militant américain. Il a notamment travaillé pour le *Baltimore Afro-American*, et a participé au mouvement des droits civiques.

(30) La Reconstruction (ou « *Reconstruction Era* » – époque de la reconstruction) : période au lendemain de la guerre de Sécession, entre 1863 et 1877, où les Noirs ont pu être élus au niveau des Etats et du Congrès (633 élus dans les assemblées des Etats, 15 représentants et 2 sénateurs). En effet, de 1865 à 1877, elle vit la fin du régime esclavagiste de la Confédération, le retour des Etats du Sud dans l'Union et l'échec de l'intégration des affranchis afro-américains dans les anciens Etats du Sud. Dès 1876, les lois *Jim Crow* ont mis un terme à cette courte période.

En élargissant cette politique à la lumière des développements actuels, nous déclarons publiquement que nous sommes prêts à soutenir et à collaborer avec tout parti noir ou tout parti pour la « *liberté maintenant* » qui présente ses propres candidats en opposition aux partis capitalistes et qui cherche à faire élire des représentants dont l’allégeance première sera envers la communauté noire. Notre soutien pour un tel parti n’est en rien contradictoire avec nos propres campagnes politiques socialistes indépendantes ou avec l’idée d’un Labor Party que nous défendons en permanence. Au contraire, nous estimons qu’un parti noir, un parti socialiste et un Labor Party auraient beaucoup de points communs dès le début, qu’ils agiraient ensemble dans des buts communs et tendraient, au cours de l’action commune, à établir des liens organisationnels étroits, voire même à fusionner en un seul parti ou en un parti fédéré. Les socialistes révolutionnaires n’attachent aucune importance au fait que le capitalisme et le racisme soient abolis par un seul parti ou par une combinaison de partis, il suffit qu’ils soient abolis.

VIII. LA STRATÉGIE DE LA LUTTE DES NOIRS

Dans de précédentes résolutions de conventions, le SWP a prévu que le mouvement noir allait précéder et dépasser les mouvements ouvrier et anticapitaliste. Cette prévision était basée sur le fait que si la communauté noire est majoritairement prolétarienne, les Noirs sont, plus qu’un autre secteur de la classe ouvrière, plus durement exploités, et le mouvement noir est plus qu’une simple partie du mouvement de la classe ouvrière en général.

Parce que les Noirs sont une minorité opprimée, leur histoire est différente, leur place dans la société est spéciale, leur niveau de conscience est aussi bien influencé par des facteurs raciaux, nationaux et internationaux que par des facteurs de classe, et ils ont développé leurs propres normes, leurs propres méthodes d’action et leurs propres formes de lutte. S’ils sont numériquement une minorité, ils forment une minorité compacte, et sont liés entre eux par la ségrégation capitaliste dans le ghetto et par un ressentiment commun

contre l’injustice ; ils jouent souvent un rôle disproportionné par rapport à leur nombre, un rôle d’avant-garde. Cette prévision a été confirmée de façon frappante par les événements récents, qui ont vu les Noirs se porter en avant alors que le mouvement ouvrier est resté sans bouger et en retrait.

Les résolutions précédentes du SWP ont également analysé les facteurs spécifiques tendant à radicaliser le mouvement noir. La lutte des Noirs, c’est la lutte d’une minorité opprimée pour les droits démocratiques, pour l’égalité. Mais parce que la classe capitaliste américaine n’accordera pas l’égalité, cette lutte tend à fusionner avec la lutte plus vaste pour l’abolition du capitalisme, pour le socialisme. Sous le drapeau des droits démocratiques, les Noirs apprennent à rejeter les mythes du capitalisme démocratique américain, et, à travers leurs propres expériences des combats pour la démocratie, ils parviennent à des conclusions profondément radicales, fréquemment en avance sur les autres sections des forces potentiellement anticapitalistes. Cette analyse a aussi été vérifiée et validée par les développements récents qui ont fait que le mouvement noir s’est radicalisé, rejetant le gradualisme et allant au-delà du libéralisme, qui est toujours l’idéologie dominante du mouvement ouvrier.

Ces disparités entre l’activité grandissante, la radicalisation des Noirs, et la relative inaction et le conservatisme du mouvement ouvrier ont à ce stade soulevé un certain nombre de problèmes compliqués. De plus, ces disparités ont amené des questionnements, voire un rejet dans certains cercles nationalistes, à propos d’un troisième aspect de l’analyse traditionnelle que fait le SWP de la lutte des Noirs, exprimé dans la conception suivante : si le mouvement ouvrier et le mouvement noir marchent en suivant leur propre cheminement, ils marchent vers une destination commune, et la libération de l’oppression pour les Noirs et de l’exploitation pour les travailleurs ne peut s’accomplir qu’avec la victoire de leur lutte commune contre le capitalisme.

Nos différences avec ces nationalistes ne concernent pas les faits. Nous sommes d’accord pour dire qu’un fossé est apparu entre le mouvement noir et le mouvement ouvrier, et que les relations actuelles entre

ces mouvements se sont refroidies ou tendues. Nous ne sommes pas d'accord sur le sens de ces faits, leur signification pour l'avenir et sur ce qu'il faut faire à ce sujet. Puisque les relations entre ces deux mouvements sont la clé de l'avenir de ce pays et de celui du monde à travers lui, elles méritent l'évaluation la plus réfléchie et une étude approfondie. Le fait que le rythme de développement des deux mouvements soit inégal n'est ni une nouveauté ni réellement surprenant. Dès lors que leurs origines et leurs histoires sont différentes, ces mouvements ont rarement marché de concert. En ce moment, ce n'est pas le mouvement noir qui est déphasé ou à la traîne, mais le mouvement ouvrier organisé. Les complications surviennent, non pas parce que la radicalisation noire est prématurée ou injustifiée, mais parce que la radicalisation ouvrière a été retardée et qu'elle se fait attendre depuis longtemps.

Devant cette disparité de développement entre les deux mouvements et les frictions que cela génère, les libéraux ne poussent pas les dirigeants ouvriers à presser le pas, à aller de l'avant et à initier un cours nouveau. Ils disent aux Noirs de ralentir et d'attendre. Les dirigeants syndicaux et les gradualistes noirs prodiguent le même conseil. Et même certains radicaux et ex-radicaux font en effet la même chose quand ils exagèrent les dangers pour les Noirs « d'avancer seuls ».

Mais le mouvement noir n'attendra pas ; il ne doit pas attendre et il doit pousser en avant pour étendre son action indépendante. Faire quoi que ce soit d'autre serait faire reculer la cause noire pour de nombreuses années. Nous disons cela sans modifier d'aucune manière notre idée fondamentale que les Noirs ne peuvent pas gagner leur objectif d'égalité dans ce pays sans une alliance avec la classe ouvrière.

Bien que l'indépendance et la radicalisation noires puissent ne pas produire une action commune de grande envergure avec le mouvement ouvrier organisé dans les circonstances actuelles, cela va en fin de compte accélérer l'action commune. Dans les précédentes résolutions du SWP, nous avons expliqué que parce que les Noirs sont doublement exploités, leurs luttes ont des effets exceptionnels sur la vie politique et sociale de ce pays. Leur combat pour de simples droits démocratiques tend à renver-

ser le statu quo. Leurs revendications spécifiques introduisent des éléments de perturbation dans la conscience de la classe ouvrière tout entière, dérangeant les relations entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur action indépendante sert à aiguillonner, stimuler, éveiller, enthousiasmer, inspirer, diviser, unir et mettre en mouvement d'autres forces plus importantes.

Évalué correctement, le cours indépendant du mouvement noir, y compris dans ses aspects nationalistes, ne signifie pas le rejet permanent et justifié d'une alliance entre le mouvement noir et le mouvement ouvrier. Ce que refusent les militants noirs, c'est une alliance fondée sur la subordination ou le gradualisme, où les Noirs ne sont que des seconds couteaux, fournissant la main-d'œuvre, mais n'ayant pas vraiment leur mot à dire sur l'orientation et le rythme suivis par l'équipe. Ce qu'ils veulent, c'est une alliance qui inclura la « *liberté maintenant* » comme l'une de ses revendications principales et dans laquelle les Noirs auront un droit d'expression égal pour définir la politique.

Il n'y a pas d'incompatibilité, en logique ou en pratique, entre l'organisation ou la réorganisation du mouvement noir sur une ligne indépendante et la réalisation d'alliances avec d'autres secteurs de la population. Un grand nombre de Noirs considèrent la réalisation de la première tâche comme la condition indispensable pour réaliser la seconde. Ils estiment – avec raison, selon nous – qu'ils doivent d'abord unir, former et orienter leur propre mouvement. C'est ensuite seulement qu'ils seront en mesure de susciter une alliance à égalité, où ils pourront raisonnablement avoir la certitude que leurs revendications et leurs besoins ne seront ni négligés ni trahis par leurs alliés. Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas commencer à tisser des liens avec les éléments les plus progressistes du mouvement ouvrier dès maintenant. Mais ils estiment que si un conflit temporaire survient entre ces deux tâches, la priorité devrait être donnée à la nécessité impérieuse de créer un mouvement noir indépendant.

On peut s'attendre à ce que la stratégie de la lutte des Noirs dans la prochaine période, si notre analyse du passé et du présent est correcte, suive le cours de l'unification, de la division et de l'unification.

Numériquement, les Noirs représentent aujourd’hui environ un neuvième de la population (un cinquième au moment de la révolution américaine, un septième au moment de la guerre civile). Pour certains, c’est la raison ou le prétexte justifiant le sentiment que les Noirs ne peuvent pas faire grand-chose en attendant que la majorité blanche change ses attitudes raciales ; les Noirs peuvent seulement suivre, ils ne peuvent pas diriger. C’est simplement une autre façon de dire que les Noirs doivent attendre.

Les socialistes révolutionnaires rejettent fermement cette manière de voir. Notre analyse a démontré que les Noirs ont un rôle d’avant-garde à jouer, que leur lutte indépendante mettra en mouvement d’autres courants et qu’attendre serait la pire chose qu’ils puissent faire. C’est l’une des différences les plus révélatrices entre une conception révolutionnaire et une conception libérale, quelle que soit la manière avec laquelle cette dernière se présente. Le fait d’être une minorité ne constitue pas une raison pour attendre, mais c’est une raison pour développer une action et un programme qui prennent en compte cette réalité et pour trouver les moyens de la dépasser.

Au cours de l’histoire américaine, les militants noirs ont toujours compris que leur progrès dépendait de leur propre volonté et de leur propre capacité à lutter. La tactique de la lutte d’aujourd’hui dans ce pays est nécessairement différente de celle appliquée dans des pays comme l’Afrique du Sud, l’Angola ou le Kenya, où les Noirs constituent la grande majorité et où la simple loi de la majorité peut signifier la fin de l’oppression raciale. Mais ici, comme en Afrique, la libération des Noirs nécessite que les Noirs s’organisent eux-mêmes indépendamment, qu’ils contrôlent leur propre lutte et qu’ils ne permettent pas que cette lutte soit subordonnée à d’autres considérations et à d’autres intérêts.

Cela signifie que les Noirs doivent réaliser l’unité maximale de leurs propres forces, unité organisationnelle – dans un mouvement fort et discipliné à l’échelle nationale ou dans un congrès d’organisations – et unité idéologique, fondée sur le renversement, la dénonciation et l’isolement du gradualisme et des autres tendances émanant de leurs oppresseurs

blancs. Cette phase du processus est en train de commencer maintenant.

Après avoir unifié ses propres forces, le mouvement noir indépendant va probablement ensuite entreprendre les tâches de division et d’alliance. Il va chercher le moyen de scinder la majorité blanche afin que le désavantage pour les Noirs d’être une minorité numérique puisse être compensé par la division et le conflit dans le camp opposé. C’est arrivé auparavant à des moments essentiels de l’histoire américaine. Quand les Blancs se sont divisés entre révolutionnaires et Tories (31) pendant la révolution américaine, les Noirs se sont ralliés aux premiers et ils ont pu conquérir l’émancipation dans un grand nombre d’Etats du Nord. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, les luttes indépendantes des Noirs – insurrections d’esclaves, évasions en masse à travers le « Chemin de fer souterrain » (32), sabotages, etc. – ont contribué à élargir la brèche entre le Nord et le Sud, et préparé la voie à la guerre civile. Au cours de la guerre civile elle-même, les Noirs ont jeté toutes leurs forces du côté du Nord, forçant le Nord à accepter une politique d’émancipation et permettant l’équilibre des forces au niveau militaire. Au cours des années 1930, quand une division parmi les Blancs est survenue selon des lignes de classe classiques, les Noirs ont enfoncé un coin en accordant leur soutien massif au CIO, contribuant à battre en brèche l’*open-shop* et à effectuer leur propre entrée dans le mouvement ouvrier.

Dans chacun de ces cas, le processus de division sociale s’est accompagné ou a conduit à un processus d’alliance sociale et politique dans l’action. C’est aussi comme cela que nous voyons l’avenir. Les Noirs, unis à travers leur lutte indépendante, contribueront à diviser la population blanche – entre ceux qui profitent le plus du racisme et ceux dont les intérêts sont vraiment lésés par le racisme. Dans le processus de cette lutte, les Noirs vont rechercher et trouver des alliances. La principale alliance va être avec une classe ouvrière

(31) Le surnom de *Tories* donné aux colons « loyalistes » restés fidèles à la couronne britannique pendant la révolution américaine.

(32) Réseau de chemin de fer clandestin très efficace qui a permis de faire évader des milliers d’esclaves, avec la complicité d’anti-esclavagistes répartis sur tout le territoire des Etats-Unis et jusqu’au Canada.

révoltée, et plus particulièrement avec ses forces les plus anticapitalistes.

L'alliance générale entre le mouvement ouvrier et les combattants noirs pour la libération peut être préparée et précédée en scellant une unité agissante solide entre l'avant-garde de la lutte des Noirs et l'avant-garde socialiste de la classe ouvrière représentée par le Socialist Workers Party. C'est la tâche première du SWP dans la période actuelle du mouvement de « *La liberté maintenant* ».

X. LE RÔLE ET LES TÂCHES DU SOCIALIST WORKERS PARTY

Le rôle du Socialist Workers Party est de rassembler et de fournir un programme aux forces qui vont diriger la révolution américaine à venir pour abolir le capitalisme et le racisme. Cette fonction est indispensable parce que le capitalisme américain est très puissant et que le racisme y est profondément enraciné. Si le SWP n'existait pas, il faudrait constituer une autre organisation pour remplir cette fonction, qu'aucun autre parti politique existant, grand ou petit, n'aspire actuellement à remplir.

Le SWP agit dans un domaine plus large que la lutte des Noirs, au sens strict du terme. Pour les militants noirs, préoccupés d'abord et avant tout par la lutte des Noirs, cela peut apparaître comme un inconvénient ou un handicap. Il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre.

Le SWP est d'accord pour dire que la première tâche des Noirs est de s'organiser eux-mêmes indépendamment. Mais le mouvement noir n'existe pas et ne peut pas exister de façon isolée par rapport aux autres forces et aux autres conflits à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La perspective et les préoccupations plus larges du SWP par rapport à la totalité de la lutte sociale constituent un atout inestimable. Son activité révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et dans d'autres mouvements de masse est un moyen de recruter des alliés et de neutraliser les ennemis potentiels du mouvement noir, tant à son stade de formation actuel qu'à un stade ultérieur, et c'est un moyen de relier la lutte des classes à la lutte des Noirs, de façon à renforcer ces deux luttes.

Le SWP veut doter les révolutionnaires blancs et noirs du meilleur outil scientifique qui ait été conçu à ce jour pour changer la société : le marxisme. Forgé à partir des enseignements tirés des expériences américaines et étrangères, le marxisme s'enrichit constamment, se perfectionne, et il gagne en efficacité à travers l'expérience des luttes nouvelles. Il éclaire les causes du racisme et indique la méthode pour les éradiquer. Le SWP a depuis longtemps cherché à « américaniser » le marxisme (c'est-à-dire à l'appliquer aux conditions américaines pour moderniser et développer le marxisme lui-même). Pour y parvenir, le SWP doit maintenant aussi agir pour « afro-américaniser » le marxisme (c'est-à-dire l'appliquer aux conditions spécifiques de la lutte des Noirs et utiliser l'expérience de leur lutte pour concrétiser davantage et enrichir le marxisme).

Le SWP fonde sa réflexion et son action sur l'idée que la classe ouvrière ne peut pas parvenir à ses fins sans que les Noirs ne parviennent aux leurs. La révolution américaine pour une démocratie socialiste ne peut réussir que si elle est basée sur un partenariat égal et mutuellement acceptable entre la classe ouvrière et le peuple noir. C'est cette idée, exprimée et profondément enracinée dans le programme et la pratique du SWP, et plus que toutes les promesses et les assurances écrites ou verbales, qui permet objectivement de considérer que le SWP diffère des autres organisations, dont la plupart des adhérents sont des Blancs.

Son bilan sans tache dans la lutte des classes et dans la lutte des Noirs, dans les guerres ouvertes comme dans la guerre froide, son attitude sans compromission envers le capitalisme, toutes ses agences et toutes ses idées, donnent au SWP le droit de ne pas être considéré comme un simple parti parmi d'autres, ou même comme un simple parti radical parmi d'autres. Contrairement au Parti communiste, le SWP n'a jamais appelé les Noirs à subordonner, suspendre ou abandonner leur lutte au profit d'autres intérêts et d'autres causes, nationales ou internationales. Contrairement au Parti socialiste, le SWP n'a jamais demandé aux Noirs de soutenir aucun des partis politiques de leurs oppresseurs, et son opposition au gradualisme dans la lutte des Noirs correspond à son opposition à la même politique dans

tous les autres domaines. Contrairement au Socialist Labor Party, le SWP ne considère pas comme sans importance les luttes partielles et immédiates des Noirs, il ne se tient pas à l'écart de ces luttes et il ne s'en détourne pas, mais il les considère comme un lien nécessaire et encourageant pour les luttes plus fondamentales à venir, et il y prend sans réserve une part active. Qu'ils soient Blancs ou Noirs, ceux qui comprennent le besoin d'un parti socialiste révolutionnaire trouveront dans le SWP le parti authentique qu'ils recherchent.

Les tâches actuelles du SWP concernant la lutte des Noirs pour la libération sont les suivantes :

1. Mieux former tous les adhérents ; nous doter d'une compréhension plus approfondie et plus à l'écoute des sentiments, des aspirations et des besoins des Noirs ; acquérir une meilleure connaissance de leur histoire, de leurs tendances actuelles et de leurs organisations, des obstacles qu'ils rencontrent ; et surtout, nous imprégner du caractère révolutionnaire de leur lutte, le faire nôtre, de sorte que cela devienne et demeure un élément central de notre travail de tous les instants. De cette manière, nous pouvons nous vacciner contre le paternalisme et d'autres manifestations conscientes ou inconscientes des pressions racistes que la société capitaliste transmet à tout le monde, même au sein du parti révolutionnaire constitué pour en finir avec le capitalisme.

2. Fournir, à travers la direction du parti, une aide permanente, des conseils, la coordination, l'encouragement et le développement de notre activité dans la lutte des Noirs.

3. Accorder plus d'attention, plus d'énergie et de forces à la lutte des Noirs.

- a. Si nos adhérents blancs ne peuvent pas aspirer à la direction des organisations noires, ils peuvent y jouer un rôle auxiliaire important quand ils sont autorisés à y adhérer et ils peuvent aider nos adhérents noirs quand ils ne peuvent pas y adhérer. Leur participation directe dans la lutte est doublement importante dans les sections où nous avons peu ou pas d'adhérents noirs, parce que c'est un moyen de contacter et de recruter des adhérents noirs. Les adhérents blancs ont le devoir de lutter contre le racisme où qu'ils soient et ils peuvent largement pro-

mouvoir l'action du parti en remplissant cette tâche. Les adhérents blancs dans les syndicats ont pour tâche essentielle de combattre l'inégalité au travail et au moment de l'embauche, de soutenir les batailles pour que les Noirs soient représentés à tous les niveaux de la direction syndicale, en aidant à constituer une aile gauche engagée sans équivoque dans le soutien à la lutte des Noirs, en agissant pour que le mouvement ouvrier collabore avec les mouvements noirs existants et, partout où c'est possible, en persuadant les syndicats de prendre l'initiative d'une telle collaboration.

- b. Tout comme on attend de la plupart des ouvriers dans le parti qu'ils interviennent dans leurs syndicats et de la plupart des étudiants qu'ils interviennent dans les organisations de leur faculté, de la même manière, la plupart de nos adhérents noirs appartiendront à des organisations noires, qu'ils chercheront à construire sur une ligne militante. Ils interviennent pour unir la communauté noire autour d'un programme de « liberté maintenant ». Ils adhèrent et contribuent à promouvoir des activités électorales noires indépendantes. S'ils sont syndiqués, ils aident à constituer des groupes de Noirs et une large tendance gauche dans les syndicats, et, qu'ils soient syndiqués ou non, ils proposent la collaboration entre les mouvements ouvrier et noir, partout où c'est faisable. Les marxistes noirs ont des fonctions irremplaçables à remplir dans la lutte de leur peuple. Ils servent de voie de communication dans les deux sens entre les mouvements des masses noires et la lutte consciente pour une Amérique socialiste.

Dans la communauté noire, ils popularisent les idées et les propositions du socialisme révolutionnaire. A l'aide de la méthode marxiste, ils exercent leurs droits, en tant que Noirs, à contribuer à former l'idéologie de leur race, y compris son attitude par rapport à l'intégration et à la séparation.

Dans le SWP, ils se donnent les moyens d'assumer le rôle d'une direction révolutionnaire dans les mouvements de masse et veillent toujours à ce que le parti dans son ensemble comprenne et soit attentif aux problèmes de la lutte des Noirs.

4. Développer et renforcer les effectifs et l'encadrement des Noirs du parti dans les organisations noires et le mouvement des droits civiques en :

a. Recrutant des révolutionnaires noirs et en aidant à les former pour qu'ils deviennent des dirigeants dans le parti et dans les mouvements de masse.

b. Intégrant davantage nos adhérents noirs actuels aux postes de direction du parti à tous les niveaux.

c. Elargissant nos contacts parmi les Noirs radicaux inorganisés et en collaborant étroitement et fraternellement avec eux s'ils décident de former leurs propres groupes radicaux ou socialistes.

d. Recrutant des révolutionnaires blancs, en particulier des jeunes, comme les Freedom Riders (33) qui sont déjà engagés dans des luttes courageuses pour les droits civiques.

5. Développer, en collaboration avec d'autres militants noirs, une série de revendications et de propositions qui relieront les besoins de la lutte au stade actuel avec ses buts ultimes. Les propositions pour une

semaine de 34 heures payées au salaire de 40 heures et pour un parti de « *La liberté maintenant* » devraient figurer en bonne place dans un tel programme aujourd'hui.

6. Développer et améliorer le traitement de la lutte des Noirs dans la presse du parti et augmenter la diffusion de nos publications parmi les militants noirs.

Le sérieux avec lequel nous nous employons à ces tâches sera un test pour notre capacité en tant que parti révolutionnaire.

Juillet 1963

(33) *Freedom Riders* (voyageurs de la liberté) : groupes de jeunes — Blancs et Noirs en nombre égal — souvent originaires du Nord, qui menaient campagne pour les droits civiques dans le Sud. Ils se déplaçaient en bus — d'où leur surnom — afin de tester l'arrêt de la Cour suprême (*Boynton v. Virginia*) qui rendait illégale la ségrégation dans les transports.



DR

La grande marche sur Washington du 28 août 1963.

Alors que 40 années viennent de s'écouler depuis l'adoption de la Constitution de la République portugaise, écrite deux ans après le déclenchement de la révolution du 25 avril 1974, notre revue reprend un thème qu'elle a déjà traité à diverses reprises (voir en particulier les n^{os} 9 d'avril 1994 (1) et 86 de juin 2015 (2)).

Dans ces articles, nous avons caractérisé, de façon totalement claire, le fait qu'au Portugal, dans cette année 1974, une révolution prolétarienne avait commencé. D'ailleurs, nous avons été la seule force politique – au niveau international et au Portugal – à la caractériser comme telle. Et la Constitution d'avril 1976 est contradictoire : d'un côté, elle est le reflet de la lutte intense de la classe ouvrière et des populations qui se déroulait hors de l'Assemblée constituante (des usines aux hôpitaux, des campagnes aux villes, des écoles aux casernes) ; et de l'autre côté, elle reflète également les voies que la bourgeoisie cherchait à mettre en œuvre pour reconstruire l'appareil de son Etat démantelé par la révolution.

La Vérité

Portugal : 42 ans de révolution et de contre-révolution

DE LA RÉVOLUTION...

Il y a 42 ans, au Portugal, le 25 avril 1974, s'est déclenchée une révolution prolétarienne, la dernière révolution prolétarienne advenue en Europe.

Il y a 42 ans, le peuple est descendu dans la rue pour renverser le régime de Salazar – la plus vieille dictature d'Europe – une dictature qui, durant 48 ans, a réprimé les travailleurs et bâillonné le peuple, a envoyé des milliers de jeunes dans la guerre coloniale (3), a condamné des centaines de milliers de travailleurs à l'émigration (à la recherche de meilleures conditions de vie) ou à l'exil (pour fuir la répression et les tortures de la Pide) (4).

Il ne faut donc pas s'étonner que le peuple et les jeunes assoiffés de liberté, de paix, de pain et de démocratie aient profité de la brèche ouverte par le coup d'Etat des militaires pour descendre dans la rue et exiger ce qui leur avait été refusé jusque-là, pour exiger tout cela et plus encore – pour prendre entre leurs mains leur propre destin :

- en envahissant les locaux de la Pide et en arrêtant ses agents ;

- en libérant des prisons les prisonniers politiques et en y mettant à leur place les "Pides" et les grands capitalistes, ainsi que les banquiers saboteurs ;

- en écartant ("pour assainir") des services publics les "chefs" qui collaboraient avec la Pide ;

- en exigeant la fin de la guerre coloniale, l'indépendance des colonies et le retour de tous les militaires qui y avaient été envoyés ;

- en exigeant la fin de la censure et la liberté de la presse ;

(1) « Est-ce bien une révolution prolétarienne qui a commencé le 25 avril 1974 au Portugal ? », *La Vérité*, n° 9 (avril 1994), pages 117-123 (article de Pierre Roy).

(2) « Avril 1974 : une révolution prolétarienne a éclaté au Portugal », *La Vérité*, n° 86 (juin 2015) (article de Andreu Camps, avec une interview de Aires Rodrigues).

(3) Guerre coloniale contre les peuples africains d'Angola, de Guinée/Cap Vert et Mozambique.

(4) L'odieuse police politique de Salazar, qui a arrêté et torturé des milliers de travailleurs et de militants politiques.

- en expurgeant les entreprises et les banques des patrons et des cadres (en les expulsant) qui sabotaient l'économie en en transférant le contrôle de la gestion à des commissions de travailleurs (CT) élus en assemblées générales d'entreprise – véritables organes de double pouvoir ;

- en occupant les terres en friche (5) et en organisant la production et la distribution des biens agricoles au travers de coopératives agricoles élues par les travailleurs agricoles ;

- en occupant les immeubles et les maisons inoccupés et en créant des coopératives d'habitation ;

- en plaçant les organismes publics au service des citoyens ;

- en assurant l'accès universel et gratuit des jeunes et des adultes à l'enseignement et celui de la population à la santé publique ;

- en créant un régime universel de sécurité sociale, etc.

Il y a 42 ans, un peuple entier s'est mis en marche, a construit ses organes démocratiques de représentation et de pouvoir (CT), a mis sur pied les piliers embryonnaires d'une nouvelle société – une société socialiste.

... À LA CONTRE-RÉVOLUTION !

Le 25 novembre 1975, l'impérialisme américain (conjointement à la bureaucratie du Kremlin et la bourgeoisie portugaise) – avec la complicité des directions des partis traditionnels du mouvement ouvrier (PS et PCP) – pour entraver la révolution portugaise, a fomenté un coup d'Etat militaire contre-révolutionnaire, destiné à détruire les conquêtes obtenues et déloger le mouvement ouvrier des positions qu'il occupait.

Malgré la nature réactionnaire et le dessein des putschistes – qui était l'interdiction des syndicats et des partis politiques des travailleurs – la portée du coup a été limitée, produit du rapport de force entre les classes. Malgré le frein qu'avait constitué le 25 novembre 1975, la bourgeoisie et l'impérialisme ne sont pas parvenus à liquider les conquêtes et les formes d'organisation révolutionnaires de la classe, qui sont restées intactes. C'est dans ce contexte que l'Assemblée constituante (avec une majori-

té de députés du PS et PCP) a poursuivi le processus d'élaboration de la Constitution d'avril 1976, en consignant dans son texte lesdites conquêtes et les formes d'organisations révolutionnaires de la classe.

LE TEXTE CONSTITUTIONNEL...

Comme produit et reflet de la période révolutionnaire encore très présente, la Constitution de 1976 a recueilli et consacré, dans son texte, les libertés et garanties fondamentales, les droits économiques tels que la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie de la société (banques, assurances, eau, électricité, transport...), ainsi que son caractère irréversible ; les droits sociaux tels que le droit universel au logement, à la santé, à l'enseignement ; les droits du travail comme le droit de grève, l'interdiction des « lock-out », le droit de manifestation, de réunion et d'organisation des travailleurs dans des associations syndicales et commissions de travailleurs.

La Constitution, dans son texte de 1976, établissait la transformation du Portugal « *en une société sans classes* » et affirmait avoir « *pour objectif d'assurer la transition vers le socialisme* » à travers « *l'exercice démocratique du pouvoir par les classes travailleuses* ».

Le texte représentait, dans sa forme, un « affront » pour les partis de la bourgeoisie. C'est pourquoi, ceux-ci ont, de façon récurrente, présenté comme une de leur principale exigence politique la révision de la Constitution.

De 1976 à nos jours, la Constitution a subi toute une série de révisions constitutionnelles destinées à favoriser la privatisation des secteurs nationalisés (banque, assurances, électricité...) et la transposition « *dans le droit interne* » des « (...) *dispositions des traités qui régissent l'Union européenne* (...) », pour autant que cette suprématie du droit de l'Union européenne, par rapport à la Constitution portugaise en vigueur, ne se heurte pas aux « (...) *principes fondamentaux de l'Etat de droit démocratique* » (article 8, n° 4).

(5) Dans les grandes propriétés agricoles (« latifundias ») situées dans l'Alentejo (au sud du Portugal).

Au cours de ces 40 dernières années, la Constitution (malgré les sept révisions qu'elle a subies dans cette période pour « l'adapter » à « l'économie de marché » et à l'Union européenne) est restée pour la bourgeoisie portugaise une « entrave ».

Le « combat » politique au Parlement autour de la Constitution reflète de façon déformée les intérêts opposés sous-jacents à la lutte des classes. Les travailleurs et les populations s'accrochent aux droits, libertés et garanties qui y sont inscrits, pour s'en servir dans leur action de résistance et de mobilisation contre la bourgeoisie. De l'autre côté, les gouvernements successifs et les forces de la bourgeoisie et de l'impérialisme revendiquent l'annulation de droits, garanties et conquêtes sociales préservés dans la Constitution.

Nous sommes résolument pour la défense des droits, libertés, garanties et autres conquêtes constituant des points d'appui pour l'émancipation de la classe ouvrière. Mais nous ne confondons pas la défense de ces conquêtes avec la Constitution qui les consigne.

Mais si la Constitution de 1976 n'est pas la nôtre, il serait erroné de notre part de rester indifférents aux attaques portées par la bourgeoisie contre les conquêtes qui y sont consignées.

... ET LE RÔLE DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL !

La bourgeoisie portugaise n'a jamais abandonné son objectif de supprimer du texte constitutionnel les articles qui consacrent, même de façon déformée, les conquêtes de la révolution (les fonctions sociales de l'Etat et les droits du travail).

Ne pouvant atteindre cet objectif sans accord avec le PS (6), la coalition PSD-CDS, invoquant la « situation d'exception » associée à l'application du « Mémoire » de la « troïka », a utilisé la majorité absolue de députés dont elle disposait alors pour adopter *in absentia* et contre les principes constitutionnels un ensemble de lois fournissant une base légale à la poursuite de la destruction des conquêtes sociales.

Ils ont commencé par les attaques contre le droit du travail. Une partie substantielle de la législation du travail allait être abro-

gée. En remplacement, la loi sur les licenciements collectifs et la loi concernant la caducité des conventions collectives ont été aggravées. La rémunération des heures supplémentaires a été réduite de moitié. Les pensions et retraites ont subi des coupes brutales. La contribution fiscale des travailleurs (IRS) a été substantiellement alourdie, en même temps que celle du patronat (IRC) se trouvait réduite. Après avoir porté atteinte au régime des fonctionnaires publics, le gouvernement en a licencié des dizaines de milliers. Le processus de démantèlement du service national de santé, de la Sécurité sociale et de l'enseignement public a été engagé en asphyxiant financièrement ces secteurs par des coupes budgétaires. Le gouvernement a perdu le contrôle d'entreprises publiques stratégiques et il en a privatisé d'autres en les bradant à de grands groupes économiques nationaux et étrangers.

Les quatre années et demie de gouvernement de la majorité de droite (PSD-CDS) ont été marquées par une résistance et une mobilisation constante des travailleurs contre l'offensive déclenchée, le gouvernement se trouvant à plusieurs moments sur le point d'être renversé si les dirigeants du mouvement ouvrier l'avaient souhaité. Et c'est dans ce processus que des députés du PS, du PCP et du Bloc de gauche (BE) ont, à plusieurs reprises, saisi le Tribunal constitutionnel (TC) sur des mesures inconstitutionnelles prises par le gouvernement.

Certaines des décisions (« attendus ») du TC ont bloqué des attaques du gouvernement, comme ce fut le cas en 2012 concernant la suppression des primes de vacances et de Noël pour les fonctionnaires publics et les pensionnés, ou en 2013 quand le TC a déclaré inconstitutionnelle l'application forcée de ce qu'on a appelé la « contribution extraordinaire de solidarité (CES) » à tous les retraités et pensionnés percevant plus de 1 350 €.

Mais si le Tribunal constitutionnel a contribué de façon importante à la résistance des travailleurs contre les attaques portées à leur encontre, l'action déterminante

(6) Les révisions constitutionnelles exigent une majorité qualifiée des deux tiers des députés, raison pour laquelle sans accord du PS, le PSD et le CDS se trouvaient dans l'impossibilité de réaliser, à eux seuls, la révision de la Constitution.

et décisive qui a sapé la force du gouvernement PSD-CDS a été la mobilisation de la population et de la classe ouvrière.

Sans être indifférents aux conditions dans lesquelles notre classe développe sa lutte, nous ne sous-estimons pas les décisions prises par le TC. C'est pourquoi nous soutenons les décisions qu'il a prises en « plombant » certaines des lois et attaques contre la classe ouvrière.

Cette position n'a rien à voir et ne doit pas être confondue avec une quelconque défense du TC. Nous ne défendons pas le TC (7), qui de plus a adopté des positions hiératiques et contradictoires, laissant y compris passer des lois inconstitutionnelles au nom de « l'ajustement financier » imposé par la « troïka ».

Les décisions du TC ont été exploitées par les dirigeants du mouvement ouvrier pour faire croire aux travailleurs que le TC serait la seule force en mesure de faire face au gouvernement et au président de la République, Cavaco Silva (8).

Se déchargeant de leurs responsabilités, le PS et le PCP, secondés par le BE, ont attribué au TC le rôle qui aurait dû être le leur. Ils ont transféré sur le TC la responsabilité de contraindre le gouvernement à reculer par rapport aux coups contre les droits consignés dans la Constitution, cherchant par là à minimiser l'importance de la classe ouvrière en tant que force déterminante du combat pour la défense de ses conquêtes.

LES MOMENTS MARQUANTS DU COMBAT MENÉ CONTRE LA « TROÏKA » ET LE GOUVERNEMENT PSD-CDS

C'est la mobilisation de la population et de la classe ouvrière qui a constitué l'action déterminante et décisive pour renverser la force du gouvernement PSD-CDS.

La riposte à la succession et à l'aggravation croissante des attaques du gouvernement PSD-CDS a atteint sa première étape marquante au moment où le gouvernement a annoncé l'augmentation de la taxe sociale unique (TSU) (9).

Le gouvernement comptait imposer aux travailleurs l'augmentation de leur part contributive tout en proposant de réduire

celle des organismes patronaux, faisant financer les organismes patronaux par les travailleurs. Cette décision, ressentie comme une provocation par la population travailleuse, a servi de détonateur.

Le 15 septembre 2012, plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue pour exiger l'annulation de l'augmentation de la taxe sociale unique (TSU). La mesure a été retirée. Le gouvernement a subi une défaite fracassante. Les effets ne s'en sont pas fait attendre.

Après la défaite infligée par le peuple le 15 septembre 2012 (mettant fin à l'augmentation de la TSU), après le rejet, par le TC, de la coupe dans les traitements des fonctionnaires publics et après la grève massive, le 18 juin 2013, des enseignants contre leur licenciement, la coalition PSD-CDS s'est momentanément délitée. Durant une semaine, le gouvernement s'est éclipsé. Sa fragilité était telle qu'il aurait suffi d'une poussée pour le renverser. Les directions du PS, du PCP et des centrales syndicales ne l'ont pas fait, permettant au gouvernement PSD-CDS, haï par le peuple et par les travailleurs, de se recomposer.

La grève de plusieurs semaines des enseignants pendant les évaluations, la manifestation de plus de 80 000 enseignants à Lisbonne, suivie par la grève nationale massive des enseignants le 18 juin 2013, allait être le choc qui abattrait les piliers déjà fragilisés du gouvernement PSD-CDS. Ce mouvement amènera à l'effondrement de l'édifice gouvernemental, marqué par les démissions du ministre des Finances, Vítor Gaspar, au service de la « troïka », et du ministre d'Etat, Paulo Portas (président du CDS).

L'état d'agonie politique et de désorientation où s'est trouvé le gouvernement, et qui a contaminé les partis et les forces qui

(7) Le Tribunal constitutionnel est un organe de l'Etat bourgeois.

(8) Cavaco Silva (ex-Premier ministre et ex-dirigeant du PSD), qui a été président de la République jusqu'en janvier 2016, a précédé l'actuel président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, élu lui aussi grâce à la division entre le PS, le PCP et le BE. Le PS a parrainé deux candidats, tandis que le PCP et le BE présentaient chacun leur propre candidat.

(9) La TSU est une contribution au fonds de Sécurité sociale actuellement abondée par les organismes patronaux pour 23,57 % sur le salaire du travailleur et pour 11 % par les travailleurs sur leur salaire.

le soutenaient, n'ont rien eu à voir avec des « crises de colère », des « déloyautés » ou des intrigues de palais.

Ces causes profondes et lointaines ont été énoncées par Vítor Gaspar dans sa lettre de démission :

« (...) L'érosion de l'opinion publique envers les politiques (...) d'ajustement budgétaire et financier à la suite des modifications de la taxe sociale unique alors proposées », c'est-à-dire la combativité du peuple contre les mesures d'austérité ;

« Le non-respect des limites (...) du déficit et de la dette en 2012 et 2013 (...) », c'est-à-dire les difficultés rencontrées pour vaincre la résistance des fonctionnaires publics, notamment la lutte des professeurs, qui ont obligé le gouvernement à reculer par rapport aux licenciements massifs qu'il avait annoncé ;

« La répétition de ces écarts a miné ma crédibilité en tant que ministre des Finances », c'est-à-dire que la résistance du peuple et la lutte des pensionnés et retraités a abouti à ce que le gouvernement, malgré les coupes effectuées dans les pensions et retraites, a échoué dans les objectifs successivement annoncés.

Si la demande de démission de Vítor Gaspar a été la cause immédiate qui a précédé et déclenché la succession vertigineuse des événements qui lui ont succédé, *les causes véritables*, qui expliquent la panique, la désorientation et l'état d'agonie du gouvernement PSD-CDS, *résident dans les difficultés ressenties par le grand patronat et le capital financier pour vaincre la résistance et la lutte engagée par l'immense majorité du peuple*, contre les attaques et les mesures de la « troïka » et du gouvernement.

Tel a été le socle qui a précédé et préparé la défaite électorale du PSD et du CDS dans les élections du 4 octobre 2015, et qui a donné au PS, au PCP et au BE la majorité au Parlement.

CARACTÉRISATION DE LA SITUATION POLITIQUE AU PORTUGAL APRÈS LES ÉLECTIONS DU 4 OCTOBRE 2015

Le nouveau cadre politique découlant des élections législatives du mois d'octobre dernier – qui a donné de nouveau la majori-

té à l'Assemblée de la République aux partis qui se revendiquent de la défense des intérêts historiques des travailleurs – est donc le reflet des énormes mobilisations qui ont eu lieu au Portugal.

Le rapport de force entre les classes s'est modifié en faveur de la classe ouvrière.

Les élections du 4 octobre 2015 constituent la fin d'une phase et le début d'une autre dans la situation politique au Portugal. Elles marquent un tournant dans la lutte de classes.

Les travailleurs et les différentes couches de la population, à travers leur combat – tant sur le terrain de la lutte de classe que sur le terrain électoral – ont défait les partis de la bourgeoisie (PSD et CDS), les mettant en minorité à l'Assemblée de la République, et ils ont donné la majorité à la « gauche » parlementaire (PS, PCP et BE).

Il y avait eu d'autres moments où cela s'était produit.

Qu'est-ce qui différencie la situation actuelle de majorité de « gauche », de celles qui s'étaient produites dans le passé ?

- Le mouvement de la classe ouvrière et des masses populaires a obligé les appareils (PS, PCP, BE) à aller plus loin qu'ils ne le voulaient ;

- l'Assemblée de la République (AR) ne s'est pas soumise à la tentative de coup constitutionnel engagé par le président de la République en tentant de forcer le PS à constituer un gouvernement dirigé par le PSD.

L'appareil dirigeant du PS, sous l'effet de la pression des militants socialistes et du mouvement de la classe, a été contraint à :

- rompre les négociations avec la coalition de droite « PaF » (10) !
- présenter une motion de rejet approuvée par tous les partis de la « gauche » parlementaire ;
- prendre l'initiative de négocier avec le PCP, BE et PEV des accords au niveau par-

(10) PaF (*“Portugal a frente”* – Portugal en avant – NDT) était le sigle de la coalition électorale avec laquelle le PSD et le CDS se sont présentés ensemble aux dernières élections générales du 4 octobre 2015 et où ils ont été battus.

lementaire dans le but de constituer un gouvernement du PS ;

- faire reculer Cavaco Silva sur ses tentatives pour imposer des gouvernements de « gestion » contre l'Assemblée de la République et l'amener à investir un gouvernement du PS.

QUELS SONT LES ÉLÉMENTS DU TOURNANT QUI S'EST OPÉRÉ ?

En premier lieu, le tournant est marqué par une double défaite de la bourgeoisie.

Invité par Cavaco Silva à entamer des contacts pour la formation d'un gouvernement validé par le PS, le leader du PSD a subi un échec fracassant. Rompant avec la « tradition » – valider le gouvernement de droite (PSD-CDS) –, le PS a abandonné les négociations avec la coalition PaF.

Condamné par avance à être battu au Parlement, le gouvernement – constitué à grand-peine par Passos Coelho avec des personnalités de second ordre – allait être rejeté par une majorité de députés du PS, PCP et BE.

Le PS dirigeait, pour la première fois depuis le 25 avril 1974, la transformation d'une majorité absolue de gauche en une majorité politique conjointe.

Contrairement à ce qui a été affirmé par Cavaco Silva – qui avait prétentieusement annoncé avoir mis en équation « *toutes les alternatives possibles* » –, cette conclusion, ce refus inespéré du PS de valider un gouvernement de droite a pris la bourgeoisie par surprise, *a laissé sa fraction hégémonique stupéfaite et désorientée*.

Dans un premier temps, Le PSD et le CDS ont accusé le PS de putschiste, disant que le gouvernement qu'il se proposait de constituer était illégitime parce qu'il reposerait sur une fraude. Dans un second temps, la coalition PaF – aussi bien dans les déclarations proférées par Passos Coelho et par Paolo Portas que dans les appels incendiaires proférés dans des rassemblements – révélait toute sa rage et sa fureur contre la décision « inespérée » du PS de s'allier au PCP et BE.

Son gouvernement renversé (PSD-CDS), la bourgeoisie utilisa son second pilier institutionnel, sur lequel elle s'appuyait :

Cavaco Silva, qui vociféra également des menaces et insinua qu'il ne donnerait pas l'investiture au gouvernement du PS, parce que c'était d'après lui un gouvernement s'appuyant sur des forces politiques dont le « paradigme » et les principes étaient contraires à l'OTAN, au « traité budgétaire » et à l'Union européenne.

Cavaco Silva a tout fait pour ne pas désigner le secrétaire général du PS (Antonio Costa) comme Premier ministre – appelant les députés liés à l'aile la plus réactionnaire du PS à se rebeller contre la direction du PS, menant des consultations sans fin de « personnalités » de la grande bourgeoisie et du capital financier, etc.

Le capital financier, à travers Cavaco Silva, a réitéré la tentative de coup constitutionnel qu'il avait déjà tentée sans succès en juillet 2013. Cependant, toutes ces tentatives pour que la bourgeoisie continue à gouverner directement, à travers ses partis, ont échoué.

Cette ultime tentative s'étant également soldée par un échec, Cavaco Silva finit par désigner le secrétaire général du PS comme Premier ministre et investir un gouvernement du PS, la bourgeoisie et le capital financier se voyant contraints de gouverner indirectement à travers le PS (appareil social-démocrate) – avec l'appui du PCP (appareil stalinien) et du BE (appareil « centriste ») – pour défendre la propriété privée des grands moyens de production aux mains de la grande bourgeoisie et du capital financier.

En second lieu, le tournant s'exprime également dans le fait que, pour la première fois au Portugal, les appareils ont été obligés (par la force du mouvement de la classe) de constituer un gouvernement du PS, avec l'appui du PCP et du BE.

Le tournant qui a eu lieu correspond à une vague de fond qui s'est renforcée dans la période qui a précédé les élections législatives et qui est apparue au grand jour durant la campagne électorale. Ce tournant s'est traduit par « l'exigence » adressée par la population aux partis de « gauche » pour qu'ils mettent fin à la division, afin de s'unir et de disputer le pouvoir à la droite.

Dans la campagne électorale, la condamnation de cette politique de division par les masses populaires a été notoire, surtout par rapport au PCP. De nombreuses person-

nes, des femmes du peuple intrépides, sans crainte d'affronter des dirigeants politiques, se sont approchés de Jerónimo de Sousa pour lui dire, les yeux dans les yeux : « *Les partis de gauche doivent s'unir au lieu de s'attaquer !* » « *Mettez-vous d'accord !* » « *Le peuple n'en peut plus !* » « *Disputez le pouvoir à la droite !* »

Cette vague de fond à laquelle les élections ont donné une visibilité a été l'expression, sur le terrain électoral, du mouvement de la classe et surtout de sa volonté croissante de mettre fin au gouvernement de la bourgeoisie et à son action destructrice.

C'est cette vague de fond – produit des combats menés par la classe ouvrière dans différents secteurs (grève à Efacec, Panrico, INEM, TAP, fonction publique, professeurs), qui, sur le terrain électoral, a mis en échec la stratégie de division de la classe engagée par le BE, mais surtout par le PCP, – a obligé les appareils à aller plus loin qu'ils ne le voulaient, et à constituer un gouvernement du PS, soutenu par le PCP et le BE.

Le gouvernement du PS est-il un gouvernement de Front populaire ?

A propos du Front populaire Trotsky, dans le texte « *L'heure de la décision approche : sur la situation en France* » (18 décembre 1938), le définissait en ces termes :

« *Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable, a nécessairement comme programme d'action le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste.* »

Bien qu'il ne soit pas un gouvernement de « Front populaire », dans les termes définis ci-dessus par Trotsky, le gouvernement du PS est incontestablement un gouvernement de collaboration de classes.

Le gouvernement du PS est un gouvernement résultant du mouvement de la classe qui a obligé les appareils à aller plus loin qu'ils ne le voulaient, où le BE et le PCP, fruit de la politique de division (assimilant le PS au PSD) et de soumission à l'impérialisme, s'engagent à soutenir le gouvernement du PS, mais n'en font pas volontairement partie, en même temps qu'ils disent

qu'ils conditionnent leur soutien aux politiques et mesures qui seront appliquées – « *Notre appui [du PCP] au gouvernement du PS dépend de ses politiques. Si ses politiques vont dans le sens des travailleurs, le gouvernement du PS peut compter avec l'appui du PCP.* »

La formule de gouvernement – gouvernement du PS, soutenu par le PCP et BE – ainsi que la position de ces deux partis (soutien « sous condition ») par rapport au gouvernement correspondent dans la situation actuelle à la « solution de gouvernement possible », qui a reçu l'aval des dirigeants des appareils politiques et syndicaux (PS, PCP, CGTP et UGT), en liaison avec le BE, comme moyen pour chercher à contenir le mouvement des travailleurs.

Le mouvement des travailleurs s'adresse à ses organisations pour qu'elles exigent du gouvernement l'annulation de toutes les mesures nocives et des coupes dans les salaires et pensions des travailleurs et des retraités, ainsi que la récupération du pouvoir d'achat perdu. Après avoir battu le PSD et le CDS et après avoir porté les députés du PS, du PCP et BE en majorité au Parlement, les travailleurs veulent que soit immédiatement abrogée la législation anti-ouvrière et que soient récupérés les droits du travail et les droits sociaux supprimés par le gouvernement du PSD-CDS.

Rien ne justifie que des lois comme celle des licenciements collectifs et de la caducité des conventions collectives restent en vigueur, alors qu'il y a une majorité de députés PS, PCP et BE au Parlement.

Dans BE – parti centriste soutien parlementaire du gouvernement PS –, des positions de désaccord et des signes de prise de distance commencent à surgir en rapport avec certaines des mesures prises par le gouvernement PS.

LE TEMPS PRESSE

Le temps presse. L'Union européenne et son état-major (le capital financier) ont commencé à considérer que la démocratie formelle pourrait être manifestement inefficace face à la profondeur de la crise dans laquelle l'Europe est plongée et se révéler être une forme de gouvernance « boîteuse » devant les exigences, les rythmes et la vitesse de propagation de la crise.

La bourgeoisie commence à mettre en équation et à essayer d'autres « solutions » pour tenter de démanteler les organisations de la classe – la guerre, le recours au terrorisme, les provocations et attentats, le recours aux hordes fascistes. Bien qu'elle le fasse de façon différenciée, selon les rapports de force dans chaque pays, son instinct de survie (comme classe) la conduit à cela.

Le tournant opéré dans la situation portugaise s'inscrit comme un facteur supplémentaire dans ce processus, mais un facteur qui contrarie et affaiblit ces objectifs et nécessités de l'impérialisme.

Au Portugal, il y a une conjonction de circonstances qui tend à approfondir la crise dans les appareils dirigeants des partis ouvriers et des organisations syndicales :

- la défaite de la bourgeoisie infligée par les masses populaires ;

- l'unité imposée aux appareils, mettant en déroute la politique de division ;

- les « réserves » des appareils stalinien et centriste par rapport au gouvernement du PS.

Toutes ces circonstances, conjuguées à la crise profonde qui déchire les fondements de l'Union européenne, tendront à désarticuler et approfondir leur crise, libérant militants et cadres que le POUS devra chercher à recruter dans ses rangs, dans le cadre de son intervention dans la lutte de classes.

Pedro Nunes



DR

Photo prise le 27 avril 1974 à Lisbonne de la foule et des militaires amassés devant la caserne de la garde républicaine où le Premier ministre Marcello Caetano, qui avait succédé en 1968 au général Salazar, a trouvé refuge pendant la révolution...

Répression antisyndicale en Guadeloupe et en Espagne

(un document du Cicer)

Nous avons estimé utile de reproduire de larges extraits d'une brochure établie par le Comité international contre la répression (Cicer) (pour la défense des droits syndicaux et politiques) concernant certains aspects de la répression antisyndicale en Guadeloupe et en Espagne.

Il s'agit d'un document qui éclaire certaines facettes du combat de classe, parfois insuffisamment connues. Et qui, sur le plan particulier qui est celui du Cicer, participe de l'aide à la résistance face aux offensives gouvernementales et patronales.

Les militants de la IV^e Internationale de différentes sections ont, aux côtés de centaines de militants syndicaux, d'avocats du travail et d'avocats pénalistes, été et sont avec d'autres à l'avant-garde de cette activité. La lutte contre la répression antisyndicale, pour être réelle, est un combat jalonné — avec des hauts et des bas — d'initiatives pratiques. C'est pourquoi celle-ci met en évidence, la plupart du temps, des cas individuels de répression qui, en quelque sorte, vont concentrer l'action.

La Vérité

Contribution concernant le combat contre certaines des dispositions pénales et la répression antisyndicale, auxquelles le mouvement ouvrier, et particulièrement les organisations syndicales, ont à faire face.

(...) Nous livrons à la réflexion de tous l'expérience de ce combat continu et les questions qu'il pose.

Depuis des années, on assiste en effet à une montée en puissance, parfois par glissements successifs, de la justice pénale dans le domaine social. Des dispositions incluses dans le Code pénal et de procédure pénale, soit spécialement écrites contre le mouvement ouvrier et démocratique, soit écrites à d'autres fins, mais utilisées contre celui-ci, tendent à modifier l'exercice des libertés syndicales et à remettre en cause l'une des prérogatives essentielles des organisations ouvrières et d'un

droit fondamental de la classe ouvrière elle-même : celui de faire grève.

Sous différents angles, la liberté syndicale elle-même est remise en cause. Une funeste mécanique a été instituée. Celle-ci tente de substituer à ce qui est une règle essentielle en démocratie, la libre confrontation d'intérêts antagoniques — ceux des salariés et des organisations syndicales qui les représentent, d'une part, et ceux des employeurs, d'autre part — le recours aux tribunaux pénaux. Ainsi, les parquets, dépendant directement du ministère de la Justice — dans les cas qui nous préoccupent —, et la justice pénale prise au sens

général sont-ils devenus de véritables machines de guerre dans les mains des gouvernements contre les organisations ouvrières, contre les militants. Les dispositions antisyndicales sont nombreuses, nous ne traiterons ici que de quelques-unes d'entre elles auxquelles nous avons à faire face. Afin de ne pas alourdir cette contribution, entrons dans le vif du sujet, qui, répétons-le, n'entend pas examiner tous les aspects de la répression antisyndicale. Il y faudrait des volumes entiers.

LA QUESTION DES TESTS GÉNÉTIQUES EN FRANCE ET EN GUADELOUPE

A l'origine du Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG)

Ce fichier a été créé sur la base de l'article 706-54 du Code de procédure pénale, issu de la loi 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles, ainsi qu'à la protection des mineurs. Les conditions de fonctionnement de ce fichier ont été précisées par les dispositions des articles R 53-9 à R 53-21 du Code de procédure pénale résultant du décret n° 2000-413 du 18 mai 2000 et l'article A 38 du même code de procédure.

Ainsi, l'article 506-54 de ce code prévoit « l'institution, en vue de faciliter l'identification et la recherche des auteurs des infractions sexuelles, d'un fichier national automatisé destiné à centraliser les traces génétiques, ainsi que les empreintes génétiques des personnes condamnées pour ces infractions »... Les circulaires publiées au Bulletin officiel du ministère de la Justice précisent le caractère exceptionnel du fichier (souligné par nous), « sa finalité de prévention et de protection des mineurs, et l'aspect particulier que revêt la récidive en matière d'infractions sexuelles justifiant que le délai de conservation des données soit le plus long possible ».

C'est donc sur les bases de la loi de 1998 que le FNAEG a été constitué à l'origine et sur nulle autre. Déjà élargie en 2001, la loi 2003-239 du 18 mars pour la Sécurité intérieure, notamment dans son

article 29, va changer la donne et bouleverser définitivement la nature du fichier.

Comment et pourquoi ?

A partir de cette loi, le Fichier national automatisé des empreintes génétiques va être étendu à une multitude d'infractions tels le vol à l'étalage, les TAGS sur les panneaux publicitaires, les arrachages d'OGM ou les dégradations volontaires, etc. Ainsi, la plupart des infractions prévues par le Code pénal entrent-elles dorénavant dans le cadre du FNAEG.

Le fichier national, qui comptait environ 2 000 prélèvements en l'an 2000, est passé à 150 000 en 2005, et atteint deux millions de personnes en 2012. L'évolution actuelle est estimée à 30 000 nouvelles inscriptions par mois. On y trouve des auteurs de viols, des trafiquants de drogue... et des militants syndicalistes.

La loi pénale, en élargissant le champ d'application des tests génétiques, a changé la nature et les fonctions initiales du FNAEG.

Le champ d'application du FNAEG est devenu si vaste que, combiné à la notion de « trouble de l'ordre public » — notion d'une élasticité quasi infinie et intrinsèquement arbitraire, qui nécessiterait une analyse détaillée —, il permet aujourd'hui d'exiger des tests ADN de façon presque illimitée.

C'est la loi de 2001 signée par le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Lionel Jospin qui a créé le « délit de refus de prélèvement d'ADN », qui ne sert en réalité, quasi exclusivement, qu'à réprimer les militants qui ne veulent pas entrer dans le FNAEG, initialement réservé aux délinquants sexuels. Puis, deux décrets du 16 octobre 2009 ont complété la loi de 2001, permettant de recueillir dans le fichier des données relatives aux activités politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, dans le but de « prévenir les atteintes à la sécurité publique ». Puis, pour couronner l'ensemble, c'est le gouvernement Hollande, sous la signature de Manuel Valls et de Jean-Marc Ayrault, qui a multiplié les informations à inclure, par décret du 7 mai 2013. Il suffit qu'un officier de police judiciaire (OPJ) exige par exemple, au cours d'un rassemblement, d'une grève, d'une manifestation, d'un piquet de grève..., d'un

militant syndical, d'un salarié, un prélèvement d'ADN, et que celui-ci refuse de s'y soumettre, pour qu'il risque un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende. Telle est l'épée de Damoclès qui plane au-dessus de la tête des organisations syndicales ouvrières, de ses responsables et militants.

De 2003 à 2010, une profusion de textes législatifs va étendre les prélèvements d'ADN à des infractions les plus graves comme les plus légères.

(...) Le refus de se soumettre à un test ADN, outre qu'il peut entraîner (ce n'est pas automatique) une convocation pour un procès et une condamnation — car considéré comme un délit —, ne clôt nullement la question. En effet, comble de cette procédure inique, le refus est considéré comme un délit « infini », ce qui signifie qu'après une condamnation pour refus, par exemple à une peine de prison avec sursis, les autorités peuvent demander au prévenu de se soumettre une nouvelle fois au test ADN. Ce qui implique dans ce cas qu'on se trouve en situation de récidive légale, c'est-à-dire dans une situation où le sursis peut devenir de la prison ferme et l'amende augmenter évidemment.

De fichier à “caractère exceptionnel”, dixit la loi, le FNAEG est devenu un outil banal

Le Cidr estime — et il n'est pas le seul — qu'il s'agit d'une dérive sécuritaire patente. Depuis plusieurs années, des militants syndicalistes, notamment — dans l'exercice de leur mandat et de leurs prérogatives syndicales —, se retrouvent sur le banc des accusés, soumis à l'infâme chantage des tests ADN.

Ainsi, une technique scientifique mise au point dans le but précis et affiché de protéger les citoyens contre les délinquants sexuels est détournée de l'objectif initial et devient une arme dans les mains de l'Etat pour menacer, dissuader — terroriser au besoin — ceux qui résistent.

C'est ainsi qu'on a vu, en Guadeloupe, s'enchaîner de façon tout à fait stupéfiante les procès pénaux contre les militants syndicalistes — la plupart membres de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) —, et cela s'est accéléré depuis la grève de 2009.

Il n'est nullement besoin d'être un spécialiste des questions sociales pour comprendre que la machine étatique a été et est utilisée comme un instrument de revanche. Comment comprendre, en effet, que 100 militants syndicaux au moins aient été convoqués devant la justice pénale depuis cette date ?

Rapporté à la population salariée de la Guadeloupe et comparé avec celle de l'Hexagone, cela correspond à environ 15 000 procès pénaux pour la même période. Chiffre effarant !

Bien entendu, tous les procès pénaux n'ont pas été liés au refus par les syndicalistes de se soumettre à des tests ADN.

Ainsi, Charly Lendo, ancien secrétaire adjoint de l'UGTG, a été relaxé — et cela grâce à une campagne considérable en Guadeloupe et à l'échelle internationale — de l'accusation d'homicide involontaire à la suite de l'accident mortel d'un jeune motard heurtant à grande vitesse un barrage, lors de la grève générale de 2009 en Guadeloupe. Il n'en n'a pas moins été condamné, ainsi que José Naejus, tous deux militants de l'Union des Travailleurs de l'Hôtellerie, du Tourisme et de la Restauration (UTHTR-UGTG), à 1 000 euros d'amende pour refus de se soumettre au prélèvement d'ADN dans un procès précédent. C'est également le cas pour Denis D.

Précisons que Charly Lendo et José Naejus avaient été relaxés dans le cadre d'un conflit dans le secteur hôtelier.

Jocelyn Leborgne, autre dirigeant de l'UGTG convoqué pour un même refus de se soumettre à des tests génétiques, a été l'an passé relaxé par le tribunal de Pointe-à-Pitre. Le procureur général a fait appel — appel qui vient d'être abandonné le 15 mars 2016, le jour même du procès, ce qui de ce fait a confirmé la relaxe de Leborgne en première instance. Mais cette relaxe définitive prononcée en faveur de Leborgne l'a été pour « vice de forme », le parquet n'ayant pas « respecté les délais », dixit le président du tribunal. Bien entendu, ce « vice de forme » permet d'ailleurs au ministère public de tenter — en vain, d'ailleurs — de sauver la face. Nul n'ignore que c'est la mobilisation de l'UGTG, de ses militants, d'organisations syndicales de la Caraïbe et de nombreux pays (Mexique, Brésil, Espagne, Suisse, Algérie,

France, etc.) combinée à la crise politique béante dans l'Hexagone qui a permis ce succès.

Mais constatons que cette épée de Damoclès est posée non seulement au-dessus de la tête des militants cités, mais s'avère être une menace permanente contre les organisations syndicales et contre chacun de ses membres. Car même lorsque les employeurs sont déboutés, les pouvoirs publics tiennent dans leurs mains l'arme suprême : les tests ADN, auxquels, comme nous l'avons vu, le refus de se soumettre peut valoir aux intéressés jusqu'à 15 000 euros d'amende et un an de prison.

(...) Le moindre combat syndical qui s'accompagne par exemple d'une manifestation de rue, d'un rassemblement, d'un piquet de grève, est susceptible de déboucher sur une obligation de tests génétiques pour ceux qui y participent. Le terme de marche à la criminalisation de l'action syndicale n'est en rien exagéré.

Si la Guadeloupe a fait figure en quelque sorte de « laboratoire » dans ce domaine, par l'ampleur de la répression qui s'y développe, l'Hexagone n'échappe pas à ces mécanismes menaçants, même si l'utilisation n'a pas connu pour l'instant une telle ampleur, ce qui n'en diminue pas l'importance.

Arbitraire complet, pouvoir discrétionnaire, c'est ainsi qu'il nous paraît nécessaire de caractériser la question des tests génétiques à l'encontre des syndicalistes...

Ce ne sont pas moins de 137 infractions qui sont aujourd'hui susceptibles de permettre d'avoir recours aux tests génétiques. Difficile de faire plus large. Avec un tel outil dans les mains des procureurs, des officiers de police judiciaires (OPJ), la « chasse aux syndicalistes » est ouverte en permanence (...).

L'ARTICLE 315.3 DU CODE PÉNAL DE L'ÉTAT ESPAGNOL. DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'article 315-alinéa 3 est issu du Code pénal franquiste. Il s'appelait article 496.

L'article 315-alinéa 3 date de l'actuel Code pénal de 1976. Bien que « relooké »,

cet article permet comme dans ses attendus antérieurs d'inculper les militants pour faits de grève, et particulièrement pour participation à des piquets de grève. Nous savons, et c'est une donnée fondamentale, que c'est la grève, c'est la lutte de classe ouvrière qui a arraché le droit de grève, comme d'autres droits, et pas l'inverse. Nous savons aussi que le combat contre les mesures antigrèves utilisées depuis de nombreuses années font partie des exigences pour défendre l'existence même des organisations ouvrières.

Cette véritable arme de guerre contre les organisations syndicales a pris une extension sans précédent à partir de différents appels à la grève générale lancée par les principaux syndicats de l'Etat espagnol, les CCOO et l'UGT. L'année 2015 voit le déclenchement d'une véritable avalanche de procédures pénales orchestrées par le ministère de la Justice via ses différents procureurs. Plus de 300 militants et responsables syndicaux, dans tout le pays, se retrouvent inculpés, menacés de lourdes amendes et de non moins lourdes peines de prison.

Cette même année, pour faire « bonne mesure », est votée ce que les militants appellent la « loi bâillon », loi qui entend dans les faits interdire le droit de manifester.

Au milieu de l'année 2015, un groupe d'avocats spécialistes en droit du travail rejoint la campagne lancée en Espagne (et en France) pour l'abrogation de l'article 315-alinéa 3 du Code pénal, qui a permis d'enclencher des poursuites pénales contre plus de 300 syndicalistes de l'UGTG et des Commissions ouvrières en raison de leurs activités syndicales.

Ils exigent l'annulation de toutes les poursuites et le classement de toutes les affaires.

En juin 2015, à la Bourse du travail de Paris, des responsables syndicaux de la CGT et de la CGT-FO tiennent aux côtés du Cizr une conférence de presse avec la participation de Pablo Garcia-Cano, inculpé lui-même, délégué CCOO de l'usine John Deere, à Getafé, et de Ruddy Tessier, secrétaire général adjoint de l'UGTG (Guadeloupe). Décision est prise de donner un caractère international à la campagne pour la défense de Jocelyn

Leborgne, dirigeant de l'UGTG (voir plus haut), et pour l'abrogation de l'infâme article 315-alinéa 3 du Code pénal, et de répondre à l'invitation de dirigeants syndicaux de l'Etat espagnol et des avocats à une rencontre en Espagne à l'occasion de l'emblématique procès des 8 syndicalistes d'Airbus.

Plus de 80 organisations de France, mais aussi des organisations syndicales d'Allemagne, du Portugal, de Suisse, du Brésil, du Mexique, des Etats-Unis, de Guadeloupe, de Grande-Bretagne, d'Algérie également. Et le 20 novembre 2015 est constituée une commission internationale pour l'abrogation de l'article 315-alinéa 3, en présence d'une délégation de France composée du Cizr, d'avocats et de syndicalistes, au siège du prestigieux cabinet d'avocats d'Atocha. Puis, ce sera un meeting international convoqué par la commission internationale en février 2016, à Madrid, en présence notamment de représentants syndicaux de la CUT du Brésil, du Portugal, du Cizr et de syndicalistes de France, soutenu par des messages des confédérations syndicales espagnoles — les CCOO et l'UGT —, en présence de députés espagnols et d'avocats et de militants inculpés (notamment ceux d'Airbus) dont le procès devait s'ouvrir dans les jours suivants. Les organisations syndicales de la région de Madrid organiseront de puissantes manifestations le jour de l'ouverture du procès des 8 militants syndicaux d'Airbus, menacés chacun de 8 ans et 3 mois de prison. Ils ont été relaxés. C'est une victoire importante pour eux, pour tous les salariés et leurs organisations, c'est une victoire également de la solidarité internationale.

Victoire éclatante, mais qui pose la question des nombreux autres procès en cours contre les militants toujours inculpés en vertu de l'article 315-alinéa 3.

Toutes les forces politiques se réclamant du mouvement ouvrier et démocratique en Espagne se sont engagées à abroger l'article 315-alinéa 3. Mais au moment où nous écrivons cette contribution, l'article

scélérat est toujours inscrit au Code pénal espagnol. Comme le dispositif liberticide permettant d'exiger les tests ADN dans l'Hexagone et en Guadeloupe est toujours inscrit dans le Code pénal français...

(...) Les succès remportés cette dernière année — relaxe de Charly Lendo, ancien secrétaire général adjoint de l'UGTG, relaxe pour les militants syndicalistes d'Airbus dans l'Etat espagnol en 2016, relaxe en mars 2016 pour Jocelyn Leborgne — nous montrent que, s'appuyant sur la mobilisation ouvrière dans les pays concernés, sur l'unité des organisations syndicales, la solidarité internationale n'est pas « un supplément d'âme », mais peut constituer un élément parfois de grande portée dans le combat pour la défense du mouvement ouvrier et de ses militants. Elle est un enjeu et un élément constitutif du rapport de force entre les classes et avec les gouvernements.

Le Cizr a participé aux conférences organisées par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples à Berlin, à Madrid, à Alger, à Paris, et se trouve bien naturellement souvent aux côtés de l'Entente pour contribuer aux campagnes lancées par cette dernière.

Le Cizr, qui a 40 ans cette année, a toujours été par nature contre la guerre et l'exploitation. Avec des moyens modestes, il continuera à prendre sa place, avec ses particularités, aux côtés de ceux qui, comme l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, luttent pour l'émancipation humaine.

Gérard Bauvert

Cette contribution s'appuie sur des documents établis par le Cizr au cours des combats évoqués, ainsi que sur le travail militant de syndicalistes des Commissions ouvrières et de l'UGT de l'Etat espagnol, d'avocats de ces confédérations, et sur les documents établis par l'UGTG de Guadeloupe et ses avocats au cours de nos actions communes.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

